

De l'Impôt du Timbre des Valeurs Mobilières Etrangères non abonnées

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Mars 1939 à 14 heures

PAR

P. WIDAL

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HAMEL, professeur

Suffragants { *MM. ESMEIN, professeur*
PLASSARD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR¹)

1939

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

De l'Impôt du Timbre des Valeurs Mobilières Etrangères non abonnées

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Mars 1939 à 14 heures

PAR

P. WIDAL

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HAMEL, professeur

Suffragants { MM. ESMEIN, professeur
PLASSARD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1939

Tous droits réservés



DE L'IMPOT DU TIMBRE DES VALEURS MOBILIÈRES ETRANGÈRES NON ABONNÉES

INTRODUCTION

Le problème financier s'est depuis quelques années considérablement développé. Les bouleversements de la guerre et les crises qui ont suivi la renaissance économique du monde l'ont placé au premier plan de toutes les préoccupations. Il est intimement lié aux hasards des politiques, comme aux événements de toute nature qui surgissent à chaque instant à travers l'univers. Il est devenu pour tous les gouvernements le souci poignant qui les amène à la victoire ou à un effondrement sans noblesse.

De tous temps, le souci des finances saines et de la richesse intérieure de l'Etat a été l'un des principaux sujets des modifications de la politique. Nous ne pouvons pas éviter de rappeler les volte-face de l'Angleterre et du monde sous l'influence des théories de Cobden, le libre échange progressivement rayé de tous les programmes commerciaux jusqu'aux triomphes actuels de notions d'autarchie, bref, tout un ensemble de phénomènes qui traduisent ce désir unanime de prospérité industrielle et d'aisance des tré-

soreries pour des Etats, qui paraissent aujourd'hui écrasés par leurs budgets.

Jusqu'au xviii^e siècle, les nations vivaient sur ce principe très simple que l'or enrichissait celui qui le détenait et que, par suite, il fallait vendre à l'étranger et ne rien lui acheter.

La situation s'est depuis quelque peu compliquée et vers le milieu du xix^e siècle, l'opinion était répandue qu'il valait mieux recevoir de l'étranger des crédits sous forme de paiement de coupons qui apportaient un afflux d'argent frais. C'est de ce moment que date la théorie fiscale de l'équivalence en vertu de laquelle les valeurs étrangères sont traitées suivant un régime analogue aux nôtres sur les marchés français, avec convention de réciprocité dans certains cas.

Les lois de l'économie financière ont permis de constater que lorsqu'un pays est prospère et que les conditions extérieures y sont bonnes, les capitaux y affluent. Le patrimoine national cherche à s'employer sur place, et l'argent étranger vient le concurrencer. Les impôts rentrent facilement et les appels extérieurs au crédit national ne parviennent pas à épuiser la force expansive qui l'anime. Si des difficultés surgissent, les fonds étrangers disparaissent, suivis, s'ils n'ont pas été précédés, par les capitaux nationaux. Le budget s'équilibre difficilement, toutes les liquidités semblent s'évanouir, et les taux d'intérêt montent. Le mot d'un financier célèbre sur la bonne politique et les bonnes finances est, de nos jours encore, éminemment vrai, mais, dans la phraséologie

de nos contemporains, il y a été substitué le terme de « confiance ». Sans elle, personne ne veut prêter à long terme, ni investir ses disponibilités dans des valeurs qui exigent cet avenir plus favorable que le capitaliste craint de ne pouvoir pressentir. Et, si nous reprenons l'histoire des finances françaises depuis la guerre, nous constaterons combien les renversements complets des conditions existantes dépendent étroitement de cette confiance, qui est à la mesure des politiques gouvernementales.

Le marché français se retrouve après la guerre amputé de plus de 15 milliards par la seule disparition des emprunts russes. Le pays est appauvri et l'effondrement du franc semble un gage de temps difficiles à venir. Logiquement l'argent doit s'être raréfié et l'intérêt doit être élevé. Or le contraire se produit, car le monde entier apporte à Paris des capitaux, qui demandent à s'employer. L'on croit que l'Allemagne paiera et que cette fortune rétablira une situation, qui, techniquement, devient de jour en jour meilleure.

Les élections de 1924 amènent à la Chambre des Députés une nouvelle majorité, qui décide de prendre des mesures, financièrement, impopulaires. Le crédit de la France baisse, et l'on constate que l'argent étranger comme les capitaux nationaux s'expatrient à une cadence désastreuse. Economiquement, cependant, il est avéré que le pays s'est relevé de ses ruines, que l'équipement se refait et que le potentiel d'énergie est magnifique. Cependant le franc amorce une chute verticale, que suivent de plus loin les

valeurs nationales, les titres étrangers dépendant étroitement du cours de leurs devises ; l'on ne trouve plus à emprunter. L'arrivée du Ministère d'Union Nationale ramène cette confiance, et la seule présence du Président Poincaré rétablit les affaires. L'or revient de l'étranger, assurant une couverture exceptionnelle à la devise, les marchés se calment et la prospérité semble reparaître.

La crise de 1926 passée, la France supporte avec facilité les débuts de la crise mondiale. Les catastrophes américaines de 1929 l'atteignent peu, mais elle semble sombrer par suite de difficultés internes dans la fin de la dépression. Alors qu'en 1934, l'Amérique et l'Angleterre, pour ne parler que d'elles, reprennent courage, pour nous, les difficultés commencent. C'est que l'étranger a perdu en nous cette fameuse confiance qui l'avait attiré sur nos places, et qu'il a pris l'habitude de s'adresser ailleurs.

L'or international nous a quittés par des fuites intenses qui ont abaissé la couverture de 78 % à 40 et moins, et deux dévaluations successives affaiblissent nos places.

L'on peut de ce bref historique tirer au moins une conclusion.

C'est que les lois ordinaires de l'économie politique n'ont pas joué, du moins en apparence, et si l'on considère que le patrimoine national est limité. En effet, des pertes considérables de substance, comme la saignée de l'emprunt russe et la guerre, devraient rendre l'argent plus rare et le taux d'intérêt plus élevé. Par ailleurs, les capitaux nationaux de-

vraient s'employer en valeurs françaises au lieu de titres étrangers, lorsque le prix de ces derniers augmente. Or, au contraire, la vie a été exceptionnellement facile après la guerre et le taux de l'intérêt était très bas, parce que l'argent affluait. De même, dans les temps difficiles, c'est à l'étranger que les capitaux se retiraient, laissant dédaignées les entreprises nationales. Ce fait, inexplicable en vase clos, est au contraire normal, si l'on veut considérer que les capitaux circulent à travers le monde et ne s'encombrent pas de frontières dans les régimes libéraux. En effet, le raisonnement est alors inversé. La perte d'une richesse matérielle considérable n'affecte en rien les possibilités d'avenir d'un pays qui épargne, et son appauvrissement momentané n'empêche pas les capitaux étrangers de rechercher sur son territoire un emploi qu'ils tiennent pour sûr.

C'est ainsi que s'expliquent les anomalies économiques de la place de Paris. En 1919, l'argent étranger afflue et se place à son tour dans les valeurs françaises, permettant le rééquipement. Celui-ci est terminé en 1924, et il ne reste qu'à retirer le profit de l'investissement.

A ce moment, la politique intérieure, effraie l'or extérieur, et il semble que le pays se draine vers New-York et Londres. Cette situation s'inverse encore deux ans plus tard, parce que l'étranger se fie aux tendances économiques du Président Poincaré.

Mais, au point de vue fiscal, dans ces mouvements multiples et contradictoires, il est notable que le régime de la surveillance financière nécessite des réfections sérieuses.

En effet, dans les grands crachs internationaux, Kroeger and Toll, Loewenstein, l'économie française est durement touchée et des millions épargnés disparaissent. La répartition internationale des capitaux français n'est donc pas très heureuse, si l'on ne peut justifier de succès financiers qui compensent ces retentissantes faillites. Or, précisément, et c'est là le critérium de la faute, les grandes valeurs étrangères, qui sont les puissances du capitalisme international, n'ont pas accepté de se plier à nos disciplines fiscales. Ni la Royal Dutch, ni l'U. S. Steel ne figurent parmi les valeurs abonnées, pour ne citer que ces exemples significatifs. Au contraire, des titres, que l'on a pu par la suite considérer comme les symboles de l'escroquerie, figuraient en bonne place sur la liste de ceux qui cédaient le plus volontiers aux exigences du Trésor. La politique qui avait consisté à répartir les risques du capital français à travers le monde, en était arrivée à faire placer notre argent dans les mauvaises valeurs, alors que l'appui du Gouvernement aurait dû, en tout état de cause, favoriser l'investissement de l'épargne dans ces entreprises qui prenaient une place de plus en plus importante, et dans les événements, et dans leurs répercussions. Dans ces conditions, il nous faut examiner quel était le régime fiscal de l'abonnement et pourquoi il a produit de si désastreux résultats.

LE REGIME DE L'ABONNEMENT

Sans remonter aux Lombards, ni même à Law, il est incontestable que le marché de l'argent a toujours vivement intéressé les Etats et les particuliers. Le moyen de mobiliser rapidement des capitaux importants sans les laisser improductifs, tout en pouvant les retrouver pour ainsi dire immédiatement liquides, importe au premier chef aux épargnants de toutes catégories. Et la possession sur son territoire d'un marché mondial, où affluent les fonds des étrangers, intéresse vivement de même les gouvernements. La politique du Second Empire et de la Troisième République a toujours été, par suite, conditionnée par le désir d'attirer à Paris l'argent extérieur, et en même temps de solliciter, vers des nations voisines ou pleines d'avenir, la richesse épargnée par le pays dans sa prospérité, afin de répartir de la façon la plus heureuse les risques de la finance et les amitiés internationales.

Il n'est pas niable que le raisonnement ainsi proposé soit sain. Une nation qui voit ses titres largement accueillis en France et qui, par suite, dispose de capitaux français dans ses entreprises, ou qui a vis-à-vis de notre pays une importante dette publique, sera toujours plus disposée à entretenir avec le pays banquier des relations cordiales ; celles-ci se traduiront sur le plan politique, comme dans les relations commerciales, par un traitement plus avantageux pour nos nationaux. Une répartition très dispersée de cette formidable puissance qu'est l'é-

pargne française, assure en outre à notre commerce des débouchés en très grand nombre ; si, d'aventure des difficultés politiques ou matérielles nuisent au développement de nos marchés dans une partie du monde, il restera de multiples occasions de compenser ailleurs cet inconvénient provisoire.

Ce raisonnement sage a permis la diffusion et l'éparpillement des fonds français ; avant la guerre de 1914, il avait porté des fruits magnifiques, au moins en ce qui concerne les Fonds d'Etats étrangers. La Russie avait rallié la cause de l'Entente, car elle trouvait dans la France le pays capable de l'équiper. Dans un domaine plus immédiat, de nombreuses nations faisaient appel à notre crédit. Le paiement de leurs coupons permettait à la balance des comptes d'enregistrer des bénéfices appréciables.

La seule ombre à ce tableau était la difficulté extrême que l'on éprouvait à voir les valeurs privées se soumettre à l'exigence du régime fiscal français. Notamment, plusieurs importantes compagnies avaient refusé de souscrire les engagements que le Trésor réclamait pour leur accorder son régime favorisé. Il ne fallait pas cependant attacher à ces échecs mineurs une importance excessive, car la France armait la Russie, et trouvait dans ce placement de premier ordre un débouché sérieux à son excès d'aisance. Après la guerre, bien des illusions des temps heureux ont disparu avec ceux-ci. Et l'on en est venu à incriminer le régime, que l'on croyait si bon, de l'abonnement.

Celui-ci avait vu sa naissance accueillie avec fa-

veur, lors du vote de la loi de budget⁽¹⁾ du 23 juin 1857 dont l'article 9 avait créé le principe de l'équivalence⁽²⁾.

Ce principe traitait de la façon véritablement la plus accueillante les titres étrangers à condition qu'ils se soumissent à l'abonnement. La théorie du Second Empire se transmet intégralement à la Troisième République puisque la loi du 29 juin 1872⁽³⁾ confirmait le régime de l'équivalence dans les termes suivants : « Les actions... de sociétés... étrangères sont soumises à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises ». Il n'est pas certain que, dans l'enthousiasme des théories du libre échange en vogue à cette époque, les législateurs se soient très bien rendu compte de l'importance des directives qu'ils élaboraient. Les travaux préparatoires n'en rapportent rien, mais il est certain que la prospérité provisoire des portefeuilles français de l'époque fût largement due au libéralisme des débuts. Cependant, dès 1872⁽⁴⁾, des difficultés s'étaient élevées. C'est que déjà le principe de l'abonnement est une gêne. Voici, très brièvement exposée son explication :

L'Etat traite directement avec la Société étrangère, pour le paiement des impositions. Celles-ci sont au nombre de trois, et portent sur le timbre des

(1) D. P., 1857. 4. 91.

(2) Art. 9. Les actions et obligations émises par les sociétés... étrangères sont soumises en France, à des droits équivalents à ceux qui sont établis... sur les valeurs françaises^a; elles ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits.

(3) D. P., 1872. 4. 116.

(4) Loi du 25 mai 1872, D. P., 1872. 4. 86.

titres, remplacé par une taxe forfaitaire annuelle, leur transmission, qui subit le même sort, et le revenu.

La Compagnie s'engage à ne pas laisser circuler de son fait sur nos marchés, soit par émission, soit par introduction, plus d'un nombre fixé de titres, pour lesquels elle versera les sommes afférentes aux divers paiements dus. Ceux-ci sont, bien entendu, calculés au prorata de valeurs convenues.

Le régime est alors celui des titres français et le taux des paiements est notablement inférieur à celui du non-abonnement.

Le fait d'accepter une pareille dépendance oblige bien entendu la société à fournir, en retour de la réduction, les garanties du paiement engagé.

Le Trésor français ne peut pas poursuivre en recouvrement devant les Tribunaux étrangers qui n'ont pas à juger les lois de la France. Ils ne doivent pas être appelés à discuter ce que notre législation interne impose comme indiscutable, et, par ailleurs, des raisons multiples de droit international, laissent désarmés les Trésors publics, en dehors de leurs frontières. Il faut donc que la Société étrangère fournisse l'assurance que le Trésor soit rempli de ses droits.

Il ne faut pas que l'on puisse voir une firme émettre des titres en France, puis rompre en visière avec notre fisc, demeuré impuissant après avoir été fraudé.

Deux procédés existent pour parer à cette éventualité qui pouvait parfois être envisagée pour un avenir éloigné car l'abonnement était par hypo-

thèse perpétuel pour les sociétés à durée illimitée et seulement restreint à la vie de la firme, si les statuts envisageaient un terme. C'est pourquoi, en tout état de cause, les précautions avaient été prises dans les combinaisons que proposait le droit commun.

L'on a choisi le système de la caution personnelle d'un agent accepté par le Ministre des Finances et qualifié pour régler les comptes avec le Trésor. Plus tard, à cette méthode *intuitu personae*, s'est jointe, *intuitu materiae*, la méthode du dépôt de garantie. L'Administration a vu tout d'abord avec faveur s'établir la coutume de présenter un représentant responsable qui, bien plus qu'une caution solidaire, était en réalité un nouveau débiteur personnellement responsable des droits et pénalités dus par la Société. En raison des conditions présidant à son élection, il pouvait être poursuivi avec facilité pour tout paiement discuté, alors que le Fisc n'aurait eu aucun recours contre la firme défailante, retirée hors de nos frontières.

Nous n'avons pas à entrer ici dans la discussion qui s'est établie sur la nature juridique du représentant responsable. Celui-ci a été considéré autant comme caution que comme mandataire mais la jurisprudence le tient pour engagé au paiement des droits de façon si étroite, que nous ne pouvons que nous rallier à la théorie qui voit en lui un débiteur personnel adjoint, et substitué à l'égard des impositions au débiteur étranger lui-même. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, de ces difficultés doctrinales et du vif intérêt pratique que leur solution présente, le

système du représentant responsable a reçu à l'origine l'approbation totale du fisc. Le décret de 1857 ⁽⁵⁾ n'avait admis que cette solution pour les sociétés abonnées et il a fallu, pour que d'autres modalités soient licites, attendre la loi du 13 avril 1898 ⁽⁶⁾, qui a prévu un nouveau moyen pour faire assurer le règlement des taxes.

Il s'agit du dépôt de garantie, qui, sous le nom de cautionnement, a été accepté par la Régie depuis la loi de 1898, et le Règlement d'Administration publique du 22 juin ⁽⁷⁾ de la même année. Sur la demande d'admission présentée par la Société, le cautionnement est fixé par le Ministre des Finances en proportion de l'importance des émissions prévues. Il est constitué, en numéraire exclusivement, un dépôt qui est confié à la gestion de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le montant en principe est de l'importance des taxes qui seront exigibles pendant une durée de trois années. Ce cautionnement peut ensuite être réduit, mais jamais augmenté, et il est affecté spécialement au paiement des impôts.

Ce procédé présentant l'inconvénient de fixer des capitaux importants, il a été prévu que la Société toucherait les intérêts des sommes déposées, à charge de verser les compléments voulus en leur temps. Mais de nombreuses firmes ont préféré adopter le système du représentant responsable, qui offre la possibilité d'avoir sur notre territoire un agent qua-

(5) Décret du 17 juillet 1857, D. P., 57. 4. 111.

(6) D. P., 98. 4. 97.

(7) D. P., 99. 4. 62.

lifié pour discuter les points délicats, en connaissance de cause, et le plus souvent en même temps, un courtier commercial ou un banquier car le représentant n'est ni nécessairement, ni même fréquemment, une personne physique.

Telle est, dans ses grandes lignes, la technique de l'abonnement.

L'Etat y trouve des avantages considérables. Outre la certitude qu'il peut ainsi avoir d'obtenir son dû, il est tenu au courant de l'importance des émissions et de la circulation des valeurs étrangères, et il bénéficie d'un contrat qui lui assure des paiements importants pour une durée considérable, puisque l'abonnement est en principe perpétuel. La société de son côté, à l'origine, avait la possibilité de voir ses titres figurer à la cote officielle, et son statut était au point de vue fiscal assimilé à celui des firmes françaises.

Donc, le marché national lui était ouvert, ses coupons étaient moins imposés que ceux des sociétés concurrentes non abonnées, enfin le cours de ses valeurs en était amélioré, partant le placement des émissions nouvelles facilité. Ces privilèges avaient donc un prix inestimable, en raison de l'importance capitale du marché parisien. Le monopole de droit valait aux yeux de ceux qui l'avaient prévu la soumission et l'acceptation de l'état de contribuable français.

Cependant, le succès ne vint pas accorder sa sanction à ce projet si soigneusement prévu. Les avantages de se voir ouvrir les Bourses françaises ont

paru laisser indifférentes ces grandes firmes dont la qualité eut été, pour nous, un appoint.

Le lien très étroit existant entre l'abonnement et la cotation en Bourse était d'ailleurs une arme à double tranchant, car la possibilité des abonnements massifs, non envisagée à l'origine, pouvait retirer tout intérêt international à la place de Paris, qui serait devenue de la sorte purement nationale. Et c'est bien ce qui aurait pu survenir entre 1920 et 1929, si le Gouvernement n'avait compris qu'il fallait céder sur la question même du principe de l'abonnement.

Par contre, en ce qui concerne la quantité, jusqu'à la guerre, il y eut lieu d'être satisfait. Les entreprises besogneuses ou discutables se pressaient sur nos places. La France, qui cherchait à investir ses capitaux dans les pays les plus variés, a consacré des fortunes à des affaires médiocres, qu'elle a perpétuées dans un état végétatif tout à fait décevant, après les espoirs que l'on avait caressés. Et la cause n'est pas difficile à trouver. Le régime de l'abonnement impliquait deux engagements. Le premier était de placer dans notre pays un nombre de titres préfixe, les autorisations ultérieures d'accroissement pouvant ensuite être obtenues, mais sans grande facilité, au moins depuis la guerre. De plus, l'abonnement est perpétuel, et jusqu'en 1929, ce caractère n'a pas été modifié. La Régie prétend encore que pour les titres abonnés antérieurement, cette condition est maintenue.

Croit-on qu'une société sérieuse et puissante se sou-

mette volontiers au contrôle du fisc d'un Etat étranger, que l'on connaît comme exigeant. Croit-on que cette même société veuille s'engager formellement à payer un impôt important, à perpétuité, sans savoir si l'avenir justifiera sa décision de s'adresser à la France ? Si les résultats escomptés ne sont pas obtenus, il est impossible de renoncer, et le fait d'avoir assumé une obligation perpétuelle est de nature à faire réfléchir longuement. Nous pouvons ajouter d'ailleurs, que, fidèles au principe de la liberté des échanges et de la nécessité d'attirer les capitaux sur leurs places, les Bourses de New-York, Londres et Amsterdam ont fait simplifier, autrement que la France, le régime des valeurs étrangères.

La cadence des valeurs qui ont abandonné Paris après la guerre est d'ailleurs effrayante. Sur les totaux véritablement impressionnants — et d'autant plus qu'ils figurent en valeur-or, au début tout au moins — on relève des départs massifs, dépendant de certains des plus grands noms de l'industrie internationale. Ces firmes refusaient de faire honneur à leurs engagements et se mettaient en carence volontaire, pour protester contre la situation qu'elles avaient à subir et qu'elles tenaient pour abusive. Elles prétendaient avoir contracté dans des conditions autrement libérales et s'estimaient libérées par la modification unilatérale de l'abonnement et de son tarif par l'Etat.

En 1920, le chiffre des désabonnements est de 493 millions de francs, on y remarque notamment pour 353 millions de capital nominal les obligations

du Pennsylvania Railroad Company et les chemins de fer Atchison Topeka, deux des plus belles affaires financières des Etats-Unis.

En 1921, 393 millions, dont la Rotterdamsche Bank.

En 1922, 172 millions dont partie des titres de la Banco di Roma. Les difficultés financières françaises s'accroissent. L'année 1923 voit les désabonnements monter en flèche au chiffre de 1 milliard 14 millions. On relève le désabonnement de l'Union Foncière Egyptienne. 1924 est l'année critique avec 1 milliard 55 millions. Le Crédit Foncier Franco-Canadien quitte la place de Paris.

664 millions de pertes pour les marchés français en 1925, avec le départ des obligations 7 % du New York New Haven et Hartford Railroad et du Chemin de Fer de Berne au Loetschberg (Tunnel du Simplon). 1926 est une année de répit, il n'y a que 65 millions de désabonnement dont la Société des Tabacs des Philippines, mais en 1927 et 1928 l'hémorragie dépasse de nouveau le cap de 300 millions avec 320 et 313 millions et le désabonnement de la Banca Commerciale d'Italie et des Constructions Electriques de Charleroi.

Le total, en huit années, est de quatre milliards et demi ! Parmi les quelques exemples que nous avons cités ne figurent guère que des valeurs de premier ordre, et nous ne les avons choisies que parce qu'elles étaient typiques. Mais dans les avis publiés en leur temps par le *Journal Officiel*, l'on peut en relever une quantité d'autres non moins excellentes.

Le résultat vaut qualitativement autant que quan-

titativement. Si l'on ajoute au nom de ces entreprises, celui des sociétés qui n'ont jamais été abonnées, l'on constate immédiatement que les acheteurs ne sont pas favorablement placés pour faire leurs opérations à Paris. Le marché est dégarni.

Dès lors, pourquoi les grandes entreprises se seraient-elles volontairement suscité à elles-mêmes ces préoccupations ? Aucune valeur américaine du Nord n'est plus abonnée, peu de valeurs anglaises ou hollandaises le sont ; il leur est facile de trouver ailleurs un accueil plus empressé.

Et alors, si les Français veulent acheter les titres, qu'ils le fassent à l'étranger. Libre à eux de les conserver au dehors sous dossier, ou de payer chez eux les droits ; les firmes sérieuses ne veulent plus entrer dans aucune de ces considérations. Et c'est ainsi que l'on a vu foisonner à Paris les compagnies, émanant de pays endettés ou appauvris, pour lesquelles l'argent frais était le seul moyen de persévérer dans des commerces peu fructueux et qui étaient prêtes à tous les sacrifices pour acquérir une survie provisoire. Outre cette peu brillante clientèle, les projets de financiers imaginatifs, mais peu scrupuleux, ont abondé, car qu'importent les concessions et la durée des engagements, à celui qui entend ne pas les tenir ?

Sans vouloir pousser au noir le tableau des valeurs étrangères abonnées en France, l'on peut dire qu'il n'y figure pas des noms dont la réputation n'est plus à faire, et que les firmes de second ordre sont trop abondantes pour que notre marché tienne la place

prépondérante que l'on a toujours désiré lui voir échoir.

C'est ainsi qu'il a fallu changer de politique. De nombreuses valeurs étrangères non abonnées étaient entrées en France lors des paniques financières, d'ailleurs parfaitement régulièrement. Beaucoup d'autres étaient en dépôt dans des banques, ces contrats étant exonérés de l'impôt du timbre. La brièveté de leur séjour dans les dépôts pouvait laisser soupçonner qu'il s'agissait de manœuvres pour introduire des titres dans le pays, sans acquitter les droits; l'événement le montra par ailleurs.

Le départ massif des sociétés abonnées était inquiétant. L'attitude des maisons restant en règle n'était guère rassurante. En effet, l'un des arguments les plus invoqués à l'époque pour faire pression sur la politique du Gouvernement consistait à dire que les sociétés loyales perdaient de l'argent en raison de l'exportation considérable des capitaux français. Les porteurs touchaient à l'étranger des coupons aussi élevés que dans le pays où le montant de l'impôt incombait à la firme, et celle-ci payait en réalité sans cause, et deux fois pour les deux pays différents...

Il fallut s'incliner et régulariser au profit du Trésor un régime de fait qu'il était impossible de ne pas reconnaître, et c'est ainsi que la loi de 1929 ⁽⁸⁾ vint accorder un statut régulier aux titres désabonnés, dont le nombre depuis ce moment n'a fait que croître.

(8) G. P., 29, 2. 1093.

tre. L'Etat peut reconnaître maintenant le désabonnement des valeurs qui, en fait, ne payaient plus les droits depuis longtemps et leur assimiler les titres qui n'ont jamais été gouvernés par ce régime compliqué. Le nouveau statut est excellent en principe, et doit permettre, en théorie, une diffusion plus profitable de l'épargne française. En fait, le montant de l'impôt est tel qu'il ne faut pas croire que ce résultat soit obtenu. En effet, lorsqu'une firme inspire une grande confiance, sur tous les marchés du monde, ses émissions sont recherchées, ses valeurs appréciées. L'on tient compte de la sécurité du capital et le prix de l'action monte, au point de rendre le revenu très faible. Une rente de 3 % pour un capital donné est normale. Or, sur ce faible bénéfice, l'Etat prélève 40 %. La somme encaissée est donc de 1,8 %. Les acheteurs sont rebutés, et préfèrent obtenir des revenus plus avantageux. Ainsi ils se détournent précisément de ces entreprises dont il y aurait lieu pour l'Etat de favoriser le développement et la francophilie. Nous ne dirons à titre d'exemple qu'un seul fait. Il n'y a pour ainsi dire pas de valeurs provenant des Etats-Unis en France, tandis que les obligations de villes brésiliennes et argentines abondent, mais ce sont précisément celles-là qui opèrent les fundings ! Cette politique financière est déplorable. Il faudrait réduire considérablement le tarif des impôts français, et accueillir largement les titres de ces entreprises de premier plan qui enrichissent les détenteurs et permettent à un Etat, comme la Grande-Bretagne, d'intervenir partout, parce que

partout sont représentés les intérêts de ses nationaux. Plus de simplicité, et plus de modération, tel devrait être le programme du fisc français, si l'on veut rendre à notre capital et à nos marchés la place prépondérante qui leur est due.

AVANT-PROPOS

LE TIMBRE, HISTORIQUE ET GENERALITES

I. — L'IMPÔT DU TIMBRE

Des trois impôts qui sont actuellement perçus sur les valeurs mobilières, le droit de timbre est le plus ancien. Il ne tend pas à frapper chaque mouvement d'un capital, il n'est pas voilé par le prétexte d'un service à rendre au contribuable, qui paierait le salaire d'une formalité où la vérification d'une origine de propriété. Il est perçu une fois pour toutes, comme un droit régalien et a toujours été présenté sous cet aspect.

II. — HISTORIQUE (1)

Le mot provient de *tympanum*, tambour, devenu *timbrus* en bas latin. Et les premiers sceaux étaient vaguement analogues en forme au disque d'un tambour. L'origine de sa perception semble remonter aux Hollandais qui l'appliquèrent près d'un siècle avant Louis XIV, qui le fit introduire en France. La

(1) Voir à ce sujet Salefranque, cité à la bibliographie.

question de savoir si ce droit n'est pas une résurrection du sceau que portaient les chartes des communes n'a jamais été définitivement élucidée. Ce qui tendrait à le faire discuter, c'est que l'impôt n'avait pas été repris pour le compte du Roi, par la suite, et l'on sait combien il était rare que, déjà à cette époque, le Trésor renonçât à une perception. Quoi qu'il en soit, le droit à l'origine était fixe. La Révolution le rendit en certaines occasions proportionnel, et actuellement nous le connaissons sous des aspects les plus divers, tantôt taxe fixe, tantôt impôt proportionnel, ou même progressif.

III. — LE TIMBRE ET L'ENREGISTREMENT

Il a été soutenu que, désormais, le timbre et les droits d'enregistrement iraient de plus en plus en se confondant. M. Pilon, dans son « Traité des Principes de l'Enregistrement » (2), propose l'abolition de la dualité qu'une majoration des droits d'enregistrement remplacerait, selon lui, avec une simplification avantageuse.

Nous nous permettons sur ce point une légère différence d'avis avec cet éminent auteur. Le droit de timbre est souvent perçu selon des règles entièrement différentes. Il est distinct de par sa nature et ses tarifs. Il nous semble de l'intérêt des contribuables qu'il reste séparé. Il est à craindre que son absorption dans l'enregistrement entraîne la double per-

(2) Livre I, Chapitre V.

ception dans les cas où l'une seulement des impositions est présentement requise. Les tarifs seront modifiés dans tous les cas, donc nécessairement augmentés. Si l'on tient compte des taux extrêmement variés qui sont en application, il n'est pas difficile de présumer que le paiement nouveau serait calculé d'après les maxima plutôt que d'après les minima. Et, il serait regrettable que cette perception simplifiée fût d'un coût plus élevé.

Il est d'ailleurs humain de songer qu'il est plus impopulaire d'augmenter deux impôts à la fois qu'un seul et la taxe unique enlève ce dernier espoir au contribuable. A l'inverse, les dégrèvements qui se font en période d'euphorie budgétaire, quoique faibles, portent normalement sur toutes les espèces de taxes. Il peut être toujours souhaité que la taxe unique supporterait une réduction double, équivalente aux diminutions décidées sur le timbre et l'enregistrement à la fois, mais là encore, il est de saine psychologie de ne pas s'attendre à de semblables atténuations.

Enfin, en matière de valeurs mobilières non abonnées, le problème se pose quelque peu différemment, car la formalité n'est pas utile au porteur. Au contraire, elle pourrait lui paraître comme un nouveau moyen de contrôle exercé par la Régie. Il se méfierait, et ne verrait pas d'avantage à posséder une garantie de date certaine. Le fait d'une transcription ou la remise d'un récépissé à souche ne ferait rien en faveur de la libre circulation des titres, ce qui est le but à réaliser avant tout pour rétablir l'an-

cienne prépondérance financière du marché français, si vigoureusement concurrencé et attaqué de partout.

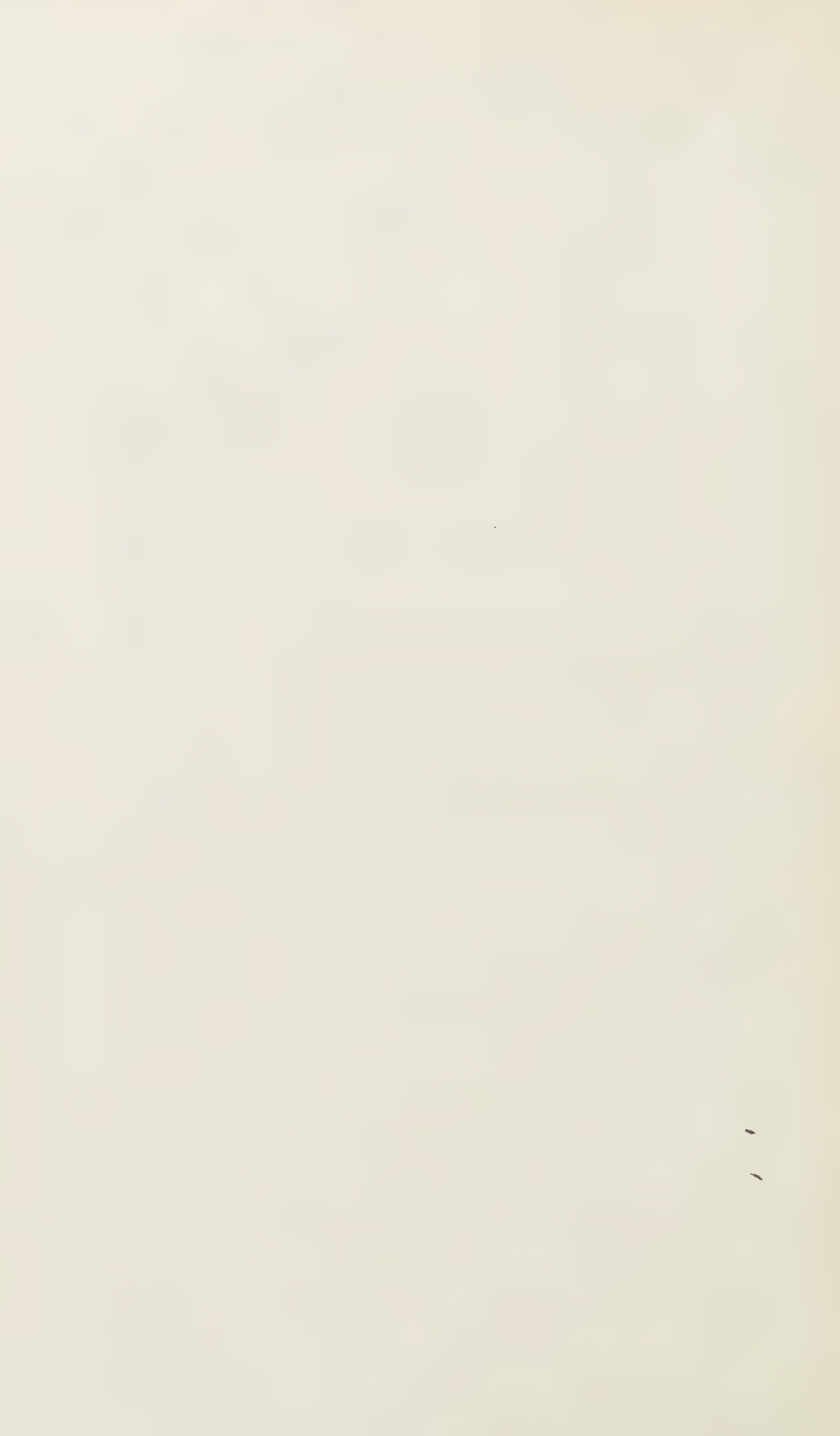
IV. — AVANTAGES DE LA SUPPRESSION DU TIMBRE

A ce point de vue spécial, il serait au contraire souhaitable que la simplification fût apportée en sens inverse, soit par l'établissement d'un régime unique de timbrage au comptant, soit même par la suppression de tous ces droits parasites qui feraient place à une imposition unique sur le revenu ; une telle taxation attirerait sur la Bourse de Paris l'afflux de capitaux étrangers qui y rechercheraient leur emploi et donneraient à cette place le rôle de capital des transits. L'on regagnerait ainsi très facilement sur les bénéfices des banquiers, imposés sur le revenu de leur travail, ce que l'on aurait cédé par ailleurs.

Mais les plans de dégrèvements et les hardiesses de notre Administration budgétaire sont rares. Il est vain de se leurrer d'un pareil espoir. A défaut d'en souhaiter même la réalisation, nous pouvons cependant protester contre l'unification du timbre et de l'enregistrement, sans d'ailleurs dissimuler que, dans de multiples autres situations, la simplification qui en résulterait pourrait devenir un argument d'une valeur considérable.

PREMIERE PARTIE

LE FAIT GENERATEUR



CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DE L'IMPOT

SECTION A

L'INTRODUCTION D'UNE VALEUR FORMALITES

1° FORMALITÉS. — Lorsqu'une Société étrangère en formation ou déjà formée, mais qui n'a jamais eu de rapports avec la France, désire émettre sur nos marchés, soit des titres, soit des obligations, elle est astreinte à faire tout d'abord diverses démarches.

2° L'AUTORISATION. — En premier lieu, soit elle-même, soit son agent éventuel, qui est normalement un banquier, doit s'adresser au Ministre des Finances pour obtenir l'autorisation de se livrer à l'opération projetée⁽¹⁾. Cette demande est envoyée par les services au Mouvement Général des Fonds, et après avis du Comité consultatif du Ministre, celui-ci rend une décision sans recours possible. Il faut indiquer que ces autorisations ont été données avec une extrême parcimonie depuis la guerre et qu'en

(1) Lois des 31 mai 1916 et 31 décembre 1920, art. 82 C. V. M.

fait seules les firmes en ont bénéficié, qui avaient déjà placé des titres à Paris. Elles ont pu faire valoir que les émissions nouvelles étaient en réalité à très peu de chose près, des mises en distribution de réserves et que le refus d'autoriser ne ferait que léser les actionnaires français, qui, pour une faible somme, recevraient des valeurs d'un montant bien supérieur. Le Ministère ne s'est incliné la plupart du temps que devant ces considérations, et après avoir posé comme autre condition à son acceptation qu'aucune publicité n'entourerait l'émission et qu'il n'y aurait pas à proprement parler d'émission publique.

Un arrêté du 15 septembre 1933, relatif aux valeurs autres que les Fonds d'Etat, a institué une dérogation générale aux règles précédentes; il est accordé des facilités aux valeurs étrangères bénéficiant de l'avis favorable du Comité Central de Bourse, composé d'agents de change, de banquiers en valeurs et de représentants des porteurs. Les membres du Comité sont désignés par le Ministre, et le relèvent d'une partie de ses responsabilités techniques; cette création a suivi de peu certains ennuis financiers qui causèrent à l'époque un scandale qu'il est inutile de rappeler désormais, mais qui coûta fort cher à l'épargne. Le pouvoir du Ministre reste en tout cas indépendant de l'avis de ce Comité consultatif, qui n'est qu'une fondation politique, due à des causes d'opportunité.

Mais si en fait les refus d'autorisation ont été presque la règle, celle-ci peut disparaître un jour, et il nous faut faire connaître au moins par une ra-

pide esquisse la procédure prévue en cas de retour à un régime plus libre.

3° LA DÉCLARATION. — Si l'autorisation est accordée, la Société doit faire l'équivalent de la déclaration d'existence des compagnies françaises.

Pour elle, la démarche se borne à adresser au bureau de l'enregistrement de sa résidence, ou de celle du banquier, une notification. Cette notification est composée de plusieurs pièces ; et tout d'abord l'autorisation du Ministre d'émettre les titres. Il faut y ajouter diverses justifications d'adresse, de garanties de nombre de titres émis, bilans, statuts et renseignements accessoires. Cette déclaration doit être faite au moins dix jours avant l'ouverture de la souscription, et la date doit être mentionnée à titre de rappel dans les annonces et la publicité.

La dernière formalité exigée est une insertion au « Bulletin des Annonces Légales Obligatoires » à la charge des Sociétés financières (Balo). Cette note doit contenir des renseignements sur la société émettrice sous la signature de son représentant autorisé en France, en l'espèce, l'établissement chargé du service de ces titres. Les statuts sont également publiés en français, en appendice à la note, et la publicité de l'émission fait figurer soit le texte de l'insertion, soit son rappel à côté de la date de la déclaration à l'enregistrement sur les affiches et prospectus distribués dans le public (2).

(2) Les art. 21 et 22 de la Codification du 28 décembre 1926 règlent en théorie cette procédure, aujourd'hui pratiquement sans objet.

4° LACUNES DE LA LÉGISLATION. — Il se manifeste d'ailleurs une lacune dans cette législation, lacune peu grave en raison des garanties dont doit s'entourer le Ministre avant de donner cette difficile autorisation d'émettre dont nous parlions plus haut, mais qu'il importe néanmoins de signaler.

La loi impose les obligations que nous avons analysées à la Société étrangère. Mais, en réalité, il est très rare que la firme produise elle-même ces titres dont il s'agit. N'ayant par hypothèse aucun établissement en France, elle confie la gestion de ses intérêts à un banquier. Or la loi n'impose le régime de publicité qu'à la Société elle-même, et non pas à ses courtiers ou aux agents indépendants. Ceux-ci n'en-courent aucune pénalité s'ils ne respectent pas les formes requises. Seule la Société est responsable. En pratique, par conséquent, l'exigence de la loi resterait lettre morte. En effet, les sociétés se préoccupent rarement d'elles-mêmes de propager un emprunt sur une place où elles ne connaissent pas les conditions boursières. Elles aiment mieux charger une maison qui est sur les lieux d'assurer le côté technique de leurs opérations.

5° LEUR MANQUE D'IMPORTANCE PRATIQUE. — Ainsi, il existe un défaut dans la réglementation. La pratique le corrigerait d'ailleurs *ipso facto*. L'introduction aux cotes officielles est indépendante de toute la procédure que nous avons analysée. Il est certain que le bénéfice de l'admission à la cote, soit au Parquet, soit en coulisse, serait refusé impitoyablement à toutes les valeurs qui auraient été émises dans des

conditions suspectes, si l'Etat y tenait la main. Mais celui-ci s'est curieusement désintéressé de détails qui importent tellement à la protection de l'épargne. Sous prétexte que ce délai est insuffisant pour faire une enquête, ou que celle-ci a été effectuée antérieurement lors de la demande d'autorisation d'introduction, aucune démarche n'est plus faite. L'article 21 C. V. M. est sur ce point tombé en désuétude. Le Ministre des Finances a été interrogé à ce sujet par M. Lamoureux, député. La réponse à la question 18.874 du 4 décembre 1930 a été que les principes de l'article 21 ne sont pas appliqués ⁽³⁾. Cependant, ce délai, comme celui des oppositions à un mariage, peut présenter un intérêt certain, si le régime revient ultérieurement à la vie, après la suppression de l'autorisation préalable, que l'on doit souhaiter très prochaine. En effet, il devra permettre de faire procéder au timbrage antérieur prévu par la loi du 16 février 1932 et il ne sera plus allégué d'urgence pour ne pas procéder à des émissions entièrement régulières.

Il faut d'ailleurs noter que les instituts bancaires respectent scrupuleusement les principes et l'esprit de la loi, bien qu'ils sachent pertinemment qu'il ne leur en sera pas tenu gré.

(3) Cf. J. O., 19 juin 1931, Chambre des Députés, Débats, p. 3151, colonne 2.

SECTION B

LES DIFFERENTS TIMBRES
MODALITES APLICABLES

1° LES DIFFÉRENTS TIMBRES. — Les formalités ont été régulièrement remplies, la législation du timbre va commencer à entrer en jeu de façon normale. Et, tout d'abord une première question doit être résolue. Il existe plusieurs manières de s'acquitter de l'impôt, laquelle doit donc être choisie ?

2° TIMBRE A LA DÉBITE. SON INUTILITÉ. — La Régie met à la disposition du public des feuilles de papier blanc filigranées à l'année en cours. En haut et à gauche, se trouvent deux cachets, l'un gras, l'autre sec. C'est le papier à la débite, celui que l'on peut se procurer dans presque tous les bureaux de tabacs, et qui en l'espèce est inutilisable.

Il faut en effet une feuille de papier du modèle du titre, de sa dimension, portant les coupons, le cas échéant, et le nom de la firme qui l'a émis. En un mot, c'est le titre qui sera timbré, et le titre seul qui peut l'être. Cette exigence ne laisse plus recours qu'à deux procédés : le visa pour timbre et le timbrage à l'extraordinaire.

3° LE VISA POUR TIMBRE. — Le visa pour timbre est l'opération qui consiste à substituer à la vignette une mention constatant le paiement. Le receveur appose alors l'inscription suivante : « Visé pour valoir timbre au bureau de... le... reçu (somme en lettres) et signé. Cette formule a été mise en usage à

la suite d'une circulaire de la Régie en date du 26 mars 1791, n° 40. Elle ne peut être utilisée à Paris car la perte de temps serait énorme, s'il fallait copier cette phrase sur quelque dix mille titres. Aussi s'en tient-on dans la capitale, au timbrage à l'extraordinaire.

4° LE TIMBRE A L'EXTRAORDINAIRE. — Cette troisième solution est la meilleure car nous ne mentionnons que pour mémoire le timbre à l'abonnement qui a donné son nom au régime que nous n'examinons pas. La formalité est perçue de la manière suivante. Les titres sont apportés au receveur qui perçoit le prix de la formalité et envoie à l'Atelier Général du Timbre. Celui-ci applique sur le titre un timbre sec, en principe en haut à droite, en fait assez fréquemment dans des emplacements irréguliers. Cette méthode n'est pas utilisée en province car l'Administration n'accepte pas la responsabilité de faire voyager à son compte les valeurs jusqu'à Paris où se trouve l'Atelier Général du Timbrage, donc à Paris, timbrage à l'extraordinaire ; en province, visa pour timbre.

5° ANALOGIE DES TIMBRES A LA DÉBITE ET A L'EXTRAORDINAIRE. — Il faut à ce propos signaler un principe en matière d'émission et de souscription qui présente un intérêt doctrinal certain, en ce sens qu'il est à la base de toute la législation du paiement préalable. Le papier timbré est fourni par l'Etat. Mais celui-ci, pour des raisons de commodité autorise les particuliers à lui remettre pour les faire timbrer leurs feuilles personnelles. Or le papier à la

débite est blanc, il faut qu'il en soit ainsi car le timbre est une taxe de consommation. Le droit de l'enregistrement au contraire est considéré comme le salaire d'une formalité, conjugué avec la perception de l'impôt reçu à cette occasion. Celle-ci naît de l'acte, celui-là doit le précéder. Donc le papier timbré à l'extraordinaire doit être assimilé aussi exactement que possible au papier timbré ordinaire et comme celui-ci, être blanc au moment du paiement préalable. Pour assurer l'observation de cette prescription, la loi ne permet pas l'emploi du timbre mobile des paiements de taxes proportionnelles en remplacement du timbre de dimension ⁽⁴⁾.

6° TOLÉRANCE AUX PRINCIPES. — Cependant une tolérance a été établie en raison de certaines nécessités pratiques commerciales. Sur un effet portant timbre proportionnel, la Régie a autorisé l'oblitération, malgré la présence de formules imprimées, pourvu que le contrat ne soit pas parfait. Dans ce cas, l'accord des volontés n'est pas encore constaté matériellement, donc le paiement est encore préalable. En cas d'infraction, le receveur doit exiger à la fois le paiement du droit et de l'amende fiscale.

C'est cette règle qui inspire, autant qu'il est possible de la laisser subsister, toute la théorie de la perception du timbre en matière de valeurs étrangères non abonnées.

(4) Actions et obligations de sociétés, villes, provinces, corporations et tous établissements publics étrangers (Loi du 22 juin 1881 et instruction 2653). Rentes et effets publics des gouvernements étrangers (mêmes textes et décision du 31 décembre 1898. Inst. 3973. Revue Enreg., 1941, l'ensemble étant codifié à l'art. 28 C. V. M.).

7° LE TIMBRE PRÉALABLE. — Un autre principe directeur s'ajoute au précédent : tout titre de cette catégorie doit payer l'impôt. La réunion de ces deux axiomes explique toute la législation. Puisque tout titre doit être timbré, toutes les fois qu'un acte juridique révèle son existence, il faut également qu'il soit soumis au paiement du timbre. Mais comme le timbre ne doit plus être appliqué quand un acte est parfait, il faut justifier de l'antériorité du timbrage. Le paiement de cette taxe avant l'exécution de l'acte juridique préserve la fiction du timbre apposé sur une feuille encore inutilisée. Et en réalité, dans la plupart des cas, l'effet produit est le même. Le titre est timbré avant la mise en souscription, donc avant que le contrat soit né, donc avant que l'acte soit complet. Cet exemple pourrait être répété dans la majorité des hypothèses, car la loi considère en l'espèce que c'est l'acte entre citoyens, ou entre contribuable et étranger, qui est frappé. Le titre n'est que le moyen, et l'on est bien obligé de se rabattre sur l'instrumentum, en matière de timbre. Soulignons en passant cette différence de plus avec la technique de l'enregistrement, qui atteint l'acte juridique, alors que toute la technique du timbre pour obtenir son résultat propre vise, non l'expression de la réalité, mais la matière qui sert à sa constatation. Le timbre n'est pas inutile, même si le contrat n'est pas réalisé, comme on le verra *infra*.

Nous allons étudier dans un premier chapitre quels sont les principaux faits générateurs du droit, réservant pour une seconde partie la question particulière de l'énonciation des titres dans des actes.



CHAPITRE II

SECTION A

LES DROITS DE L'EMISSION, DE LA SOUSCRIPTION, DE L'EXPOSITION-VENTE

1° LES PREMIÈRES LOIS DU FAIT GÉNÉRATEUR. — Deux lois régissent principalement les cas de perception de l'impôt du timbre lors de l'entrée des valeurs étrangères non abonnées sur le territoire français.

a) La première est celle du 30 mars 1872 dont l'article 2 vise le régime des titres présentés à la souscription ou mis en exposition-vente bien que ne pouvant être admis à la cote officielle. Cette loi employait ainsi un terme amphibologique ou devenu tel ultérieurement, car, en ce temps, l'admission à la cote officielle était l'un des faits générateurs de l'obligation de s'abonner.

Or la loi du 29 juin 1872 énonçant de nouveaux faits générateurs de cette obligation, abrogeait la loi précédente sur ce point et créait une confusion, gênante pour le public.

b) C'est la loi du 28 décembre 1895 qui en employant le terme de non-abonnement, mit fin à l'équivoque. De cet ensemble législatif, auquel il faut ajouter la loi du 17 juillet 1857, article 10 et le dé-

cret des 4 mai et 6 décembre 1872, article 4, est né la théorie générale du timbre au comptant ⁽¹⁾.

2° LES LOIS DE COMPLÉMENT. — D'après ces textes, l'émission, l'exposition-vente et l'énonciation dans un acte de prêt, de dépôt ou de nantissement ainsi que dans un écrit ne constituant pas inventaire, donnent lieu à la perception au comptant.

L'article 7 de la loi du 31 décembre 1907 ajouta à ces causes la mention aux inventaires, qui se trouvaient ainsi perdre le privilège qui leur avait été précédemment accordé.

La loi du 29 mars 1914 dans son article 45 ajouta aux dispositions précédentes la nécessité de faire timbrer les titres appelés à être remboursés ou soumis à un transfert.

Enfin la loi du 16 février 1932 interdit de remettre à leurs propriétaires, des titres introduits pour eux en France, sans que le timbre ait été préalablement payé.

Ainsi la législation qui nous régit actuellement impose le timbrage des valeurs non abonnées, et le paiement au comptant dans tous les cas qui révèlent l'existence des titres. Nous allons tenter de définir et d'analyser les espèces qui se présentent le plus fréquemment.

3° L'ÉMISSION, DÉFINITION. — C'est une opération qui consiste à créer les titres d'une société nouvelle qui se fonde ou à offrir au public une quantité certaine de titres nouveaux d'une société qui existe

(1) Articles 22 et 24 du C. V. M.

déjà. L'émission n'est ouverte que pendant un temps très bref, toujours préalablement fixé.

Certaines formalités sont nécessaires en ce qui concerne les sociétés étrangères (2). Les souscriptions doivent en principe n'être reçues qu'après leur accomplissement.

Dans le cas d'une firme étrangère deux solutions sont possibles. Ou bien après avoir fait les démarches elle-même, elle procède à l'émission personnellement, et ce cas est exceptionnel, par l'intermédiaire d'un bureau qu'elle ouvre provisoirement en France, ou bien, et c'est la règle, elle s'adresse à un banquier. Celui-ci a rempli les formalités nécessaires et se prépare à diffuser les titres de l'émission dans le public.

4° LA PRISE FERME. — Deux cas sont encore possibles dans cette éventualité : la banque fournit de ses deniers la somme requise, c'est la prise ferme et alors il n'y a plus à proprement parler d'émission, ou bien elle prête ses guichets, ce qui est le cas que nous examinons ici. Le capitaliste qui s'intéresse à l'émission remet au banquier un engagement de souscrire et de verser les sommes qu'il doit. L'engagement porte lui-même le timbre de la débite, car c'est un pouvoir de signer en son nom et de l'engager à due concurrence que l'acheteur donne en réalité. S'il verse des fonds en même temps, le certificat de paiement portera, cela va sans dire, un timbre quittance en cas de règlement comptant, ou la

(2) Voir *supra*, p. 27 et sq.

mention du paiement par chèque dans cette éventualité.

5° LA SOUSCRIPTION. — Fréquemment l'opération est moins simple et le paiement immédiat est impossible. En effet, s'il s'agit d'une firme dont les titres sont appréciés, l'émission est un placement très avantageux. Aussi, devant la certitude du succès, la maison impose certaines conditions qui font une véritable faveur du droit de souscrire. Seules, y sont par exemple, admises, les personnes qui sont disposées à payer un prix spécial, en l'espèce la prime d'émission. La maison qui offre ses actions peut également vouloir en faire profiter ses porteurs actuels. Elle réserve alors le droit de souscrire à ceux-ci seulement ou à leurs ayants droit, selon une règle déterminée. Ainsi l'on peut souscrire à deux titres nouveaux lorsqu'on en a déjà trois, ou toute autre combinaison analogue peut être échafaudée. Les capitalistes qui ne veulent pas profiter de cette proposition cèdent alors leurs droits, qui ont une cote spéciale en Bourse. L'acquéreur des droits sur présentation de cette justification est alors mis en possession du pouvoir par lequel il charge l'établissement intermédiaire de lui procurer les titres.

6° LES MODALITÉS. — Ces titres sont de deux catégories. La qualité de détenteur des actions anciennes ou des droits y afférents, donne la certitude d'être le propriétaire d'un certain nombre d'actions dont le chiffre est établi forfaitairement suivant les règles énoncées *supra*. C'est la souscription à titre irréductible. Mais en dehors de l'émission ainsi qua-

lifiée, il en est une seconde. La firme, prévoyant le cas assez improbable où les propriétaires d'actions anciennes n'utiliseraient ni leur avantage, ni la possibilité de vendre leurs droits, organise une émission à titre réductible. Celle-ci est libre en quantité. Mais elle est faite sans garantie et ne constitue pas à vrai dire une pollicitation. La firme après avoir satisfait à toutes ses obligations vis-à-vis des souscriptions, à titre irréductible, divise le reste non souscrit, entre le nombre des actions demandées à titre réductible, et chaque capitaliste est servi au prorata des possibilités. Lorsque l'opération est effectuée, chacun est à même de verser ce qu'il doit et son action ou son obligation est remise contre paiement.

7° LA SOUSCRIPTION A L'ÉTRANGER. — C'est à ce moment qu'intervient la loi. Les titres doivent être timbrés avant d'être remis à leurs propriétaires, suivant un certain nombre de modalités que nous avons déjà analysées.

Il faut signaler en même temps, une exception qui tient aux usages du droit international. Celui-ci interdit au Fisc les poursuites contre les Sociétés étrangères devant les Tribunaux étrangers, car ceux-ci ne doivent pas apprécier la souveraineté interne de la France ni en autoriser ou en désapprouver l'exercice hors de nos frontières. Pour des raisons de même ordre, le Trésor ne peut exiger le paiement du timbre à l'occasion de l'émission faite à l'étranger par une société étrangère, même si les actionnaires sont Français. La législation est for-

melle : la négociation doit être effectuée en France. Rien de ce qui se passe à l'étranger ne doit être frappé. Mais il faut que le marché national n'ait pas été pressenti. Si le capitaliste demande à un banquier de souscrire pour lui à une émission qui n'a pas été annoncée en France, le timbre n'est pas dû. Mais si des annonces ont été insérées dans les journaux spécialisés ou si des dispositions ont été prises pour faire savoir qu'il était possible de participer à l'émission, celle-ci doit être tenue pour avoir été effectuée en France ⁽³⁾. Seul ce procédé permet d'éviter une fraude fiscale. D'ailleurs il est bien difficile au titre même souscrit régulièrement d'éviter le paiement du timbre, car comme nous le verrons au titre de l'énonciation, le bordereau de l'agent de change ou du banquier mentionnant l'achat de la valeur rend souvent celle-ci passible du paiement. Il faut supposer que l'ordre de souscription réalisé, l'acheteur soit avisé dans des conditions spéciales, qui par suite sont assez difficiles à réaliser.

8° RAPPORT ENTRE L'ÉMISSION ET LA SOUSCRIPTION. — Certains auteurs ont voulu voir dans l'émission l'opération qui réserve au banquier le placement, à ses risques et périls, de titres qu'il aurait pris ferme à la société qui pratique l'appel.

La souscription serait alors l'opération que nous venons d'étudier.

Nous préférons, conformément d'ailleurs à la définition de M. le Professeur Wahl ⁽⁴⁾, opinion qui a

(3) Solution du 9 novembre 1892. Instruction 2446.

(4) Wahl. Traité du régime fiscal des sociétés et valeurs mobilières.

été suivie par la Régie, considérer la mise en souscription comme une émission qui n'aurait pas de terme fixé, et qui resterait ouverte tant que le résultat ne serait pas atteint. Les Emprunts d'Etat sont parfois couverts de cette manière, ce qui tendrait à confirmer cette manière de voir.

9° L'EXPOSITION-VENTE. DÉFINITION. — C'est un *modus operandi* assez différent des précédents. Elle constitue à la fois une pollicitation et une tentative d'émission. Son résultat n'est pas limité d'avance, et sa durée n'est pas préfixe. L'instruction 2952 la traite comme une souscription. Les titres à vendre sont exposés en vitrine chez les courtiers et changeurs. L'acheteur contre paiement peut emporter l'action aussitôt.

10° TOLÉRANCE ENVERS LES COURTIER. — La loi exige que ces valeurs soient timbrées dans les conditions normales avant d'être vendues. Cependant, dès l'autorisation de ce procédé, une coutume s'est instaurée, qui a été jusqu'ici vainement combattue. Les magasins en question exposent sous l'œil des passants, dont ils essaient d'attirer l'attention, des valeurs non timbrées. Ce fait constitue incontestablement une infraction. Le rapporteur de la loi et l'instruction 2445 subséquente la signalent déjà. « Il importe de mettre fin aux négociations irrégulières qui se font chez les changeurs ». Des contraventions peuvent être dressées, et malgré cela la pratique de ces faits se continue. L'Administration apporte à la répression une certaine tolérance, si, par ailleurs, elle croit avoir pu acquérir des preuves que les ven-

tes au moins sont faites régulièrement, avec des titres dûment timbrés. Il ne faut voir là qu'une faveur révocable *ad nutum*. Mais celle-ci est à notre avis encore excessive. La doctrine considère ce relâchement comme extrêmement fâcheux.

Autant certaines rigueurs sont inutiles et certaines prétentions discutables, autant il est coupable et imprudent de supporter l'exposition de titres non timbrés dont l'écoulement frauduleux est toujours possible. En l'espèce, une mesure de sévérité serait d'autant plus opportune, qu'il est très facile de prendre des dispositions pour que les titres non timbrés ne soient pas vendus.

Afin d'éviter des frais de timbrage inutiles sur des valeurs types exposées et destinées à ne pas être vendues, il serait très facile de les oblitérer d'un cachet portant la mention « Spécimen » ou l'indication « Ne doit pas être vendu en France », sans les timbrer. L'on peut également envisager l'exposition de titres non numérotés et par suite sans valeur. Bref il existe des quantités de procédés pour que les courtiers ne soient pas obligés d'avancer des sommes qu'ils pourraient considérer comme difficilement récupérables.

Aussi désapprouvons-nous complètement la façon d'agir de la Régie.

SECTION B

LES AUTRES CONTRATS DE LA VIE CIVILE

11° RÉGIME DES TRANSFERTS ET DES REMBOURSEMENTS. — Deux autres types d'opération juridique

attirent particulièrement l'attention : nous voulons parler des transferts et des remboursements en espèces ou en valeurs.

Le transfert est l'opération par laquelle un titre nominatif change de mains : en réalité, la seule valeur existante est le crédit ou le débit porté au livre de transfert de la société, livre qui, par hypothèse, se trouve à l'étranger. L'opération en elle-même semble exempte du timbre. Cependant et pour éviter une déperdition injustifiée de la matière imposable, l'Administration tient pour représentatif, de la valeur les certificats nominatifs qui transmettent au moins une indication de la propriété par endossement. Cette question est, d'ailleurs, examinée dans son application pratique la plus intéressante, à savoir le constat du consolidé anglais ⁽⁵⁾. En dehors des cas cités à cette occasion, les certificats nominatifs payent l'impôt suivant les règles générales. Il faut encore ajouter un mot relativement à une forme particulière du transfert qui est celle des majorités d'actions. Il s'agit là de ventes considérables dans lesquelles les titres sont cotés arbitrairement et où, en réalité, le contrôle d'une société anonyme change de mains. Le calcul de la cote en bourse n'entre plus là en ligne de compte et, s'agissant d'entreprises étrangères, la question d'un impôt du timbre *ad valorem* ne se pose plus.

En second lieu, des difficultés peuvent se poser à propos du remboursement des titres, soit en espèces, soit en autres valeurs. Il s'agit exclusivement ici des

(5) Voir infra, p. 98.

fusions et rachats de sociétés par d'autres entreprises, les amortissements et remboursements partiels faisant l'objet d'une étude ultérieure.

Lorsqu'une société en « reprend » une autre, les premiers actionnaires peuvent toucher, en remboursement de leur droit au capital social qu'ils viennent d'aliéner, des titres nouveaux représentant leur droit au capital d'une tierce société fondée par l'union des deux premières. Les nouveaux titres présentent toutes les caractéristiques nécessaires pour subir l'impôt du timbre auquel ils sont donc régulièrement soumis.

Les actions peuvent également être remboursées en obligations pour tout ou partie, et la même remarque s'applique.

Cependant, il est à noter que parfois une hypothèse différente peut avoir à être envisagée, c'est le cas où des titres anciens sont échangés contre des valeurs nouvelles sans qu'ils aient tout de même été timbrés en leur temps. La question qui se pose est alors de savoir si le timbre est dû sur les deux documents. En principe, oui, car le banquier en recevant le titre ancien doit s'assurer que la valeur est timbrée, puisqu'elle est énoncée sur le pouvoir qui le charge de l'opération et sur le reçu.

Cependant l'Administration a consenti à se montrer tolérante et à ne percevoir l'impôt que sur le titre nouveau si le précédent n'avait pas subi la formalité. Cependant, elle fait de ce seul paiement la condition de l'exonération, et ne veut pas voir là l'exécution de la loi de 1932, sur la délivrance aux

propriétaires, de titres obligatoirement timbrés. Cette précision empêche les porteurs d'éviter le paiement du droit, car il leur suffirait de laisser les valeurs nouvelles en dépôt dans leur banque pour n'être pas tenus d'acquitter la formalité. La conception habile de la Régie coupe court à cette fraude.

12° LES MISES EN GAGES, NANTISSEMENTS ET NÉGOCIATIONS. CONDITIONS DU PAIEMENT. — Toutes les opérations qui font partie de la vie juridique du titre le soumettent à l'impôt du timbre. Mais si elles ont pour effet de toucher à sa matérialité seulement, la taxe n'est pas due. Ainsi lorsque les coupons d'une obligation sont épuisés, sans que le remboursement soit exigible, et que l'on procède au recoupponnement, cette opération qui touche à l'existence matérielle de la valeur, au papier lui-même, n'est pas passible par elle-même du droit. Mais dès qu'entrent en jeu, le pouvoir d'achat, la richesse en puissance symbolisée, l'impôt doit être perçu.

Ce principe justifie le paiement à l'occasion de toutes les mises en dépôt (sauf pour la sécurité matérielle contre le vol, perte, etc...), gage et nantissement, en vue de garanties de prêts, d'avances sur titres, de cautionnements, etc. De même toutes les négociations, impliquant *ipso facto* déplacement de la valeur symbolique, qui s'attache au titre, sont bien entendu incluses dans cette catégorie. Toute cette réglementation qui va de soi, n'appelle que peu d'éclaircissements.

13° GÉNÉRALITÉ DE LA RÈGLE. — La règle du paiement est ainsi très stricte. Une solution du 5 janvier 1928, reproduisant d'ailleurs une jurisprudence as-

sez ancienne ⁽⁶⁾, et l'instruction 2750, parag. 5, III, page 71, confirment et étendent l'application de la formalité aux négociations suivies de transmission, en dehors des formes de vente régulières en Bourse ou devant notaire. Le commerce des titres est en effet normalement effectué après timbrage, les transactions passant normalement par l'intermédiaire de banquiers et d'agents de change. Il ne faudrait pas cantonner là le domaine de la loi. Elle vise dans sa formule compréhensive toutes ces ventes exceptionnelles qui sont faites directement, en dehors des marchés. Il n'y a d'ailleurs là rien que de normal, et l'on ne concevrait pas qu'il s'appliquât aux ventes officielles comme un privilège à rebours, qui leur préjudicierait. Cette manière de voir a été confirmée récemment encore par un arrêt de la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes, en date du 16 juillet 1934 ⁽⁷⁾.

Il est certain que beaucoup de titres changent directement de mains sans qu'il soit possible de vérifier si le timbre a été régulièrement payé.

Néanmoins, il est important de ne pas oublier que celui-ci est exigible au premier chef, en cas de transfert.

(6) Tribunal de la Seine, 24 février 1893, R. E. 427.

(7) G. P. 1934. 2. 566, R. E., 10. 254.

CHAPITRE III

L'ÉNONCIATION

SECTION A

L'ÉNONCIATION PURE ET SIMPLE

1° DÉFINITION. — On appelle énonciation la référence à un titre dans le corps d'un texte. Cette désignation doit être suffisamment explicite pour que le lecteur puisse identifier le propriétaire de la valeur, qui sera l'un des correspondants, ou l'une des parties au contrat par exemple, mais il ne semble pas nécessaire, en l'état actuel du droit, que le titre lui-même soit individualisé. Ainsi, dans un acte sous seing privé, la mention transmettant la propriété de « 10 Rio » est tenue pour une énonciation sans qu'il soit nécessaire que la spécification des numéros des titres soit donnée. L'impôt sera dû à raison de l'énonciation de ce chef. Il est donc possible d'établir la règle suivante qui est à la base du régime :

Toutes les fois qu'une valeur mobilière est énoncée dans un acte quelconque, la loi stipule que dans le même texte figure la description du timbre dont elle porte la trace et qui justifie le paiement de l'im-

pôt. Conformément au principe de taxation qui est de frapper tout titre de cette catégorie, lors de son apparition, et d'exiger l'antériorité du paiement en tout état de cause, les lois des 30 mars 1872, article 2, et 31 décembre 1895, article 5, ont placé l'énonciation parmi les faits générateurs de l'impôt.

2° DU PAIEMENT PRÉALABLE. — Cette idée découle logiquement des bases posées par toutes les lois fiscales. Selon les matières, des analogies se révèlent qui font ressortir l'unité des conceptions directrices et la différence entre la réalisation des divers impôts. Ici, par exemple, la comparaison s'impose avec la réglementation de l'Enregistrement. Si cependant, il nous faut souvent constater des identités dans la théorie, comme dans ses conséquences, il est non moins nécessaire de relever aussitôt les divergences, qui sans être capitales, peuvent amener à l'examen de différences notables. En l'espèce, il y a lieu de remarquer la non-concordance des régimes fiscaux de l'Enregistrement et du Timbre. Ce dernier impôt émane de tout un contexte et de séries de lois d'essence nettement autres. Et la prescription d'antériorité qui est formelle, est au contraire d'une conception plus imprécise en matière d'enregistrement. Dès lors, la séparation entre les deux techniques conduit à des conséquences rigoureuses. Le titre non abonné doit toujours être timbré *avant* la rédaction de l'acte où il est énoncé, pourvu que cet acte ait été rédigé en France, la compétence territoriale des juridictions françaises étant, bien entendu, nécessaire ⁽¹⁾.

(1) Sol., 6 avril 1906, R. E. 349 et 15 nov. 1901, R. E. 3299.

Toute autre manière de procéder donne à l'Administration le droit d'exiger les amendes fiscales ; les instructions ministérielles recommandent particulièrement une application stricte des pénalités, en cas d'inobservation de la loi.

Au contraire, en matière d'enregistrement, si la loi réclame, comme pour le timbre, la mention des détails de la formalité, celle-ci peut, dans certains cas — assez nombreux du reste — n'être effectuée qu'ultérieurement. L'acte cité dans l'acte nouveau est alors présenté au receveur en même temps que la pièce où il est énoncé. Ainsi, dans un procès, des lettres formant titre seront enregistrées avec le jugement alors qu'elles auront déjà servi à l'occasion de la procédure et des plaidoiries. Nous répétons qu'en matière de timbre par contre, la solution est diamétralement opposée, en raison des différences essentielles, qui tiennent à la nature voisine, mais séparée, des deux taxations.

Par ailleurs, la perception et ses occasions sont extrêmement semblables. Comme pour l'enregistrement, l'assiette de l'impôt est aussi étendue qu'une loi absolument compréhensive le permet. Le résultat à atteindre est général, et les exceptions sont excessivement rares.

3° LA PRÉSUMPTION D'USAGE. — Le champ d'application de la loi du timbre a fait jadis l'objet d'une discussion de principe aujourd'hui périmée. Nous ne la mentionnons brièvement que parce qu'elle a servi à dégager des règles de perception qui sont actuellement en vigueur.

Ce problème était celui de savoir si c'est à l'usage que se rapporte la prescription législative, ou bien à la simple énonciation prise comme telle. Autrement dit, la législation atteignait-elle dans l'énonciation le simple fait matériel, ou bien visait-elle les conséquences que cette action pouvait entraîner. La question ainsi posée proposait une discrimination entre les documents pouvant servir de titre, et tous les autres qui auraient ainsi échappé à l'impôt. La discussion a été tranchée à la fois par une décision de jurisprudence, et par une loi ultérieure, qui en a confirmé la thèse. Dans un arrêt de la Chambre Civile du 31 mars 1886 ⁽²⁾, la Cour de Cassation a déclaré que la simple énonciation était, d'après les textes qui valaient à cette époque, une présomption légale d'usage, considérée par suite comme irréfragable. Aucune preuve contraire ne pouvait être acceptée. Cette manière de voir fut approuvée par la Régie qui dans l'instruction 2729, par. 2, prescrivit dès 1886 de prendre pour règle la propre formule de l'arrêt pour l'application extensive de la loi. La discussion pouvait dès cette époque être considérée comme close. Mais la loi de 1907 en tira une conséquence qui confirmait absolument l'avis des magistrats de la Cour Suprême. En ajoutant l'inventaire aux faits générateurs précédemment compris sous la rubrique de l'énonciation, elle sanctionnait l'application du timbre au fait matériel pur et simple de l'énonciation, et en éliminait automatiquement

(2) D. P., 1886. 1. 271.

la notion d'usage, telle qu'elle est entendue dans l'Enregistrement.

4° LES INVENTAIRES. — Le fait générateur, compris une première fois dans les lois originelles qui créèrent le timbre, est actuellement défini par deux lois. La loi du 28 décembre 1895, dans son article 5, fait entrer l'énonciation dans les causes qui nécessitent le paiement préalable du droit de timbre au comptant. La loi du 31 décembre 1907, dans son article 7, supprime l'exception établie en faveur des inventaires, et les soumet à l'obligation générale en cas d'énonciation, qui est de décrire le timbre porté sur les titres, ou de copier les mentions qui en tiennent lieu.

Entrent donc dans le domaine de la loi toutes les énonciations inscrites sur les quittances, récépissés, bordereaux et autres actes sous seing privé, sur les actes authentiques, etc...

5° GÉNÉRALITÉ DE LA RÈGLE. — Remarquons en passant combien perd de son importance le fait pour un capitaliste de souscrire à une émission faite hors de France, dans des conditions qui ne l'obligent pas à payer le timbre. La mention de la délivrance des titres sur un bordereau le contraint souvent à s'acquitter vis-à-vis du Trésor, et l'occasion se présente rarement pour une opération importante d'être effectuée sans trace matérielle imposable. Mais le Trésor, pour dépister les fraudes déjà rendues difficiles sur ce point, a été plus loin en raison des termes généraux à l'extrême de la loi. Si le propriétaire désire conserver ses valeurs à l'étranger, l'avis qui men-

tionne leur achat avec remise à son mandataire emporte paiement du timbre à raison de l'énonciation. Il ne dépend en effet que du propriétaire de les soumettre à la formalité, car le fait que leur existence est mentionnée en France — dans un écrit formant d'ailleurs titre — constitue le fait générateur. L'Administration a exposé sa thèse dans l'instruction 3291, par. 30, reproduite à la R. E. 5027. Nous ne pouvons qu'approuver sa manière de voir étayée implicitement par l'arrêt de 1886 que nous avons relaté ci-dessus.

Nous verrons cependant ultérieurement que cette disposition souffre bien des atténuations, s'il n'y a pas délivrance ⁽³⁾.

6° LES TITRES NON REPRÉSENTÉS. — Par une sorte d'extension de ces dispositions, la Régie a complété l'organisation des obligations fiscales. Les valeurs non représentées doivent également payer le timbre. Si les conséquences de l'énonciation paraissent à première vue quelque peu rigoureuses, il faut songer qu'une telle nécessité est imposée par l'esprit de la loi, et que si l'Administration n'avait pas pris ses dispositions pour qu'elle fût observée, la fraude aurait été pratiquée sur une très grande échelle. Que le titre puisse être présenté ou non, du moment qu'il est énoncé, l'impôt est dû ⁽⁴⁾. Il existe cependant à cette règle un tempérament apporté par une solution du 25 mai 1909 et qui concerne les titres nominatifs

(3) Cf. p. 85.

(4) Voir Tribunal Civil de la Seine, 18 décembre 1903, R. E. 3581.

déposés dans une caisse sociale, sans rester à aucun moment à la disposition de leurs propriétaires (5). Mais hormis ce cas, les titres non représentés doivent acquitter l'impôt.

La procédure de paiement est la suivante : il est présenté au receveur un bordereau des titres en double exemplaire. Contre paiement, chaque exemplaire reçoit le visa pour timbre, en lieu et place des valeurs. L'un des bordereaux reste entre les mains du contribuable à qui il sert de justification du paiement ; si les numéros d'identification sont précisés, le timbrage correspondant sera ultérieurement apposé gratuitement. L'autre exemplaire est conservé par le receveur comme justification de la perception et sera par la suite confronté avec celui du contribuable lors de la présentation des titres. Il sera ainsi possible de distinguer et d'individualiser les valeurs appelées à bénéficier gratuitement de la formalité. Mais si, comme il arrive parfois, les numéros ne peuvent être fournis sur le bordereau, leur identification sera à la charge du propriétaire et l'opération sera faite à ses risques et périls.

7° NÉCESSITÉ DU TIMBRAGE. — Mais ce paiement sur bordereau demeure dans la technique de l'impôt tout à fait exceptionnelle. En toute autre éventualité, seule l'apposition du timbre est preuve de paiement. Il n'est pas possible de justifier l'accomplissement de la formalité d'une autre manière. La déclaration que l'impôt est acquitté produite sur une feuille séparée

(5) Voir *infra*, p. 88.

ne prévaudrait pas. Ni l'agent de change, ni le banquier qui ont détenu les titres, ni même le receveur qui a encaissé le paiement, n'ont le pouvoir de signer un pareil certificat ⁽⁶⁾. L'Administration l'a précisé d'ailleurs par une solution du 14 juin 1900.

La cause de ces mesures est suffisamment claire. Si le paiement pouvait être prouvé par bordereau, il faudrait une pièce par valeur, ce qui compliquerait la tâche des préposés de la Régie, et permettrait des contestations en cas de perte du document. D'où nécessité d'archives supplémentaires pour avoir des copies. Si, au contraire, les bordereaux portaient sur plusieurs titres, il faudrait des expéditions du visa si la vente n'était pas faite globalement. Tout cet ensemble de formalités entraînerait des retards dont les fraudeurs pourraient profiter et qui ne nuiraient qu'à ceux dont l'intérêt est d'accélérer la circulation de valeurs libres et aisément négociables. L'existence d'une empreinte reste donc essentielle et simplifie, tout en coupant court à toutes les contestations. En prévoyant le bordereau pour les titres non représentés et eux seuls, la Régie a donc suffisamment de moyens pour parer à toutes les éventualités.

8° EXONÉRATION DES VALEURS NON CRÉÉES. — Il faut distinguer soigneusement les titres non représentés des valeurs non créées matériellement, car ces dernières ne sont pas assujetties à l'impôt. Elles n'existent pas, donc ne doivent pas.

Ici encore, nous remarquerons que l'impôt du

(6) Voir Poitiers, 27 novembre 1894, R. E. 974.

timbre diffère de l'enregistrement. La technique de cet impôt fait prévoir une taxe sur tous les mouvements de valeurs ; le caractère séparé des deux procédés évite au contribuable les frais que la taxe du timbre ne peut faire supporter sur la matière de titres qui, n'existant pas lors de leur énonciation, ne sont pas aptes à être marqués d'une empreinte ; rien ne permet alors de savoir si ultérieurement ils se trouveront dans les conditions voulues. Mais si une certitude existe, le droit est perçu à ce moment, l'on peut presque dire en effet qu'il s'agit de titres non représentés. Ainsi le timbre est dû, en cas d'apport rapporté par un certificat formant titre provisoire et destiné à être échangé contre un nombre déterminé et spécifié de valeurs. Il y a là promesse de livraison de celles-ci. L'énonciation d'un pareil certificat appelle le timbre comme l'indique une solution du 7 avril 1928. Il est naturellement réservé à l'intéressé la possibilité de prouver l'inexistence matérielle des titres, ce qui fait tomber la présomption de la Régie.

C'est ce qui est notamment le cas en matière de souscription. Lorsqu'un syndicat de prise ferme s'engage vis-à-vis d'une entreprise étrangère, il est en droit de liquider son engagement dans sa clientèle par l'émission de certificats provisoires, ou en d'autres éventualités par des bulletins de souscriptions. *A priori*, à ce moment, les valeurs n'existent pas et l'Administration ne poursuit pas le recouvrement (7).

(7) Solution du 22 novembre 1909.

D'ailleurs la Régie a la certitude quasi absolue d'être bientôt remplie de ses droits, à raison de l'énonciation comptable lors de remise, ou des ventes prochaines. Ce qui n'implique pas dérogation à l'obligation de souscrire sur papier timbré à la dimension.

SECTION B

L'ÉNONCIATION PAR REREFERENCE

9° RECHERCHE D'UN CRITÉRIUM. — Nous avons examiné jusqu'ici les solutions qu'il convenait de donner aux difficultés d'interprétation que peuvent soulever les lois de timbre, lorsque des valeurs sont désignées directement dans un acte. Mais de nombreuses espèces se présentent où les parties désireuses d'éviter le paiement du droit tentent de l'évader par des références à des actes antérieurs, qui n'ont pas à être exhibés, et dans lesquels sont précisés les engagements souscrits et leur portée. Quel est alors le domaine d'application de la loi ? Il faut en cette matière procéder avec une extrême prudence, car la décision qui sera proposée de toutes façons sera susceptible de subir quantité d'exceptions.

L'on ne peut pas dire que l'exonération est la règle, car ce serait suggérer une lacune des textes en même temps que contredire à l'intention du législateur. Mais il n'est pas exact d'assimiler l'énonciation par référence à l'énonciation pure et simple, car de nombreux exemples montreraient l'illusion de croire

qu'une pareille règle est absolue. Dans les cas douteux ce critérium un peu simpliste entraînerait l'application du droit, plutôt que le dégrèvement. Mais il est impossible d'admettre en droit des cas douteux. Il y a des principes juridiques, des axiomes et des lois. C'est à la jurisprudence de tracer une ligne de conduite à la fois nette et souple selon le dynamisme des intentions législatives.

Le raisonnement trop simple peut avoir des résultats justes dans les espèces relativement faciles, mais la Régie qui l'avait appliqué autrefois n'a pu le faire triompher en raison des analyses de ses adversaires dans des espèces plus délicates.

Il est évident que l'énonciation par référence à un contrat de mariage rend exigible la justification du paiement ⁽⁸⁾. Les rappels par trop directs entraînent cette conséquence, *a fortiori* si l'acte antérieur avait déjà pu être considéré comme fait générateur. Même observation lorsque la référence vise une déclaration successorale détaillée, citée à l'occasion d'un partage ⁽⁹⁾. Les raisons qui militent en faveur du paiement sont aisément compréhensibles, et d'ailleurs l'acte de partage envisagé forme titre ; rien que pour cette raison le timbre est dû, même en dehors de la citation de l'acte original, ainsi que nous venons de le dire.

10° REJET DU CRITÉRIUM DE L'ADMINISTRATION. — La référence aux titres eux-mêmes est complétée par la référence aux coupons individualisés, par exemple,

(8) Solution du 22 septembre 1882, J. E. 21856.

(9) Solution du 26 avril 1909.

par leur numéro. Une solution du 30 avril 1913 — R. P. 8269, III — a fixé la doctrine administrative sur ce point à l'occasion d'une espèce qui permet de l'étendre aux actes de procédure faits en matière d'opposition à titres volés ou perdus. Ici encore d'autres raisons militent en faveur de l'imposition et cet exemple n'est pas assez tranché pour entraîner la généralisation d'une solution en quelque sorte privative en faveur du critérium proposé. Car, et c'est ici un point de départ très intéressant, le droit n'est pas dû à l'occasion de l'énonciation sur un bordereau de paiement quand ces coupons sont présentés à une banque lors de l'échéance.

Ce fait particulier est capital. Dans une matière où des règles complexes se chevauchent et s'opposent, nous pouvons au contraire de cet exemple tirer l'ébauche du critérium définitif de l'imposition.

11° LA NOTION DE CAUSE. — Lorsque les parties se réfèrent à un acte mentionnant des titres ou des coupons encore attachés et individualisés, ce qui est visé c'est bien la valeur elle-même. Par contre, quand des coupons sont touchés, le corps certain qui présente de l'intérêt pour les parties, c'est la somme d'argent qui est versée. Ainsi suivant la cause de l'acte, le droit est dû ou non. Il y a lieu de remarquer que cette distinction n'est tout de même pas très éloignée de la conception qui régissait à l'origine l'impôt du timbre, taxe de consommation. L'idée de la causalité des références complète très heureusement les principes appliqués en matière d'énonciation directe.

Elle a eu de très intéressants développements et a

inspiré notamment toute la jurisprudence en vigueur sur un point délicat, la référence à des actes étrangers annexés aux actes français.

12° LE CRITÉRIUM JURISPRUDENTIEL DES ACTES ÉTRANGERS ANNEXÉS A DES ACTES FRANÇAIS. — Ces actes étrangers, énonçant des valeurs mobilières non abonnées, sont par hypothèse exonérés de l'impôt en France. N'ayant pas été passés sur notre territoire, ils sont hors du domaine de notre fiscalité, donc ne sont pas compris dans les faits générateurs ⁽¹⁰⁾. Mais s'ils font leur apparition chez nous, s'ils sont par exemple annexés à des actes français et que leur présence évite l'énonciation directe de titres, au moyen de références, comment les considérer ? L'impôt aurait été dû à raison de l'énonciation s'ils n'avaient pas existé, car les valeurs auraient dû être mentionnées explicitement. La taxe doit-elle être exigée, ou au contraire l'extranéité de l'acte qui contient la référence subsiste-t-elle ?

La jurisprudence, appliquant les principes que nous avons relatés précédemment, avait assimilé ces énonciations à des énonciations directes. La Cour de Cassation a estimé que des solutions trop faciles peuvent avoir l'inconvénient de dépasser le cadre législatif d'abord proposé. Par un arrêt du 18 mars 1918 ⁽¹¹⁾, cassant un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 1^{er} février 1910 ⁽¹²⁾, elle a clairement in-

(10) Il va sans dire qu'il y a bénéfice d'extraterritorialité pour les actes dressés en France par les agents consulaires étrangers dans l'exercice de leurs fonctions.

(11) R. E. 6805, D. P., 22. 1. 116.

(12) R. E., 5116.

diqué que l'énonciation par référence ne devait pas donner ouverture au droit *ipso facto*. Il y a des actes annexés, où l'acte français se lie au texte de l'acte étranger, au point que les références par énonciation de l'un sont pratiquement celles de l'autre, mais il faut en plus, pour la préception, qu'il y ait une véritable appropriation de ces références par le texte français. C'est ce lien, dit la Cour de Cassation, qui entraînera ou non l'exigibilité. Lorsque l'acte étranger peut être assimilé à celui qui est dressé en France, la Régie peut faire valoir ses droits, mais l'impôt n'est pas dû, par le fait même de l'annexion de l'acte étranger au texte français. Cette thèse qui touche, elle aussi, à la cause et non au fait matériel, a été admise par l'Administration dans une solution du 24 juin 1919 ⁽¹³⁾.

13° SON APPLICATION. — Voici donc dégagé un critérium extrêmement intéressant parce que, à première vue, nouveau par ses éléments. Le mobile de l'acte jouerait un rôle dans la fiscalité du timbre, d'une deuxième façon, différente de la première qui est le but des contractants. Ici, il s'agirait de tenir compte de l'importance aux yeux des parties d'un acte annexé, comme précédemment ce qui avait une place, c'était le corps certain de l'acte. En réalité, si, dans la pratique, il peut être utile d'appliquer cette règle par mesure de simplification, il est bon de dégager les bases qui restent soumises aux grands principes de la matérialité du titre. Quel est en effet le point crucial de cette distinction des causes ? C'est

(13) R. P., 13866.

que l'acte a été passé en France et qu'il est essentiellement dressé à l'occasion des titres ou simplement qu'il les énonce accessoirement à propos d'une autre opération. C'est là ce qui compte pour faire jouer la discrimination. La rédaction d'un texte laisse apparaître une idée de mobile, parce qu'en dernière analyse le principal souci des parties a été ou non le titre et son sort. Et le lien entre les actes est de ce chef étroit ou lâche, selon le but des contractants. L'arrêt précité l'a parfaitement compris. Il met cette conception d'autant plus en valeur en spécifiant que l'Administration dans les espèces où il y a litige, doit percevoir tous ses droits, amendes et pénalités, s'il est admis que ses demandes étaient justifiées.

Dans une intention de spéculation intellectuelle, il faut s'arrêter un instant sur cette décision. La belle ordonnance de notre droit y est particulièrement remarquable. Sous l'apparence de solutions divergentes, l'on peut constater qu'il subsiste l'unité essentielle des dogmes théoriques dont la doctrine a su donner la directive. Cette norme stricte est utilisée largement et étendue à des espèces très diverses.

14° CONSÉQUENCES PRATIQUES. — Ainsi, lorsqu'un Français donne à l'étranger une procuration destinée à retirer des titres déposés dans une banque étrangère, et en même temps à faire rentrer en France des titres français auxquels le pouvoir reste joint, il a été décidé qu'aucun droit de timbre ne sera payé. Le même acte est considéré comme matériellement double, comme l'a été son usage. Le rôle qu'il joue en France n'oblige pas à faire timbrer les titres, et

l'autre partie du texte est tenue pour rédigée à l'étranger.

Cette divisibilité de l'acte, normale quand on se réfère aux principes qui viennent d'être analysés, fait ressortir une antinomie très nette avec l'enregistrement qui fait prévaloir l'indivisibilité de la formalité. Et l'on peut à la réflexion saisir plus étroitement encore cet antagonisme des finalités prévalant dans ces deux techniques. Le timbre, impôt par essence, exige que sa matière imposable se limite dans des usages très particuliers. L'enregistrement au contraire, formalité en principe utile au contribuable, saisit, pour sa part, toutes les occasions de percevoir, en quelque sorte malgré les lois qui la régissent. Le résultat est presque celui-là dans un certain nombre d'hypothèses, où il y a une extension très nette du droit théorique. En effet, si un acte qui doit être enregistré dans un délai de rigueur contient des dispositions qui ne seront passibles de la formalité qu'ultérieurement, celles-ci sont contraintes de la subir. L'exemple de la procuration double prouve que, pour le timbre, la solution est précisément à l'opposé. Ce souci des bornes de l'impôt tient à l'obligation de respecter la matérialité du fait, ce qui permet la séparation de l'acte qui n'en est que la constatation. Cette nécessité de n'atteindre dans les manifestations de sa présence que le titre lui-même a d'ailleurs eu, outre les cas examinés *supra*, une très importante conséquence pratique en ce qui concerne notamment la vente des valeurs à terme.

15° LA VENTE A TERME. — Cette opération juridique

joue un rôle considérable sur les marchés de capitaux. Elle consiste normalement dans l'achat de titres moyennant un prix immédiatement convenu, qui est le cours du jour. La livraison est différée jusqu'à la liquidation de quinzaine suivante. A cette date, il est possible d'exiger l'exécution en nature du contrat, mais il arrive très fréquemment que l'opération réelle n'ait pas lieu. Le résultat, en cas de variation des cours, se traduit par une différence en faveur de l'un des contractants et ce prix est réglé par le perdant. Traité dans ces conditions le marché à terme est un jeu, comme la Roulette ou les Courses. La doctrine et le Trésor n'ont pas hésité sur ce point.

Une solution du 13 septembre 1897 reconnaît que la vente et l'achat à terme ainsi considérés ne mettent pas en ligne les titres eux-mêmes, mais seulement leur prix. Ils ne sont en réalité pas représentés, mais servent uniquement de prétexte : le droit de timbre n'est alors pas dû. En cas de remise des valeurs, par contre, la solution est inverse, le contrat sortant son plein et entier effet.

En matière de division de capital de société étrangère, une solution du 27 janvier 1898 a tenu compte du même raisonnement. Si l'énonciation dans l'acte annexé vise la division, il y a exonération. Si la partie qui importe au contraire est relative aux titres, cette faveur est refusée.

16° LA RÉFÉRENCE AUX TITRES ALIÉNÉS. — La discrimination est encore assez délicate à observer lorsque l'énonciation par référence vise des titres qui ont fait l'objet d'une aliénation. Lorsque la vente est anté-

rieure à l'acte, celui-ci peut avoir pour but de déguiser une attribution de propriété, en parlant du prix. La mention vise alors le titre lui-même et la loi s'applique normalement ⁽¹⁴⁾. Au contraire l'énonciation peut se rapporter au prix de remplacement ou au sort de ce prix. Si le rôle de la valeur n'entre pas en considération, des solutions du 16 mars 1898, du 14 juin 1900 et du 10 décembre 1901 admettent l'exonération ⁽¹⁵⁾. Bien entendu, cette faveur ne touche pas au principe qui veut que lors d'une vente le titre soit préalablement timbré. Il s'agit simplement de dispenser de la mention descriptive du timbre car la valeur est censée ne pas entrer en ligne de compte dans la rédaction de l'acte. Mais si la vente est postérieure à la rédaction, cet avantage disparaît. L'existence des titres est *a priori* une nécessité capitale pour que leur vente soit envisagée et leur prix employé. Cette situation demeure inchangée par le fait d'une vente postérieure à la rédaction mais antérieure à l'enregistrement du texte. Cette conception est d'ailleurs parfaitement justifiée par la nécessité de vendre uniquement des titres préalablement timbrés. L'Administration se borne ainsi à se prémunir contre une fraude possible et son exigence ne porte nullement tort aux contractants puisque, en tout état de cause, le paiement du droit doit être effectué avant l'aliénation. Il ne peut donc s'agir que d'une anticipation. Aussi bien les parties devront-elles justifier de l'acquit, sauf à repayer si la

(14) Solution du 23 octobre 1884.

(15) Voir également Rouen, 16 février 1905, R. E. 8183.

preuve ne peut en être rapportée. Dans une éventualité connexe, si les titres sont achetés au lieu d'être vendus, l'énonciation entraîne toujours la nécessité de préciser que la loi sur le timbre a été respectée.

17° LE RÉGIME DES TESTAMENTS. — Pour les testaments, le rôle de l'aliénation avant décès pose des problèmes analogues. Si des titres figurent à un testament authentique, bien entendu, le droit a été dû et réglé dès énonciation. Si par contre le testament est olographe, et que les valeurs sans avoir été biffées du texte ont été vendues par le *de cujus*, les héritiers sont tenus de justifier du paiement ou de l'effectuer à nouveau, ce qui confirme la théorie rappelée ci-dessus et est en conformité avec la législation existante. La dette est de même exigible si les titres sont déposés à l'étranger, chez un trustee, d'après une solution du 19 septembre 1883. Cette disposition est assez compréhensible puisque les ayants-cause et le *de cujus* sont justiciables de la loi française. Mais une décision du Ministre des Finances, en date du 28 juin 1926, a réclamé le paiement des droits à l'occasion d'un testament révoqué trouvé dans les papiers du défunt. Les valeurs non abonnées y étaient mentionnées et la Régie a pris prétexte de ce document pour réclamer la justification du timbrage ou à défaut son règlement. Ces conclusions, pour justifiées qu'elles puissent paraître à première vue, nous semblent tout à fait excessives. La nature juridique du testament s'y oppose entièrement selon nous. Acte de volonté après l'arrivée du terme qu'est le décès, il n'est jusque-là qu'un projet. Celui-ci peut à tout

moment être abandonné et demeure en tout état de cause incertain jusqu'à ce qu'il ne puisse plus être modifié, à cause de mort, ou jusqu'à sa révocation par remplacement. Si le projet matériel subsiste, que vaut-il à ce moment ? Il n'est plus rien, puisqu'il n'a plus guère de valeur. Il ne peut revenir à nouveau à l'état d'acte parfait que si le testament qui l'a suivi est annulé après le décès. Cette décision devra être rendue par voie de justice et pour des causes limitatives. L'on n'est pas en droit de les présupposer et *a priori* le testament révoqué n'a plus aucune valeur juridique, il est retombé au rang de ces papiers domestiques dont nous verrons ultérieurement qu'ils sont exonérés.

La théorie du Ministre des Finances nous paraît se résumer à dire que, puisqu'on a mentionné des titres, c'est que ceux-ci existaient, qu'ils ont été vendus par le *de cujus* et que la succession est tenue de justifier que le timbre a bien été payé, soit par la description du timbre dans le testament, soit par le bordereau de paiement.

Mais ce raisonnement est d'autant moins satisfaisant qu'une solution du 23 juin 1923 a précisément ruiné cette théorie, avec raison à notre avis. Il s'agissait d'un papier libre mentionnant des valeurs non abonnées et non timbrées d'après les énonciations simples qui s'y référaient. Ce texte était annexé à un projet des testament olographe non signé et aucun paiement n'a été réclamé. Toute la différence juridique réside dans le fait de la signature. Mais il semble qu'entre un testament révoqué et un testa-

ment non signé, il ne puisse y avoir aucune différence tant que le testament valide ultérieur n'a pas été annulé. Ni dans l'une des hypothèses, ni dans l'autre, le document ne peut avoir de valeur juridique et l'on n'est pas en droit de présumer qu'il y en aura jamais une au testament révoqué.

De plus les lois fiscales sont de droit strict, et puisque le testament révoqué est devenu un papier domestique dispensé de la description du timbre, il n'est pas possible de préjuger de l'inexécution d'une formalité que rien n'oblige à mentionner dans cette catégorie de documents dont fait partie le texte incriminé.

Par contre, en ce qui concerne les testaments caducs par suite de la renonciation des héritiers, ces arguments ne valent pas et c'est à bon droit que le montant de l'impôt est perçu dans cette éventualité (16). Le testament a sorti son plein effet en ce qui concerne le testateur et il n'a pas dépendu de lui que les clauses n'en soient point observées. Ici donc l'énonciation doit valoir comme elle vaut à titre de fait générateur dans les mille et un cas de la vie juridique quotidienne.

18° L'ANNULATION JUDICIAIRE. — L'Administration, qui se montre sévère en matière de testaments révoqués, suit dans ce cas une politique qui a souvent été la sienne ; elle a parfois cependant été obligée de rapporter les conclusions qu'elle avait prétendu tirer de l'examen des textes. Nous avons déjà eu l'occasion

(16) Tribunal de Béthune, 12 juillet 1893, R. E. 690.

d'analyser sa méthode et nous en avons au passage relevé les défauts. Dans un domaine qui est très proche du précédent, à savoir celui des actes annulés judiciairement, elle avait émis l'opinion que le droit de timbre restait dû à raison de l'énonciation. Il y a entre l'acte annulé par voie judiciaire et le testament plus d'un lien de parenté. Le premier, *fingitur retro nullus*. Comme le second, il est dépourvu de toute valeur. Il a pu en posséder une à certains moments. Les événements ont démontré sa vanité. Conformément à une thèse unique qui liait sans doute dans son esprit les deux situations, la Régie a émis la prétention de percevoir le droit de timbre dans les deux hypothèses. Nous avons vu que dans la première, aucune décision n'a paru infirmer sa demande, du moins à notre connaissance. Dans la seconde, elle a renoncé spontanément à ses exigences dans les circonstances que voici. Un arrêt de la Cour de Cassation du 28 janvier 1890 ⁽¹⁷⁾ avait examiné la question de l'acte annulé judiciairement relativement aux droits d'enregistrement qui étaient l'objet d'une contrainte. Cette décision déclara que le droit de la formalité n'était et ne pouvait être dû, l'acte étant présumé ne pas avoir existé, et par suite aucun motif de perception n'ayant pu naître, ni survivre. Il était normal d'étendre cette théorie au droit de timbre. Mais une solution du 14 février 1892 refusa de se conformer à la logique. La Cour de Cassation avait précisé la différence entre l'impôt perçu et le

(17) D. P., 1890, 1, 177.

droit à recouvrer. Si le premier ne devait pas être restitué, le second n'était pas exigible. L'Administration concédait ce point mais, partant de bases différentes, réclamait au nom des autres caractéristiques du timbre. Il y a là, soutenait-elle, un impôt de consommation qui devait matériellement être subi, en raison de la réalité du fait. L'annulation ne détruit pas l'existence du papier sur lequel est rédigé le texte annulé et c'est la dimension de ce papier qui est la base de la perception. La doctrine dès l'abord a protesté ⁽¹⁸⁾. Les auteurs ont soutenu que le paiement d'après le papier tenait à une méthode de perception et non pas à son emploi comme fait générateur. D'autres au contraire ont suivi le raisonnement de la Régie mais l'ont poussé au delà des limites auxquelles elle avait cru devoir s'arrêter. Le papier matériel, dit-on, subsiste, mais l'acte est annulé. Du fait de cette survivance le droit serait dû. C'est ici que l'erreur se place, car ce papier est utilisé par un texte inexistant. Donc le papier n'a servi à rien. Il devrait au contraire être possible de se faire rembourser le timbre de dimension d'un papier utilisé inutilement. Si cela ne se fait pas c'est parce que les sommes régulièrement encaissées ne sont pas remboursées. Mais la Régie n'a droit à rien. Sur quoi baserait-elle ses prétentions en matière de tarif proportionnel ou autre ? L'instruction 3291, par. 14, XVI, indique que de la nature des actes dépend l'exonération ou le choix entre les divers tarifs. Plus d'acte,

(18) Cf. Dalloz, en note de la solution D. P., 92. 3. 24. Garnier, V^e Résolution, 7^e édition, n° 418, Maguéro, etc.

plus de tarif. Devant toute cette argumentation combinée, l'Administration s'est inclinée et a rapporté la solution de 1891. Les actes annulés par voie de justice sont dès lors exonérés du paiement du timbre à raison des énonciations qu'ils comportent. Bien entendu, si l'annulation est contractuelle, il n'en est pas de même, car seule l'autorité de justice vaut aux yeux du Trésor.

SECTION C

L'ENONCIATION DANS LES INVENTAIRES DEPOTS DE SECURITE. — PAPIERS PRIVES

19° RÉGIME DES INVENTAIRES. — Lorsque l'impôt du timbre commença à être appliqué sur les valeurs mobilières non abonnées, les inventaires étaient dispensés d'énoncer le paiement de la taxe. L'on craignait en effet que l'obligation de payer pour se mettre en règle ne conduisît à des fraudes qui détruiraient la sincérité des inventaires. Les contractants auraient préféré dissimuler ces titres pour éviter l'impôt. Aussi, l'exonération avait-elle été prévue comme le moindre de ces deux maux. L'article premier de la loi du 31 décembre 1907 a supprimé cette exception dont l'instruction 3237, page 2, dit qu'elle dépendait d'un motif insuffisant. Une dérogation a néanmoins été accordée pour ne pas entraver certaines liquidations. Ne pouvant par hypothèse porter sur le principe du paiement, elle a été concédée sur l'antériorité. Il est attribué en l'espèce des délais de paie-

ment. La procédure est la suivante : le notaire dresse l'inventaire, relève les caractéristiques des titres figurant dans l'actif, en mentionnant quels sont ceux qui sont timbrés, dans la forme habituelle. Les parties doivent ensuite justifier de la régularisation pour le restant. Plusieurs voies leur sont offertes. Outre la représentation directe de la valeur timbrée, l'on peut produire un extrait de la déclaration effectuée lors du paiement en cas de non représentation du titre. Vaut également la description du titre régularisé dans un acte authentique antérieur, ou même postérieur, si cet acte est dressé dans les délais accordés. Au delà du temps prévu, le droit sera dû, avec les pénalités habituelles en cas d'inexécution. Après un décès, les héritiers doivent payer lors de la déclaration de succession, et au plus tard dans les six mois consécutifs à l'ouverture de la succession. Ces limites sont d'ailleurs celles que la loi accorde pour la déclaration, comme maximum. En cas de faillite, l'on dispose de quarante jours, à partir de la clôture des opérations, et en tout cas le règlement doit être fait dans les six mois du jugement déclaratif. Pour les divorces et séparations de corps, les dispositions de l'article 1463 du Code Civil sont applicables. Une solution du 17 avril 1919 a décidé que pour tous les autres inventaires et opérations assimilées, tels que les interrogatoires sur faits et articles par exemple, les parties disposeraient de deux mois à partir de la vacation, ou de la date comparable, où l'énonciation a révélé l'existence des titres.

Il semble bien que cette obligation de justifier ou

de payer incombe au patrimoine possesseur. Lorsque les héritiers renoncent à une succession, lorsque la femme se refuse à accepter la communauté, ils paraissent devoir être libérés de toute charge et être tenus pour étrangers à la dette. Cette conception est confirmée par la politique suivie en cas de succession ouverte en déshérence. L'instruction 3335-28 recommande aux agents, dans cette éventualité, de porter en recette les droits exigibles, même avant le dépôt des biens à la Caisse des Dépôts et Consignations, en faisant au besoin l'avance de leur montant, s'ils ne disposent pas des crédits affectés à les couvrir.

Par contre, il semble logique de faire intervenir dans ces notions le principe de la finalité des énonciations, et de refuser le paiement du timbre dans le cas où l'inventaire reproduit le résultat de la vente de titres. C'est en effet alors le prix qui compte seul, et la provenance n'est indiquée qu'à titre indicatif, comme nous l'avons vu *supra*, p. 60.

20° LES INVENTAIRES DE COFFRES-FORTS. — Une nouvelle catégorie d'inventaires a été créée par la loi du 18 avril 1918. Ce sont les procès-verbaux dressés par les notaires lors de l'ouverture des coffres-forts après décès. Lorsque le locataire d'un compartiment décède, l'établissement qui l'a loué doit être avisé, et seul le notaire accompagné d'un préposé de l'Enregistrement peut y accéder lors de l'ouverture, faite en présence ou non des héritiers. La disposition a été rendue en vue d'éviter les fraudes successorales. Le notaire décrit tous les objets trouvés dans le coffre

sous le contrôle du représentant du Fisc, et la question s'est aussitôt posée de savoir si les titres trouvés étaient passibles de l'impôt du timbre pour l'énonciation à laquelle ils étaient automatiquement soumis. La formule législative est très compréhensive. Tout ce que contient le coffre doit être décrit. Tous les documents sont analysés, et les plis cachetés sont remis au Président du Tribunal qui décide de leur attribution après les avoir ouverts en présence de leurs destinataires présumés. Donc les valeurs étrangères non abonnées sont énumérées et celles qui sont timbrées figurent au procès-verbal avec cette caractéristique. L'Administration soutient que les autres doivent l'impôt en raison de l'énonciation. Elle se fonde sur l'argument que ce procès-verbal vaut inventaire d'après l'instruction 3547, I, et en produit aux yeux de tous les effets irrévocables ⁽¹⁹⁾. Dès lors, puisque tous les avantages de l'inventaire sont acquis au regard des parties, le corollaire logique est que celles-ci disposent des délais légaux pour acquitter le coût de la formalité du timbre. Mais s'appuyant sur le texte de la loi, la Régie a été plus loin encore. Elle a émis la prétention de faire payer le droit à tous les titres trouvés, en dehors de la question de propriété. Si la Jurisprudence l'a suivie pour contraindre les ayants droit au règlement, la dernière partie de la thèse administrative semble ne pas être admise sans réserves.

La Cour de Cassation, dans une première espèce, a

(19) Solution du 13 février 1919, R. E. 7400-11.

rendu un arrêt concernant la responsabilité d'un notaire, le 23 mai 1927 ⁽²⁰⁾. Cet officier ministériel avait retiré des papiers timbrés d'un coffre qu'il ouvrait, et s'était borné à les montrer de loin à l'agent du Trésor, en lui indiquant qu'ils étaient timbrés mais appartenaient à des tiers dont le défunt gérât les affaires. Puis il les avait remis à la veuve. La Cour avait estimé que seul le Président du Tribunal aurait dû trancher la difficulté, et elle a confirmé la condamnation du notaire à des peines disciplinaires.

De cet arrêt nous déduirons donc que tous les documents quelconques qui se trouvent dans un coffre doivent être soit analysés, soit remis au Président du Tribunal pour attribution de propriété.

Une ordonnance de référé, rendue par le Président du Tribunal de la Mayenne, a encore précisé cette théorie jurisprudentielle ⁽²¹⁾. Avant l'ouverture du coffre, les héritiers avaient demandé que soit exempté du procès-verbal tout objet paraissant appartenir à un tiers, et ils avaient proposé que l'ordonnance prescrivit de les remettre au Président pour qu'ils soient restitués aux propriétaires. Cette précaution aurait fait tomber, si elle était admise, la prétention de la Régie à faire payer l'impôt du timbre sur les titres n'appartenant pas au *de cujus* et jusqu'alors non timbrés. Mais le Président a refusé d'admettre la demande des héritiers. Il a déclaré que le texte de 1918 prévoyait l'application des articles 918 et 919 du Code de Procédure Civile aux plis scellés trouvés

(20) *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 33.

(21) 12 janvier 1934, *Gaz. Pal.*, 1934. 1. 418.

dans un coffre, mais non aux objets libres ; dès lors, il n'y avait qu'à suivre textuellement la procédure de la loi, sans vouloir en limiter les effets. Cette ordonnance semble également limiter aux titres déposés sous pli cacheté la possibilité de ne pas acquitter l'impôt quel qu'en soit le propriétaire. Une troisième décision plus récente paraît cependant avoir contredit à l'extension que la Régie se propose de donner à l'interprétation de la loi. Le Tribunal de Lure a jugé, le 9 janvier 1936 ⁽²²⁾, une espèce où, en matière de droits de mutation, il a donné tort aux réclamations de l'Enregistrement.

Des titres avaient été trouvés dans un pli fermé et ils paraissaient devoir appartenir à un tiers. Le Fisc voulait leur faire payer le droit de succession sous le prétexte de don manuel.

Mais le tribunal déclara que l'attribution de propriété était écrite de la main du *de cujus* et que cette mention matérielle rendait impossible la supposition d'un don manuel, que le pli devait donc être remis net de tous droits au propriétaire.

Cette solution, rendue en une matière connexe, est intéressante parce qu'elle indique que tous les titres trouvés dans un coffre-fort ne sont pas soumis à la taxe. Nous pensons qu'elle peut être sans difficulté étendue du droit de timbre. Mais il n'y a pas encore à notre connaissance de jurisprudence sur la nécessité de timbrer les titres appartenant à d'autres qu'au propriétaire défunt, ou sur le droit de ces valeurs à

(22) *Gaz. Pal.*, 36. 1. 393.

l'exonération. Les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de la liberté de ces titres sont multiples. La loi de 1918 est destinée à la répression de la fraude fiscale. Si donc des titres sont trouvés dans le coffre d'autrui, ils peuvent y avoir été placés en dépôt, soit par les propriétaires, soit par le *de cujus* qui a procédé de cette manière pour éviter à ses héritiers le paiement des droits sur ses libéralités. Ce serait à la Régie de prouver la mauvaise foi pour justifier sa revendication. L'instruction 3547, 1, et la solution du 13 février 1919 n'entrent pas dans ces considérations, elles s'en tiennent à la lettre de la loi. Mais de nombreux auteurs protestent. M. Maguéro, notamment, dans son Répertoire Alphabétique semble établir par des arguments péremptoires qu'il n'a jamais été dans l'intention du législateur d'introduire ces réformes dans la technique du timbre. Le but avoué est d'empêcher les déclarations successorales inexactes. Il n'est pas de forcer à l'impôt tous les titres trouvés dans le coffre.

Cet éminent auteur généralise au contraire. Il prend l'exemple d'un banquier et soutient que les titres de ses clients, déposés dans son coffre, ne doivent pas le timbre en raison du décès du mandataire. Et il va jusqu'à dire que puisque le mobile bien déterminé de la législation est d'assurer la sincérité de la déclaration successorale, les titres trouvés dans les coffres ne sont pas passibles de la taxe. Ce raisonnement nous paraît très solide. Il faut se rappeler que lorsque la valeur d'un titre importe plus que son existence, l'impôt n'est pas dû. Or, ici, la valeur n'est

prise en considération qu'en raison de son rôle dans le capital de la succession. Nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de signaler des applications de ce principe. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas présent ? L'Enregistrement est, en vertu de la loi de 1918, mis à même de contrôler l'importance d'une partie de la succession. Ce qui seul importe à ses yeux, c'est l'exactitude de la déclaration. Bien plus, l'instruction 3547, 1, décide que pour des actes soumis à l'enregistrement, cette formalité n'est pas prise à raison de l'énonciation dans le procès-verbal. Par contre, le timbre est exigible ⁽²³⁾. Mais, on le voit, l'héritage n'intéresse pas l'Administration, en raison de la composition du portefeuille du décédé. Il ne peut pas y avoir de preuve plus nette de la nécessité d'appliquer ici libéralement le principe de causalité qui s'est déjà justifié dans d'autres hypothèses par le même raisonnement.

En second lieu, il est de principe constant que les énonciations imposées par la loi n'emportent pas nécessité d'acquitter l'impôt. Ne sont taxables que celles qui viennent directement des parties et sont l'émanation de leur autorité spontanément manifestée. Or, lorsque la Régie tient le procès-verbal pour un inventaire, il y a une différence considérable avec les inventaires réels. Celui-ci n'est pas nécessaire aux parties qui n'ont pas réclamé son exécution. Il n'est attributif d'aucun droit. Le procès-verbal d'ouverture de coffre-fort n'apporte d'avantage qu'au seul Etat

(23) Cf. sur ce point la note R. E. 10125.

et celui-ci percevant déjà sur la succession, ne semble pas être en possession d'un moyen direct de percevoir une seconde fois.

Or les preceptions détournées ne peuvent pas être admises dans notre droit où les lois fiscales sont d'interprétation stricte, et l'instruction et la solution qui les prescrivent ici ne se fondent sur aucune précision législative. Il est à souhaiter qu'une décision jurisprudentielle définitive règle cette question et précise la portée des décisions de Mayenne et de Lure.

21° LES DÉPÔTS DE SÉCURITÉ. — Il subsiste dans le domaine de l'énonciation, prise en tant que fait générateur, deux points qui doivent encore faire l'objet d'un examen. Il s'agit d'une part du régime des titres mis en dépôt dans une banque et d'autre part de la valeur au point de vue fiscal des correspondances privées et des papiers domestiques, dans leurs rapports avec l'énonciation.

Les dépôts en banque, d'après la loi en vigueur⁽²⁴⁾ nécessiteraient le paiement préalable du timbre sur les titres, à raison de l'énonciation de ceux-ci sur les bordereaux justificatifs. Toutefois, différents textes ont tempéré la rigueur de la perception, parce que la loi n'avait pas eu l'intention de frapper certaines opérations, ainsi qu'en font foi les travaux préparatoires. L'instruction 2445, § 2, du 24 mai 1872, émettait déjà cette opinion que, sous certaines réserves, la mise en dépôt de titres pouvait être la substitution d'un titre unique à des documents mul-

(24) Art. 22 et 24 du C. V. M.

tiples dont la garde était plus difficile à assurer. L'une des premières décisions rendues sur demande des parties, le fut en 1882. Il s'agissait de retirer de la Banque de France des valeurs qui avaient été déposées avant la loi sur le timbre par un Russe, dont le fils demandait qu'il lui soit accordé de rapatrier ces titres dans son pays d'origine, après le décès de son père. La Banque de France exigeait d'après ses statuts une procuration notariée pour la remise des valeurs et le Consul de Russie obtint la dispense du timbre. Celle-ci fut accordée en vertu de la doctrine énoncée dans l'Instruction citée *supra*. Une Décision du Ministre des Finances, datée du 8 septembre 1882⁽²⁵⁾, confirma que l'exonération devait être accordée tant pour la Banque de France que pour les autres sociétés financières. Le Ministre a ensuite précisé⁽²⁶⁾ que cette faveur ne pouvait être accordée qu'aux dépôts purs et simples, effectués en vue de protéger les pièces matérielles contre le vol, la perte ou la destruction. Tout dépôt de cette espèce est évidemment comparable à celui qui serait fait par un propriétaire dans son coffre-fort personnel. Aussi l'exonération a été consentie plus extensivement encore. Une solution du 23 décembre 1891 l'a accordée aux énonciations obligatoires qui seraient rendues nécessaires dans la procédure, à l'occasion d'une instance en restitution de dépôt.

Mais il est encore une autre raison de pratique pure celle-là, qui a fait admettre au législateur avec

(25) D. P., 1883. 3. 36.

(26) R. E. 9163, XVI.

plus de facilité encore l'exonération des dépôts. C'est la certitude que tôt ou tard les valeurs ainsi garanties viendraient à être timbrées, et qu'entre temps il était difficile à un fraudeur éventuel de les dissimuler dans ses déclarations. En cas de décès, la garantie de la présence des titres et de leur énonciation est à peu près totale ; en cas de déclaration suspecte à l'occasion de l'impôt sur le revenu, le contrôle est extrêmement aisé.

Cependant, et en raison même de cette théorie, il est nécessaire de maintenir strictement l'application de la règle d'exonération aux dépôts du type de sécurité. Si, en effet, le contrat était grevé de conditions ou s'il était évident que son seul but n'était pas la protection contre des risques matériels, la dérogation serait supprimée.

Ainsi la contestation sur la propriété du dépôt est une énonciation ordinaire et le droit est dû en ce cas. Sont assimilées aux dépôts de sécurité et comme tels ne paient pas le droit, les remises de titres à une banque, en vue de la conversion, de l'annulation ou du remplacement par un titre nouveau après épuisement des coupons⁽²⁷⁾. Mais cette tolérance cesse en ce qui concerne les valeurs qui doivent être vendues, même à l'étranger, et dans ce cas le dépôt en banque est assimilé au dépôt avec contrat n'envisageant pas que la seule sécurité des valeurs, selon une solution du 3 octobre 1898⁽²⁸⁾.

Cependant, ce régime a pu donner naissance à

(27) D. M. F., 29 octobre 1897, 21 mai 1900, 22 septembre 1903, 13 novembre 1926.

(28) R. E. 1962.

des fraudes. Le nombre de titres introduits en France de manière illégale peu après la guerre a été considérable. Le procédé, très simple, était le suivant. D'une banque étrangère, il était expédié un chiffre de valeurs très important pour dépôt au nom d'une personne désignée, dans une banque française. Celle-ci n'était pas même nécessairement complice. Le propriétaire du dépôt retirait le lendemain ses valeurs, ostensiblement en vue de la réexpédition vers un autre pays étranger, puis, il les vendait sous le manteau dans la clientèle privée, sans passer par une Bourse. C'est le type de l'introduction interdite. Ce procédé fut très en honneur du temps où les épargnants français ne comprenaient pas très bien le mécanisme des changes. Alors qu'à Paris les valeurs étrangères se vendaient avec des primes considérables par rapport aux cours de Bruxelles ou de Londres, où l'achat était d'ailleurs aussi facile, cet arbitrage frauduleux florissait aisément. De nombreux courtiers écoulerent même des actions dont ils venaient de faire imprimer le nom, simplement parce que l'apparence du papier semblait plausible, et l'épargne fut ainsi dépouillée de sommes qu'il est même difficile de chiffrer. La survenance de périodes plus difficiles rendit les acheteurs plus circonspects, quelques condamnations sévères firent le reste, et ce genre de trafic par les dépôts semble avoir à peu près disparu, en même temps qu'il s'est répandu par force dans le public une connaissance plus réelle de la valeur des monnaies.

22° LES ADMINISTRATIE KANTOOREN.— L'un des pro-

blèmes qui touchent de près aux dépôts et qui auraient pu être des plus difficiles à résoudre est celui des Adminstratie Kantooren. Ce régime d'origine hollandaise consiste à rassembler sous dossier dans leur pays d'origine un certain nombre de titres. En contre-partie, l'établissement chargé de l'opération pour le compte d'un autre pays émet sur le marché de celui-ci des certificats individualisés. En France circulent ainsi des valeurs françaises échangeables à tout moment dans le pays originel contre le titre lui-même et réciproquement. Ces certificats portent des coupons qui viennent à échéance aux dates et pour le montant des coupons du titre réel. Mais en raison de leur nationalité sur le marché local, ils peuvent bénéficier de certains avantages. Une circulaire du 9 juillet 1930 les a assimilés aux titres eux-mêmes quant au timbre. Ces valeurs nominatives sont en effet décrites avec précision sur le certificat et de ce chef énoncent celui-ci. De même, les titres nominatifs conservés par des trusts sont, par l'intermédiaire des certificats, assimilés aux valeurs elles-mêmes, de par la même circulaire. Cette disposition est justifiée, car, en dernière analyse, il est, en l'espèce, fait usage d'un dépôt effectué non pas en vue de la conservation et de la sécurité du titre, mais bien à d'autres fins, ce qui le remet sous le régime du droit commun. L'article 4 de la loi du 16 février 1932, modifié par un décret du 4 janvier 1933 ⁽²⁹⁾ exonère ces certificats du timbre de dimension, en ce qui con-

(29) Instruction 4149.

cerne les Administratie Kantooren et les trusts américains.

23° LES DOCUMENTS PRIVÉS DES PARTICULIERS ET DES SOCIÉTÉS. — En ce qui concerne les papiers privés, documents d'usage interne et correspondance, l'exonération est la règle. Cette solution se justifie par le respect de la liberté individuelle et le secret de la correspondance qui rendent tout contrôle impossible. Cependant, cet avantage disparaît lorsque les pièces envisagent des opérations incompatibles avec ce rôle que l'on attribue à leur emploi. Ainsi toute lettre créant un droit, envisageant une négociation entraîne le paiement de l'impôt⁽³⁰⁾. De plus, tout document dont il est fait usage au sens large de ce mot, doit le timbre de dimension dans les conditions prévues par la loi du 13 Brumaire an VII, article 3.

La correspondance des banquiers fait exception à la règle que nous venons de citer, en ce sens que les avis d'achat et de vente, les bordereaux ne contenant pas de stipulation particulière⁽³¹⁾, sont exonérés. Il en est ainsi également des avis d'acquisition à l'étranger, et de placement des titres sous dossier au lieu d'achat. De même sont exonérées les énonciations des sociétés qui font apparaître la propriété de valeurs non abonnées dans les bilans et documents qu'elles publient à l'usage de leurs actionnaires, parce que ces documents ne créent pas au profit des lecteurs une attribution de propriété et que de ce chef ces énonciations sont sans valeur juridique⁽³²⁾.

(30) Instruction du 24 mars 1872, n° 2454, par. 2, n° 2.

(31) Solutions des 4 mai 1900 et 6 octobre 1928, R. E. 8924.

(32) Solution du 24 novembre 1904.

Cette tolérance ne s'étend pas aux énonciations de valeurs ou d'opérations de Bourse portées sur les livres de commerce, cf. p. 47, *in fine* ⁽³³⁾. C'est qu'en effet, il y a là appropriation privative et non pas documentation générale. L'énonciation dans une note lue à l'Assemblée générale présente un caractère imprécis, et aucun actionnaire n'a de droits quelconques. Ici encore c'est l'argent du titre qui importe et non la valeur elle-même. C'est en vertu d'un raisonnement analogue sur l'imprécision de l'énonciation, que sont dispensés les prospectus et textes publicitaires, insertions au B. A. L. O., etc., nécessités à l'occasion de l'introduction de valeurs étrangères pour une émission. La régie a considéré que ces énonciations ne portaient pas sur la matérialité d'un certain nombre de titres, mais qu'aucune identification n'était faite et que, dès lors, les pourparlers et la pollicitation portaient sur des séries non individualisées et tenues pour chose de genre. Nous avons eu l'occasion, *supra*, p. 43, à propos de l'exposition vente d'indiquer quelle devait être l'attitude de l'Administration pour ces valeurs, lorsque celles-ci étaient devenues titres individuels.

(33) Cass., 1934, 16 juillet.

CHAPITRE IV

LES EXCEPTIONS

SECTION A

DES TITRES EXONERES A CAUSE DE LEUR NATURE OU DES CIRCONSTANCES

1° LES CRÉANCES A PERSONNES DÉNOMMÉES. — Il est admis par la doctrine que certaines valeurs, malgré leur aspect de titres négociables, ne sont pas soumises à l'impôt du timbre. La cause en est due au fait que leur nature réelle rend incompatible leur assimilation aux titres de Bourse.

Un jugement du Tribunal de la Seine du 24 août 1877 a exempté du paiement de l'impôt les titres étrangers qui pouvaient être assimilés aux créances françaises soumises au régime du transport cession de l'article 1690 du Code Civil. Il y a là une équivalence qui leur fait bénéficier d'un régime d'exonération par rapport à la loi du 5 juin 1880⁽¹⁾.

Une solution du 25 mai 1909 a étendu cette faveur

(1) J. E., 20. 571.

aux valeurs négociables qui sont statutairement maintenues dans la caisse de la société, sous forme nominative et dont le propriétaire n'est jamais détenteur. C'est qu'en effet la propriété est alors acquise par la signification du transfert, que l'on peut comparer à une signification de l'article 1690.

2° LES DEBENTURES. — Les debentures anglaises font également partie, pour quelques-unes d'entre elles tout au moins, de ces titres privilégiés. La signification du terme est double : la debenture cotée en Bourse est une obligation ordinaire du droit privé, et, comme telle, est soumise à la loi ordinaire. Mais l'expression signifie parfois également l'équivalent du « Bon de caisse » des banques françaises. Les valeurs sont alors des créances privées d'un montant individuel. Elles ne peuvent être cotées et ne sont pas négociables autrement que par signification au débiteur. Elles sont une des formes individuelles de la dette des sociétés de droit anglais et le Tribunal de Bourg leur a restitué leur caractère propre dans une décision du 15 juillet 1904⁽²⁾, qui a fait jurisprudence. Une solution du 14 juin 1877 déclare que ne doivent pas être assimilés aux titres débiteurs de l'impôt du timbre selon l'article 2 de la loi du 30 mars 1872, les billets au porteur des villes et corporations étrangères, ainsi que toute manifestation analogue des établissements publics étrangers, car ces appels au crédit ne sont pas de véritables obligations, mais des instruments de circulation équivalents à des effets de commerce.

(2) R. E. 3798.

3° LES STOCK-SHARES. — Par contre sont considérés comme des titres réels les stocks-shares, autre création du droit anglais. Ces actions sont émises en représentation d'une partie non individualisée du capital social, et il est délivré en leurs lieu et place un certificat nominal global. Une solution du 29 juillet 1919 exige que ces certificats soient timbrés.

Cependant, pour ces valeurs, une restriction s'impose qui peut, par ailleurs, être généralisée : les titres qui ne sont pas matériellement créés et ne sont pas représentés sont exempts du timbre. Nous verrons l'application qui peut être faite de cette maxime *infra*.

Enfin, il nous faut mentionner que les valeurs non abonnées appartenant à des associations cultuelles constituées selon la loi du 17 avril 1906 ne doivent pas, à raison de la qualité des détenteurs, d'impôts qui puissent profiter au Trésor.

Il est cependant généralement estimé que la loi, dans son article 57, n'a pas abrogé les dispositions des lois fiscales en vigueur lors de sa rédaction et que, par suite, en vertu de la loi de 1895, l'impôt du timbre est dû dans les conditions habituelles.

4° LES ACTIONS DE SOCIÉTÉS DISPARUES OU DISSOUTES. — En raison du fait que l'impôt est perçu *ad valorem*, certaines difficultés peuvent s'élever dans des solutions d'espèce. Ce n'est pas ici, le moment d'amorcer une discussion sur la valeur nominale des titres ou sur la parité des changes. Mais il nous faut examiner différentes catégories de valeurs qui, par leur situation propre, rendent difficile l'application du barème officiel.

Que deviennent par exemple les titres d'une société qui a disparu ? Il est évident que leur existence matérielle n'est pas en jeu, qu'un marché peut, peut-être, encore être trouvé pour leur négociation et qu'ils ne représentent plus, par contre, qu'une fraction infime de leur valeur originelle. Comme les sociétés étrangères peuvent ne pas avoir eu l'occasion de notifier à l'Etat cet état de choses, les valeurs qui circulent seront encore timbrées lorsqu'elles se mettront dans le cas de l'être, mais il est permis aux parties de fournir la preuve que les titres ne valent plus rien, et dans ces conditions ils seront exonérés de la formalité.

Si, dans une hypothèse moins absolue, il est de fait que la société, dont les titres doivent être timbrés, est dissoute, et que son actif est vendu, l'action ne représente plus qu'un droit sur une partie de la liquidation. A ce moment elle ne peut être vendue par le porteur que dans des conditions qui laissent au répartiteur la possibilité de toucher le créancier social. L'Administration a vu, avec raison, dans cette obligation, un transport de l'article 1690 du Code Civil, et elle a admis qu'il n'y avait pas lieu de percevoir l'impôt⁽³⁾.

5° LES ACTIONS DE JOUISSANCE. — Il en est autrement dans le cas des actions de jouissance.

Ces titres ont été des valeurs ordinaires. Leur montant en capital a été remboursé aux actionnaires, mais les droits de ceux-ci ne sont pas éteints, loin

(3) Voir, pour les fusions de sociétés, p. 45.

de là. En effet, le titre représente le maintien d'un droit aux bénéfices répartis, et la possibilité de recevoir une quote-part de l'actif lors de la disparition de la firme. Donc la Régie s'est refusée à considérer que l'extinction de la dette en capital supprimait le droit qu'elle avait de percevoir le timbre. Une décision du Ministre des Finances, en date du 31 juillet 1929, fait valoir que l'action de jouissance continue l'action de capital et que l'impôt doit être perçu sur le capital nominal de celle-ci. A défaut de cette possibilité, l'appréciation sera faite sans tenir compte du caractère de jouissance qui affecte le titre. Mais il est de fait que les agents de l'enregistrement apprécient avec bienveillance les calculs qui leur sont proposés et qu'ils tiennent compte de la situation spéciale qui se présente en l'espèce.

6° LES ACTIONS AMORTIES. — De même lorsqu'une société procède, soit à un amortissement, soit à une réduction de capital, la question se pose de savoir si le timbre est dû. L'instruction 4007, § 2, est formelle. Le timbre est dû pour toutes les conversions et tous les remboursements. Du fait de la réduction de la valeur du titre, soit par remboursement, soit par diminution de capital, c'est le montant originel qui entre en ligne de compte pour le calcul de l'impôt. Si un titre nouveau cependant est émis en remplacement, une solution du 30 novembre 1929 a précisé que le timbre ne serait pas dû sur le titre ancien, à la différence de ce qui se passe en cas d'estampillage. Par contre, si le titre ancien était timbré, la valeur de remplacement reçoit l'empreinte gratuitement.

Tout changement substantiel emporte nécessité de paiement. La fusion, le rachat de sociétés les unes par les autres modifient les qualités juridiques des titres de la société assimilée. L'Administration considère que cette transformation équivaut à une situation différente et nouvelle. En fait, il en est bien ainsi, et le timbre est dû à juste titre, au besoin pour la deuxième fois.

De même, une solution du 28 avril 1925 et l'Instruction 4007, § 32⁽⁴⁾, exigent le paiement, fut-ce pour la seconde fois, si le montant d'une obligation est réduit. Il y a là une sorte de novation. Ce point sera d'ailleurs discuté plus longuement dans la partie qui traite des tarifs.

7° LA PRIME D'ÉMISSION. — Lors des émissions nouvelles au cours de leur existence, bien des sociétés augmentent le nominal de leurs valeurs d'une charge bénéficiant aux anciennes actions. C'est la prime d'émission, somme versée pour mettre les titres nouveaux à égalité de traitement avec ceux qui existaient précédemment et compenser vis-à-vis de ces derniers le désavantage d'un partage de bénéfice entre un plus grand nombre de parties prenantes. D'après la définition de l'article 72 de la loi du 13 juillet 1925, l'Instruction 3860, § 23⁽⁵⁾, fait calculer le droit de timbre sur le montant total du versement. La prime est donc ajoutée au capital nominal pour le règlement.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'Administra-

(4) R. E. 8898, XVIII.

(5) R. E. 822-, XVIII; cf. également R. E. 9501.

tion sur ce point et il nous semble, au contraire, qu'il ne faudrait pas tenir compte du montant de la prime.

En effet, celle-ci ne s'ajoute pas au nominal du titre pour percevoir des intérêts. C'est un capital versé une fois d'avance et qui est en quelque sorte donné pour acheter un droit de souscription. Le timbre frappe le titre seul, dont la prime est détachée. Les coupons ne sont pas, sauf exception, passibles de l'impôt. Ce qui est reçu par le capitaliste parce qu'il a une valeur est donc au-delà du domaine du timbre. Ce qu'il donne pour la posséder doit y échapper de même. Seul, le titre doit être considéré comme matière imposable.

8° CERTIFICATS PROVISOIRES ET TITRES DÉFINITIFS. — TITRES PRÉCÉDEMMENT ABONNÉS. — Quant aux certificats provisoires, qui sont timbrés, le bénéfice de leur admission à la formalité doit-il se reporter sur le titre définitif ? Il semble que, du moment que le règlement a été effectué une fois, il n'y a pas de raison qu'il soit répété à l'encontre du propriétaire à une seconde occasion. La loi de 1872 avait admis cette solution pour les titres étrangers dépendant des gouvernements, mais la loi de 1895 a généralisé la disposition. Depuis lors, les titres définitifs sont donc timbrés gratuitement si le certificat provisoire l'était comme en matière de recouppement, mais avec la même réserve qu'aucune modification ne doit être apportée qui change quoi que ce soit à la situation du porteur.

Cette même restriction est apportée au timbrage

gratuit dont bénéficiaient les valeurs qui ont été abonnées. Une solution du 23 juin 1923 avait prescrit que le timbre serait payé sur elles, même en cas de décès du propriétaire, en raison du transfert survenant à cette occasion. Mais un jugement du Tribunal Civil du Loiret, du 23 janvier 1928 (6), a donné tort à l'Administration. Se conformant à cette jurisprudence, qui a été prise comme règle de perception, une décision du Ministre des Finances du 14 juin 1928 (7) a étendu à toutes les valeurs non abonnées le bénéfice de la décision du 10 août 1921 sur le timbrage gratuit des titres primitivement timbrés sur un exemplaire antérieur.

Il est de même admis que le timbrage est gratuit dans le cas où il y a *Administratie Kantooren*, et, que le certificat ou le titre était primitivement timbré.

PARTICULARITES DU REGIME DES FONDS D'ETAT ETRANGERS

SECTION B

9° LE TIMBRE AU COMPTANT. — Le Gouvernement français n'a jamais émis la prétention de contraindre à l'abonnement les titres des Etats étrangers. Il semblait impossible pour des raisons de courtoisie internationale, comme par respect de l'indépendance de ces pays, d'exiger d'eux un garant financier rési-

(6) Maguéro, V° valeurs mobilières, 866, n° 367.

(7) Instruction 4007, 31. R. E. 8810.

dant sur notre territoire, ou une caution du paiement de nos impôts. De même, il n'aurait pas paru acceptable pour un Etat indépendant de laisser vérifier si le nombre des titres émis correspondaient bien aux énonciations des offres de souscription, et l'abonnement n'a jamais été considéré comme une solution possible dans ce cas. Le régime du timbre au comptant a toujours été celui des fonds d'Etat, et il a différé sensiblement pendant un temps de celui des sociétés étrangères, même non abonnées. Mais, en raison de ce fait même, il a été nécessaire de distinguer soigneusement ce qui relevait des Etats et ce qui était obligations des Etablissements publics.

Sont *a priori* tenus pour fonds d'Etat, ces titres dont le service est assuré par le Trésor national, qui s'en est reconnu le débiteur. Cette notion du service financier exclut les billets à ordre et lettres de change⁽⁸⁾, ainsi que le papier monnaie⁽⁹⁾, car leur emploi est exclusif de l'idée d'obligation. Mais les titres d'emprunts ordinaires et les bons du Trésor sont considérés comme titres devant subir le timbre selon l'application des lois de la matière. Cependant, il a été fait exception à ce principe dans une solution du 7 novembre 1893 qui a exonéré des Bons du Trésor anglais à court terme, émis en vue d'une opération déterminée, en faveur d'une banque mentionnée sur les titres sans qu'il y ait eu appel à la souscription du public. Cette situation des valeurs

(8) Solutions des 17 octobre 1892 et 19 janvier 1899, R. E. 2648.

(9) Solution du 14 janvier 1877, J. E., 20. 574.

était rigoureusement assimilable à celle des billets à ordre commerciaux ordinaires.

10° DÉFINITION DE L'ÉTAT EN DROIT FISCAL. — Donc, hors le cas susvisé, les emprunts gouvernementaux bénéficient d'un régime différent de celui des collectivités publiques étrangères, assimilées aux sociétés du commerce. Il faut préciser dès lors quelle est la définition de l'Etat en droit fiscal. En dehors des Nations proprement dites dont l'indépendance est un critérium suffisant, il existe toute une série de formes mixtes de semi-autonomie. Les Fédérations d'Etats, les Confédérations, les Protectorats doivent-ils être assimilés aux pays suzerains ou doivent-ils, au contraire, relever du droit commun ? Le Trésor a considéré que la notion de l'Etat devait être assez largement conçue, et que l'indépendance interne était une garantie suffisante. C'est ainsi que le traitement réservé aux nations étrangères a été accordé aux émissions de collectivités dont le régime n'est pas exclusif d'une certaine surveillance : les Etats de la République Argentine, du Brésil, des Etats-Unis, indépendants dans leur politique intérieure, sont tenus pour Etats souverains. Il en est de même des Dominions anglais et de l'Inde, de l'Etat Indépendant du Congo Belge, de l'Egypte et des Cantons suisses, ainsi que des Protectorats de la France. Ceux-ci ont bénéficié d'ailleurs de certaines mesures de faveur qui ont exonéré de tout impôt du timbre un emprunt déterminé de montant conventionnellement limité⁽¹⁰⁾.

(10) Loi du 18 juillet 1920, pour le Maroc ; loi du 22 mars 1928, pour la Tunisie.

Cette exemption a été accordée une autre fois pour un Etat étranger, à savoir l'Allemagne, par une loi du 7 avril 1930. Il s'agit ici du traitement de faveur qui a été réservé à la seule tranche émise en France de l'Emprunt pour le paiement des Réparations (Emprunt Young). Mais l'Instruction 4071 a précisé en même temps qu'il ne pouvait s'agir d'étendre l'exonération aux tranches souscrites à l'étranger.

11° LE RÔLE DES BANQUES. — L'application des tarifs est parfois également chose délicate du fait que l'Etat en question confie la gestion de ses intérêts à une banque. Celle-ci fait le placement et parfois son rôle est plus important encore. Une solution du 21 avril 1891 a précisé quelles devaient être les bases de la perception en ce cas. S'il est évident que la Banque n'est qu'intermédiaire, ou que l'Etat n'est que garant, les régimes respectifs s'appliquent sans difficulté. Mais il existe des cas plus complexes, lorsqu'un Etat reprend à son compte le passif d'une société ou qu'une caisse spéciale émet des bons gagés par l'affectation des recettes d'un impôt. Il est nécessaire alors de tenir compte des circonstances de fait pour distinguer soigneusement le débiteur principal qui subira le régime approprié à ses droits. Cette difficulté est d'autant plus grande que de nombreuses collectivités nationales ou particulières émettent leurs obligations par l'intermédiaire de banques nationales hypothécaires. L'Administration est alors obligée d'étudier les statuts de ces offices, leur but, leur aménagement, leur indépendance, l'organi-

sation de l'emprunt, et toutes les circonstances particulières qui peuvent révéler la véritable nature de l'opération. Il est inutile d'ajouter qu'aucune règle plus précise ne peut être donnée dans des éventualités qui se distinguent toutes les unes des autres.

12° LE RÉGIME SPÉCIAL DE LA LOI DU 29 MARS 1914. — Les règles qui ont été étudiées précédemment et qui concernent les causes de la perception valent pour les fonds d'Etat, mais ceux-ci ne sont passibles de l'impôt qu'autant que les titres sont entrés en France ou qu'il en est fait usage en notre territoire.

Cependant, il est une règle complémentaire qui concerne cette catégorie de valeurs à laquelle échappent les autres titres. L'article 44, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1914, la pose ainsi : « Les titres ou certificats provisoires de titres de rente, emprunts ou autres effets publics des Gouvernements étrangers émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, les nouveaux titres délivrés après conversion ne peuvent être remis aux souscripteurs, acheteurs ou possesseurs sans avoir préalablement acquitté le droit de timbre au comptant ⁽¹¹⁾. » Ce principe des plus intéressants a eu comme complément et comme conclusion la loi du 16 février 1932 qui a généralisé son application à toutes les valeurs non abonnées.

13° LE RÉGIME SPÉCIAL DU CONSOLIDÉ ANGLAIS ET DE LA RENTE HOLLANDAISE. — Il nous faut signaler pour être complet une application particulière de la règle

(11) Alinéa 2 de l'article 22 du C. V. M.

analysée *supra* et d'après laquelle le timbre ne peut être exigé en l'absence d'un titre matériellement existant.

En raison du régime financier intérieur, les emprunts consolidés anglais et rente hollandaise échappent à l'impôt.

L'Etat anglais, pour ses titres d'emprunt consolidé, ne délivre pas de valeurs nominatives. La Banque d'Angleterre tient le Grand Livre de la dette publique. Elle est chargée du service financier et en cas d'aliénation procède par débits et crédits sur ses livres. En cas de vente, le banquier délivre seulement un reçu de la somme versée.

La question s'est posée de savoir quel était le rôle de ce reçu. L'Enregistrement, dans une solution du 12 juin 1885 ⁽¹²⁾, a estimé qu'il ne valait pas titre. Car « il est certain que le consolidé anglais nominatif n'est représenté par aucun titre, et que le document donné au propriétaire de la rente est sans valeur juridique, n'étant ni transmissible, ni créateur de droit », dit en substance la décision ⁽¹³⁾.

(12) J. E., 22, 509.

(13) Cette solution résout pour l'Administration *ipso facto* une question importante, celle de la valeur des certificats de titres nominatifs. Il a été parlé, *supra* * de la véritable représentation de l'action. Ce ne serait pas le document remis au possesseur, mais le fait de l'inscription aux livres de la Société. Ainsi les certificats nominatifs devraient échapper à l'impôt du timbre, et le capital nominatif à l'étranger être déclaré dans la rubrique : avoirs à l'étranger, pour l'impôt sur le revenu. En fait, cette conséquence peut sembler à juste titre excessive. Le certificat énonçant les valeurs peut être frappé et le titre lui-même échappe. Mais il faut voir là bien plus le fruit d'une sage administration, qui évite de tuer la matière imposable déjà si gravement frappée. *Summum jus, summa injuria*.

* V. p. 44, n° 11.

Exceptionnellement, en cas de besoin la banque autorise seulement le propriétaire de la somme à faire contrôler par un notaire public le montant de l'inscription à son crédit. Cet officier ministériel délivre alors un certificat valant à sa date et pour son contenu. Dans ces conditions, le Trésor français ne peut exiger le paiement du droit de timbre, car il n'est pas de titre qui puisse être visé. Cependant, lorsque cela est nécessaire, dans des circonstances données, un certificat est remis par la Banque d'Angleterre au propriétaire, avec obligation de le restituer en cas de transfert. Une solution du 15 mars 1929 a décidé que le droit de timbre peut être payé lors de l'usage de cette pièce. Bien entendu, si l'emprunt consolidé anglais est au porteur, il se conforme au régime du droit commun.

La rente hollandaise nominative est régie par des dispositions analogues, mais avec cette simplification qu'il est délivré au propriétaire un certificat d'inscription, pour le montant du dépôt. Mais ce document est sans valeur et n'est pas cessible. Il ne vaut que pour renseignement. Son usage en France ne donnerait application qu'au timbre de dimension. La rente hollandaise au porteur reste soumise aux règles habituelles.

14° LES FORMALITÉS PRÉALABLES. — Le régime de la déclaration et de l'autorisation préalable des lois du 31 mai 1916 et du 31 décembre 1920 est identique en ce qui concerne les fonds d'Etat et les titres commerciaux ordinaires.

DEUXIEME PARTIE

LE TARIF



CHAPITRE V

LE MONTANT DES DROITS

1° LE MONTANT DES DROITS. — Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons examiné successivement en quelles occasions le droit de timbre était dû. Il nous faut maintenant compléter cette étude du fait générateur par l'exposé des taux et des modes de calcul de la perception, c'est-à-dire qu'ayant passé en revue les cas où il fallait payer, nous verrons maintenant ce qu'il faut payer. Et principalement, il faut, avant tout, porter une critique grave contre le système fiscal qui nous régit. Le droit est actuellement de 4 % avec arrondissement à 20 francs ou ses multiples de la valeur de l'unité taxable. Ce tarif du timbre au comptant est infiniment trop élevé. Nous avons examiné dans l'Introduction les raisons qui avaient incité les Gouvernements successifs de la France à pousser vers l'étranger le surplus de notre épargne. La politique financière de répartition des risques a été bien conçue et mal exécutée. Le portefeuille national est chargé de millions de titres complètement dévalorisés, qu'il n'aurait jamais fallu admettre sur nos marchés, au moins sans les concurrencer par des valeurs de grande classe. Aux er-

rements antérieurs, la loi de 1929 oppose une innovation, le statut du non abonnement. Le fait existait déjà. Mais ce texte rend possible sur notre marché l'introduction de valeurs qui, sans doute, n'ont pas besoin de lui, mais qui sont un excellent placement. Or, le tarif de 4 % qui les grève d'un timbre coûteux est un gros obstacle à leur vente.

Des titres d'un capital élevé, Royal Deutch ou H. V. A. doivent rapidement supporter une charge accrue, 4 ou 500.000 francs lors de la vente de quantités relativement peu élevées. Les capitalistes hésitent, achètent à l'étranger, remettent les valeurs en dépôt à une banque française, puis revendent au dehors. L'Etat perd son timbre, le banquier, son courtage. La masse d'argent en circulation manque à gagner des accroissements fréquents et ceci d'autant plus que les étrangers ne passent pas volontiers leurs ordres de Bourse à Paris. Londres et Amsterdam, places accueillantes sous un régime libéral, bénéficient du courant détourné de nos marchés. Enfin il est un point particulièrement sensible à tous ceux qui traitent des affaires en France. C'est l'arrondissement à un multiple de 20 francs.

2° L'ARRONDISSEMENT A 20 FRANCS. — La loi du 5 juin 1850, article 14, alinéa 2, avait spécifié que, en ces matières, il y aurait lieu d'appliquer les règles suivies par l'Enregistrement.

Aujourd'hui, l'on en est arrivé à arrondir non pas l'impôt total à une somme multiple de 20, ce qui revenait à accroître la dette d'une somme fréquemment minime, mais à percevoir cette augmentation

sur chacun des titres soumis. Si, par exemple, la formalité est perçue sur 1.000 titres de un dollar et que le dollar soit coté à 29 francs, c'est 1.000 fois sur un dollar à 40 francs que la différence jouera. Ces écarts sont d'un seul coup considérables.

Prenons l'hypothèse suivante : La livre sterling est cotée à 141 francs, par exemple. Un titre d'une livre devrait payer à 4 %, 5 fr. 64 pour acquitter le droit.

Mais l'arrondissement au multiple de 20 francs supérieur fait payer par le contribuable 6 fr. 40, soit 76 centimes de supplément. Si 100.000 obligations de 1 £ sont introduites sur le marché, ce qui n'est qu'une émission relativement faible, 14 millions étant pour un marché comme Paris, une somme immédiatement absorbable, l'écart entre le paiement théorique et le versement réel sera de 76.000 francs. Au lieu de 564.000 francs, les frais généraux à prévoir seront de 640.000. La différence est relativement peu importante, mais elle existe cependant. Les hommes d'affaires étrangers sont exaspérés incroyablement par de pareilles mesquineries.

Pour se permettre de telles superfluités fiscales, il faut être dans une position inattaquable et pouvoir dire : « Je vous suis indispensable, vous n'avez qu'à en passer par là ou renoncer à nous, ce que vous ne pouvez pas. Donc, soumettez-vous ».

Or précisément, ce n'est pas le cas. Ceux qui se soumettent se sont, tout d'abord, vu refuser le crédit de places plus généreuses, mais plus circonspectes.

La France est un pis-aller, pour ceux qui sont dans le dénuement. Pour les entreprises solides, qu'il faut rechercher, rien de semblable. Elles n'ont que l'embarras du choix, Amérique, Hollande, Angleterre se proposent à elles. Nos acheteurs sont ainsi mal placés pour profiter des émissions intéressantes. Ils paient le droit étranger, puis le timbre français. Insuffisamment documentés, ils achètent plus cher, donc à égalité de prix en moindre quantité, et moins souvent.

Nous avons indiqué dans l'Introduction quel désavantage écrasait les titres à faible revenu; il est naturel d'ajouter que, normalement, l'épargnant moyen s'approvisionnera sur le marché local, en évitant la spéculation au loin.

Que trouvera-t-il à sa portée immédiate ? Les mauvais placements que nous avons déjà pu signaler, au début, et immédiatement *supra* ; ce sont les obligations Kreuger, les emprunts russes, mexicains, les fundings yougoslaves, brésiliens et argentins, uruguayens ou chinois. Les emprunts de Grande-Bretagne ne figurent pas souvent dans les portefeuilles français, pas plus que les actions Standard Oil, Shell ou U. S. Steel ou American Can, il y foisonne, par contre, des titres sud-américains, balkaniques et extrême-orientaux. C'est l'échec de la méthode, l'inutilité d'une innovation qui, après huit ans, aurait dû régénérer l'épargne française à l'étranger. Le procédé, nous le croyons, reste bon. Mais il faut réduire le montant du droit. Il faut surtout se rappeler la base de l'économie politique. Adam Smith disait

déjà que l'impôt doit être facilement compris par le contribuable. Revenons à cette sage maxime, et ne tuons pas la matière imposable.

3° LA LOI SUR LE DÉSABONNEMENT. — Une autre faute concourt encore à empirer cette situation déjà mauvaise. C'est l'attitude de l'Enregistrement. Rappelons brièvement le principe de la perception. L'article 8 de la loi du 31 juillet 1929 établit le nouveau régime comme suit : « Les titres des Sociétés qui se désabonneront postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi seront exonérés du droit de timbre ou le supporteront *au tarif réduit* de moitié selon que l'abonnement remontera ou non à plus de 10 ans ». Les conditions dans lesquelles la loi a été votée sont connues. Il était entré quelque temps auparavant en France, des quantités considérables de valeurs pétrolifères hollandaises, ainsi que des actions canadiennes et nord-américaines. Les procédés de fraude étaient simples : dépôt exonéré du timbre dans une banque, vente à l'amiable par démarcheurs, hors bourse, retrait du dépôt par l'intermédiaire. Quelques procès correctionnels avaient condamné à des amendes un nombre restreint de courtiers. Les Chambres s'étaient émues. La Commission pour la protection de l'Épargne avait émis l'avis que les charges et inconvénients du régime fiscal obéraient tellement les entreprises qu'elles recherchaient d'autres marchés financiers. L'épargne française était mal employée ou s'expatriait pour faire ses achats ; la loi de 1929 fut adoptée pour simplifier l'accès de nos Bourses aux firmes nou-

velles et améliorer, au profit des porteurs français exclusivement (art. 8 *in fine*) la situation des entreprises qui étaient déjà sur la place (1).

Donc, l'esprit était au libéralisme. L'on pouvait penser que la loi accordait le droit de se désabonner et qu'il fallait interpréter largement ce texte si conforme à l'intérêt des porteurs français.

4° SON CHAMP D'APPLICATION. — L'Administration a préféré construire une théorie juridique qui confirmât sa routine. Voici la thèse : « La loi, dit-on, n'est pas rétroactive. Donc, les contrats perpétuels, signés avant sa promulgation, ne sont pas touchés. Ne pourront se désabonner que les Sociétés qui, dorénavant, s'abonneront depuis la date de la mise en vigueur du texte. Celles qui sont actuellement abonnées demeurent tenues par leurs engagements ». De pareils arguments sont éminemment contestables.

Le régime de l'abonnement se concevait avec un monopole de droit sur les marchés. La disparition de cette cause essentielle modifie l'accord des parties. Il faut donc tacite reconduction pour que l'abonnement subsiste, ou dénonciation du contrat. Mais celui-ci ne peut survivre en son état d'origine. La Régie s'est d'ailleurs rendu compte de la faiblesse de cette théorie. Elle avait décerné des contraintes. Mais sur les oppositions signifiées, nous ne connaissons pas de décision des Tribunaux. Or, depuis 1929, la péremption d'instance, et même la prescription

(1) Cet état de choses a d'ailleurs continué, cf. Vol., novembre 1934, sur les dépôts frauduleux et le manque de moyens de contrôle de protection du Trésor qui s'y révèle, R. E. 10404.

de l'action ont joué. L'on peut considérer vraisemblablement sur ce point le débat comme vidé. Mais il en est un autre. En admettant que le droit de se désabonner existe, faut-il ratifier la situation des firmes qui ont rompu unilatéralement le contrat dès avant 1929 ? L'Administration exige au moins le paiement de l'arriéré jusqu'à cette date, au prix d'abonnement, avant de se livrer à tout examen de la question. Cette argumentation est irréfutable. Peu importe que par le paiement d'une somme plus considérable — timbre au comptant, impôt sur le revenu majoré — l'Etat soit rempli de ses droits, il y a lieu de constater qu'en théorie, le raisonnement de la Régie est entièrement fondé. Economiquement et politiquement, il est absolument faux. Quel est le but ? Rappeler l'argent étranger à Paris, alléger le paiement pour le porteur français, rendre à notre capital son rôle financier mondial.

De pareils procédés deviennent alors insoutenables. C'est exactement le contraire qu'il faut faire. Le droit n'est pas une fin en soi, mais un moyen. Tel qu'il serait appliqué, il serait destructif. Et l'économie a dû primer le législatif. En fait, les porteurs français peuvent bénéficier des mêmes avantages pour les valeurs irrégulièrement désabonnées que pour les autres⁽²⁾.

Le droit au désabonnement a donc été fixé par l'article 8 de la loi du 31 juillet 1929. Il a été précisé par l'Instruction 4034 (voir § 6, dans R. E. 9034,

(2) Cf. R. E. 9504, IX, R. M. F. à Question 11134 le 15 janvier 1931, par M. Guernier, député, qui semble résoudre ainsi cette si importante question.

§ VI). Le régime, on l'a vu, n'existe que pour favoriser les porteurs français.

C'est ainsi que le désabonnement n'est pas possible pour les Sociétés qui ont accepté de prendre à leur compte les impôts français, et qui remettent un paiement net de toute charge en échange des coupons. C'est ainsi également que nous avons relevé le traitement favorable de fait en cas de désabonnement irrégulier.

5° LE CALCUL DU DROIT. — Ces principes étant posés, il faut examiner le domaine de la pratique. L'impôt du timbre est de 4 %, l'arrondissement de l'unité taxable à un multiple de 20 francs, constant. Le droit s'applique sur la valeur nominale du titre, action ou obligation, et au besoin sur les coupons, si ceux-ci sont mis dans le cas d'avoir à payer le prix de la formalité.

Au cas où la valeur de base n'est pas mentionnée, c'est-à-dire si l'action n'a pas de capital nominal, les parties doivent remettre au préposé une déclaration estimative de la valeur. Le mode de calcul a été souvent discuté, l'Enregistrement prétendant qu'il existe toujours un moyen de contrôle. Pour documenter ses agents, l'Administration publie, selon les directives de l'Instruction 3947, un bulletin mensuel contenant le cours moyen des valeurs non cotées à Paris, vendues hors cotes et les prix moyens de Londres, New-York et Bruxelles. Telle devait être la base de la déclaration estimative. Mais, devant les réclamations et à propos d'une modification survenue dans une Société belge une solution du 14 mai

1937 a modifié comme suit la doctrine administrative. Quand il y a capital social et nombre déterminé d'actions, le défaut d'indication de prix est sans importance. Le droit sera toujours perçu sur la valeur nominale réelle du titre, c'est-à-dire sur la somme représentant la part du titre dans la division du capital, après conversion de cette somme en monnaie française suivant le cours du change au jour du timbrage et arrondissement de la somme en francs français ainsi dégagée, à la fraction de 20 fr. immédiatement supérieure.

Il faut par ailleurs remarquer qu'en règle générale, si les modifications du tarif ont été fréquentes, les capitalistes n'ont pas à charge de régulariser leur paiement à chaque augmentation. De même, le timbrage des titres définitifs est gratuit, si le certificat provisoire a payé à sa place et qu'il en est justifié par représentation. Cette disposition, article 21 du C. V. M., les fonds d'Etat en ont bénéficié depuis la loi du 25 mai 1872, article 2. La loi du 28 décembre 1895, article 4, l'a étendue aux valeurs de toutes les collectivités étrangères.

6° RÉPÉTITION DES PAIEMENTS. — En ce qui concerne les paiements faits par erreur, c'est-à-dire lorsque le timbre n'était pas dû, il n'y a pas lieu à restitution. En effet, les principes fiscaux de la stabilité des recettes et de la régularité des paiements, s'y opposent. De plus, l'impôt du timbre est appelé à être payé normalement sur toutes les valeurs étrangères. Dès lors, comme l'empreinte indélébile vaut paiement, aucune répétition n'est possible⁽³⁾.

(3) Sol., 11 mai 1889.

Par contre, l'empreinte reste valable si l'agent a effectué un trop perçu alors que l'excédent est restituable. Si autrefois le timbre était annulé, aujourd'hui cette pratique est abolie, lorsque l'erreur est due à l'agent fiscal ou à l'Administration. Si, par contre, l'erreur incombe au contribuable ou à des événements justifiés ultérieurement, tels que paiements partiels déjà effectués, etc., l'annulation du timbre est la condition du remboursement.

En effet, dans ce cas, c'est l'Etat qui subirait la perte en cas d'augmentation du tarif, sans qu'il eût à se faire de reproche. Il fournirait pour un prix exact des avantages excessifs qu'il importe de réduire vu sa non responsabilité.

Cependant, alors que des titres non représentés et timbrés sur bordereau par exemple, ont été par ailleurs soumis à la formalité, les droits sont restitués, parce que, ici, la perception est double, et, par suite, sans justification. De même est remboursé le paiement des droits versés sur bordereau ou lors d'une énonciation dans un acte, lorsqu'il s'agit de valeurs pour lesquelles il n'y a pas de titre, telles que les rentes anglaises ou hollandaises dont la situation fiscale a été précédemment analysée⁽⁴⁾. Enfin, l'introduction de titres abonnés sur le marché avant l'agrément du représentant responsable, entraîne timbrage. Celui-ci est ensuite, soit remboursé, soit imputé sur les sommes à payer ultérieurement au fisc. En cas de désabonnement, par contre, les sommes perçues d'avance ne sont pas imputées sur le

(4) Cf. p. 98.

montant du timbre au comptant, sauf ce qui a été dit du régime de faveur de la loi de 1929 pour les valeurs abonnées depuis une dizaine ou une vingtaine d'années. Mais il n'y a jamais restitution de sommes régulièrement versées.

Ces difficultés seront d'ailleurs de moins en moins fréquentes puisque la loi du 16 février 1932 a très sagement prévu que toute remise de titres aux parties serait interdite avant le paiement préalable du droit. Dans ces conditions et vu le nombre d'actions qui subissent la formalité pour toutes les raisons déjà vues, seuls subsisteront les problèmes doctrinaux du quantum à verser et autres analogues. Le timbre sera devenu universel et par là, toute cette partie du régime fiscal sera singulièrement simplifiée.

7° L'APPLICATION DU TIMBRE. — Le timbre est délivré de deux manières, soit à Paris, par empreinte sèche à l'Atelier Général du Timbre, soit en province, au moyen du visa pour timbre, car la Régie ne veut pas accepter la responsabilité de déplacer à ses propres risques les valeurs qui lui seraient confiées.

Elle exige par contre des précisions sur la personne du propriétaire: justification d'identité, engagement sous serment que les titres ne sont pas destinés à frauder la loi du 31 mai 1916 sur l'autorisation ministérielle préalable aux introductions massives. Ces spécifications, œuvres d'une circulaire du 12 avril 1930, sont entièrement inutiles. La disposition qui les prescrit est illégale, car aucun texte lé-

gislatif n'a jamais prévu quoi que ce soit sur ce point. Nous touchons ici aux manifestations fâcheuses d'une administration tâtilonne. Ces mesures font partie d'un système d'inquisition dont l'efficacité est singulièrement contestable. Les fraudeurs qui veulent inonder le marché de titres introduits irrégulièrement ne vont pas demander l'application de la loi. Le second détenteur seul se livrera, et à ce moment, ou bien le responsable aura disparu, ou bien son délit sera prescrit. Ne vaudrait-il pas mieux ouvrir largement aux contribuables l'accès d'une caisse si profitable ?

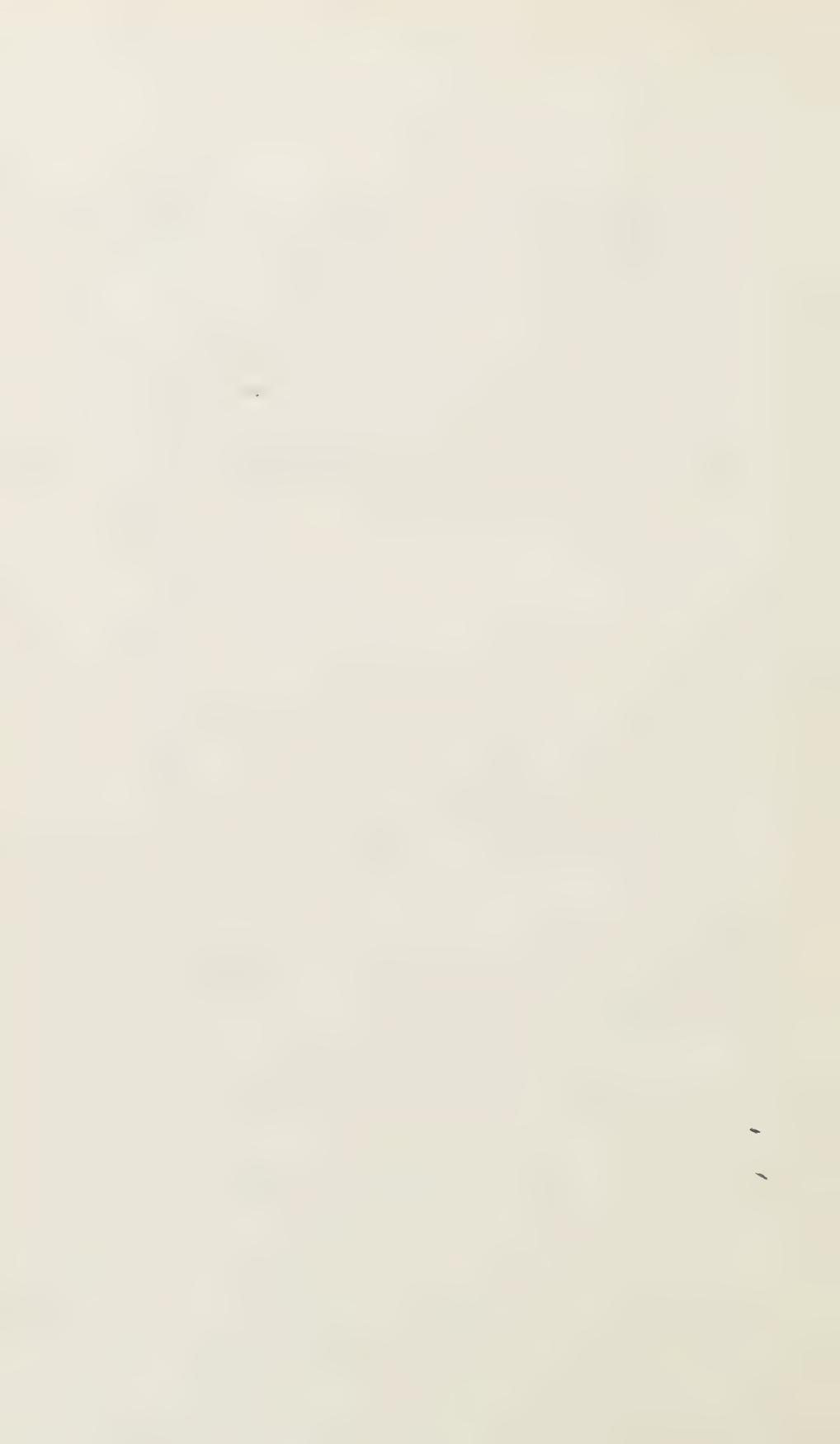
8° LES DÉGRÈVEMENTS. — Il reste enfin une modification notable à signaler en ce qui concerne l'assiette de l'impôt. L'article 43 § 1 de la loi du 29 mars 1914 ⁽⁵⁾ rappelle que le droit est assis sur la valeur nominale des titres. L'article 23 de la loi du 30 décembre 1928 a assimilé les Fonds d'Etat aux autres valeurs en ce qui concerne le régime fiscal ⁽⁶⁾. En vertu des mêmes textes, un régime spécial a été établi en cas de dépréciation excessive des valeurs. Les titres tombés à un cours moyen de 50 % inférieur à leur nominal dans l'année précédente, lorsqu'ils sont cotés, et, s'ils ne le sont pas, aux 3/4 du pair le jour du fait générateur, d'après la déclaration estimative justifiée des parties, paient l'impôt à ce prorata, afin d'éviter des perceptions trop lourdes. Il faut remarquer la situation relativement plus favorable qui est faite aux porteurs de titres cotés. Cette anomalie ap-

(5) C. V. M. 20.

(6) Voir Instr. 4020-6, R. E. 8899 et 8900, VI.

parente s'explique aisément, car dans cette hypothèse, l'Instruction 3947 déjà citée donne aux agents de l'Administration un moyen de contrôle.

L'ensemble de cette théorie sur le paiement des droits vaut aussi bien pour les Fonds d'Etat. Nous signalerons ultérieurement les différences qui peuvent se présenter, lorsque, après l'étude du grave problème des changes, nous passerons à un domaine exclusivement politique, les fundings d'emprunts d'Etats.



CHAPITRE VI

CALCUL DU CHANGE

1° LE PROBLÈME DU CHANGE. — Nous avons étudié successivement dans quelles hypothèses les valeurs mobilières étrangères non abonnées étaient tenues à l'impôt, quel était le tarif auquel elles étaient soumises, son mode de calcul et l'application pratique des principes. Il nous reste à examiner la partie la plus importante au point de vue matériel de cette étude. Sachant quand on doit payer et combien il faut proportionnellement verser, quelle est la base de la taxe ? C'est tout le problème du change qui se pose avec ses données typiquement contemporaines. Là est l'élément essentiel de l'inquiétude d'après guerre ; là, la cause de ces manques de confiance internationaux qui ont été signalés au début de cet ouvrage.

Ce malaise n'a pour ainsi dire jamais été éprouvé avant la guerre. Les changes chinois, mexicains ou balkaniques pouvaient être bouleversés par des révolutions chroniques sans que l'équilibre du monde fût altéré. Mais ces derniers 20 ans ont fait assister à l'effondrement du mark, du franc, de la lire, du dollar, du florin et de la livre sterling. Les données stables du monde sont devenues relatives. Les finances du

globe sont jetées aux quatre vents. Les lois elles-mêmes, qui jadis étaient gravées sur la pierre, doivent être modifiées sans cesse. Il a fallu établir ce qui est par essence définitif par rapport au provisoire. De nos jours, l'Administration qui a connu la parité légale du franc à 25 francs pour la livre, a successivement adapté ses tarifs à 75, 90, 50, 126, 75, 100, 120 et 160 francs. Et de plus, les devises sont, de par leur définition présente, flottantes.

L'on conçoit que de telles situations soient à la fois fausses et difficiles. La législation est toujours ainsi faite qu'elle statue dans le présent pour l'avenir. Et ces errements rendent l'application d'autant plus délicate que souvent des susceptibilités internationales sont en jeu, notamment en ce qui concerne les devises bloquées (*).

2° LES SOLUTIONS APPLIQUÉES. — Les valeurs étrangères émises en France peuvent être libellées de trois manières différentes : en francs seulement, en monnaie étrangère ou d'une façon intermédiaire.

A. — Si l'énonciation est faite simplement en francs français, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse d'une émission exclusivement réservée à la France. Souvent ce sera l'œuvre d'une société désabonnée et les titres bénéficieront du régime de faveur de l'article 8 de la loi de 1929, 1/2 droit ou timbre gratuit. Ou bien, l'Etat, s'il s'agit de lui, aura payé le timbre par avance, comme l'ont fait la Russie (4 1/2 % en 1909), la Yougoslavie, le Japon, etc... Dans les cas ex-

(1) Cf. p. 123 et 132.

ceptionnels où l'impôt restera à la charge de particuliers, il faut distinguer des alternatives.

1° S'il ne s'agit pas de francs-or, c'est à dire de francs-germinal, il n'y a pas de précision, et l'interprétation sera valable qui ramène le nominal de la dette à son équivalence en francs-papier. Dans ce premier cas, l'impôt ne justifie pas de commentaires particuliers. Il est perçu sur la valeur.

2° La question des francs-or est par contre extrêmement difficile à résoudre, car il s'agit de concilier des données antinomiques. Trois cotations différentes sont proposées : la première est la parité intérieure de germinal, restée inamovible, la deuxième, la valeur-or, la troisième, la garantie de change. La première hypothèse est facile à résoudre, car les lois monétaires ayant modifié le rapport franc et or, le bénéfice de la dévaluation est imposable.

La troisième manque de cette précision qui est nécessaire dans ces sortes de calculs. Le rapport des monnaies étrangères et du franc est un quotient sans cesse variable suivant les cours des changes, différents actuellement tous les jours. Reste donc l'obéissance à la loi monétaire, qui depuis la dernière dévaluation de notre monnaie est *à priori*, impossible. En effet, le franc peut varier entre deux points extrêmes. Lors du paiement au Trésor, faudra-t-il prendre pour base la valeur moyenne du franc la veille, ou son cours du mois précédent ? Ceci revient à dire que nos compatriotes doivent considérer leur propre monnaie comme une devise étrangère. Mais c'est la seule base logique de tout calcul. Cependant, le fisc

a essayé de faire disparaître cet élément vexant de l'imprécision en paraissant coter l'incertain.

Ce mode de cotation présuppose que la valeur de la monnaie nationale reste fixe. On imagine que le franc est stable et par suite on s'appuie sur l'article 6 de la loi du 30 janvier 1926⁽²⁾. Les parties font une déclaration estimative au jour du fait générateur. L'Instruction 3887⁽³⁾ précise que cette déclaration doit concorder avec le cours moyen de la monnaie étrangère, selon la cote de Bourse. Si la présentation du titre à la formalité est volontaire, le cours moyen officiel de la veille est pris en considération. C'est ainsi qu'il a été possible de se tirer d'un pas difficile. Techniquement d'ailleurs, ce système laisse beaucoup à désirer car si le franc seul baisse, le paiement est fait comme si les charges montaient, alors que les rapports entre les autres devises restent identiques. Il y a là un supplément de perte dont il n'est pas tenu compte au contribuable et qui est différent de la modification du change international. L'oscillation est ainsi dédoublée, et les frais de timbre également.

Tout se passe comme si l'on réglait le timbre sur la base de l'or avec une monnaie papier et c'est bien ce qui a lieu.

Des procédés pareillement empiriques ne peuvent réussir. Les impôts doivent être fixes et connus de tous. Ils doivent être calculés et vérifiés aisément par chacun, ainsi seulement le rendement en sera bon et

(2) C. V. M. 20.

(3) R. E. 8290.

le mécontentement disparaîtra. Ce n'est pourtant pas ce qui se passe actuellement. A trois jours d'intervalle, deux capitalistes présentant un nombre égal des mêmes titres, paient un impôt différent. L'un d'eux est désavantagé. La perte qu'il subit ne peut être regagnée à la vente, ou, si elle est amortie, son concurrent touchera une prime inattendue. L'Etat de toutes façons aura bénéficié en spéculant sur le change. Cette espèce de jeu de contre-partie est au moins immoral et de tels procédés sont à éliminer impitoyablement d'un régime fiscal.

Le fait même de l'égalité doit dominer les taxes de consommation. Il faut que le timbre reste fixe. La stabilité des changes ou de l'imposition doit être établie pour que le marché financier français soit régénéré.

B. — Si la valeur étrangère est énoncée dans sa monnaie nationale, la solution est très simple car la loi de 1926 et l'instruction 3887 ont posé pour tous les cas des modes de calcul précédemment examinés; le cours de base est celui du jour du fait générateur, et pour les présentations volontaires, celui de la veille. Bien entendu, les objections que nous avons cru devoir présenter sur le manque de fixité de l'impôt conservent ici leur poids.

C. — Il arrive fréquemment que des obligations soient libellées en plusieurs monnaies. Lorsqu'une ville étrangère fait sur plusieurs places à la fois un emprunt international, il est normal qu'elle reproduise sur les coupures le prix à payer par les souscripteurs. L'intérêt des prix énoncés varie suivant les

modalités du paiement. Il existe d'abord des valeurs internationales à change non préfixe.

1° L'obligation peut être libellée avec stipulation de remboursement en France à 500 francs, et à un prix correspondant à Londres, selon le change. Le paiement est alors immuable, bien que les devises soient différentes. C'est une cote à l'incertain. Ainsi l'impôt est calculé immédiatement, et il n'y a pas de difficulté. C'est la valeur en francs qui est taxable comme le prévoit l'Instruction 3700, § 1 (*). Un système beaucoup plus fréquent a donné lieu à des hésitations multiples.

L'obligation est libellée payable à 500 francs sur Paris, 100 dollars à New-York ou £ 20 à Londres. Quelle est la somme imposable au titre du timbre ?

A priori, le porteur pourra se faire verser 500 francs à Paris, 3.000 francs à New-York, 2.800 francs à Londres au cours du jour. Il n'a d'autre obligation que sa commodité et sa volonté personnelle. Lorsque la parité était indiquée avec un change à l'incertain, il était facile comme nous venons de le voir, de préciser la matière imposable.

Dans l'espèce présente, il n'y a pas de parité statutaire pour les coupons et le remboursement de la valeur. Toute indication d'un paiement en France appelle le règlement sur la base du franc, et c'est sur ce montant que l'impôt sera liquidé. Il ne s'agit ici évidemment que d'une présomption et l'Administration prélèvera ses droits d'après le paiement réel si

* R. E. 1465.

lors du remboursement effectué sur une autre base, le bordereau de la Banque intermédiaire lui procure les éléments nécessaires, à supposer que le titre n'ait pas été timbré jusque-là.

Donc d'une part, en cas de change préfixe, la valeur française sert de base.

D'autre part, dans le régime du remboursement libre, c'est la monnaie étrangère, au cours du jour du fait générateur, ou à celui de la veille de la présentation volontaire qui est prise en considération. Toutes ces observations d'ailleurs restent sous le coup du régime spécial des cas d'espèce et les directives émanent de la politique qui touche de très près aux Fonds d'Etat ⁽⁵⁾. Les principes des solutions en cette matière doivent être suivis également pour les obligations privées. Telle est néanmoins en gros la doctrine du Ministère des Finances. La D. M. F. du 12 mai 1921 vise le point qui touche le remboursement des obligations en francs ou en devises étrangères de valeur équivalente. Celle du 8 janvier 1925 concerne les remboursements en argent étranger et généralement tous les cas où le porteur touchera un incertain. Cette décision est commentée par l'Instruction 3872, § 25 ⁽⁶⁾.

3° LES CHANGES BLOQUÉS. — Cet ensemble de constructions fiscales est absolument indépendant des circonstances étrangères. Un jugement du Tribunal civil de la Seine du 17 mars 1932 ⁽⁷⁾ insiste sur le principe que le montant à payer dépend du change au jour du fait générateur.

(5) V. *infra*.

(6) R. E. 8542, XVIII.

(7) R. E. 1933, Tables, p. 8031, n° 15.

Cette solution comporte des conséquences importantes. En effet, le Trésor ne se préoccupe nullement des frontières monétaires malgré les modifications pratiques qui en découlent. Il n'y aura pas d'allègement pour les porteurs de valeurs italiennes ou allemandes et en général pour les pays à change bloqué.

Leur situation est donc de ne pouvoir se faire régler ailleurs que dans le pays d'origine, des coupons et des titres échus avec de l'argent qu'ils ne peuvent emporter.

Le régime subi est cependant le même que celui des porteurs avantagés par la politique monétaire libérale des autres nations.

Il paraît difficile de suggérer à ces maux un remède. Un dégrèvement favorisant les porteurs peut n'être pas justifié, s'ils ont des intérêts matériels dans le pays et il semble bien que seules des négociations diplomatiques avec réciprocité, puissent améliorer une situation qui aurait peut être pu recevoir une issue par l'intermédiaire de la Banque des Règlements Internationaux.

En ce qui concerne les actions, les calculs sont les mêmes que pour les obligations. En effet, rien ne doit séparer les différents titres, qui sont soumis au même régime.

CHAPITRE VII

LA LIQUIDATION SUR LES FONDS D'ETAT

1° ANCIEN RÉGIME. — Les Fonds d'Etat ont bénéficié dès l'origine d'un régime spécial.

Par respect de l'indépendance des nations étrangères, le fisc français ne pouvait leur demander de s'engager, avec garanties, à payer nos impôts. La courtoisie internationale rendait impossible la vérification des quantités émises. Il fallait renoncer à l'abonnement. Le timbre fut payé au comptant.

La loi du 13 mai 1863 spécifie que le paiement est dû préalablement à la transmission, l'amende étant de 10 % à la charge du propriétaire et de l'officier public ou de tout intermédiaire. Il était évidemment impossible de considérer l'inscription à la cote comme fait générateur, car le refus d'inscription eût été une discourtoisie. Donc le Trésor dut se rabattre sur la transmission pour frapper les titres. La loi du 30 mars 1872 ajouta les autres faits générateurs de l'époque au précédent. La loi du 25 mai de la même année assujettit l'émission en France à la déclaration préalable 10 jours avant le commencement des opérations et établit la nécessité de faire timbrer les titres avant de les remettre aux propriétaires sous

peine d'une amende de 5 % avec minimum de 5 francs, par infraction. Enfin la loi du 29 juin 1881 autorisa les parties à user du timbre à l'extraordinaire.

Les tarifs changèrent de nature avec la loi du 28 décembre 1895 dont l'article 3 créa le droit proportionnel de 0,50 % en remplacement de l'ancien droit gradué.

Les lois des 30 janvier 1907 et 4 avril 1914 assimilèrent les Fonds d'Etat et les sociétés étrangères, l'article 13 de la loi du 30 décembre 1928 créa pour les Fonds d'Etat le régime du droit réduit en cas de descente des cours au quart ou à la moitié du nominal.

2° LE PAIEMENT AVANT DÉLIVRANCE. — Ainsi que l'on peut s'en rendre compte par ce bref résumé de la Législation, le régime des valeurs privées et des emprunts d'Etat est au point de vue liquidation, comme en ce qui concerne le fait générateur sensiblement identique. Le droit est toujours dû, si la souscription a été effectuée en France, même si elle est faite pour le compte de capitalistes étrangers.

Nos principes fiscaux ne prévoient même pas en ces matières un dégrèvement qui appellerait vers la place de Paris un surcroît d'activités internationales.

Mais une tentative intéressante a été faite par la loi du 20 mars 1914.

L'introduction sur le marché ne peut être effectuée qu'après le paiement du timbre, et l'Instruction 2953 de l'Enregistrement précise que la responsabilité de cette exécution incombe aux intermédiaires qui écoulent les titres ou créent le marché. L'on ne pouvait

songer à réclamer directement l'impôt aux gouvernements emprunteurs, dont certains cependant l'ont pris volontairement et préalablement à leur charge, comme ce fut le cas pour la Russie ou la Yougoslavie.

Cette innovation a été suivie par la loi du 16 février 1932 qui a généralisé la portée et les modalités de la mesure. Nous avons dit tout le bien qui pouvait en être attendu, lorsque les marchés français reprendront leur liberté, et que l'autorisation préalable à toute émission — autorisation en fait refusée — sera supprimée.

Il faut enfin noter que pour le remboursement et la conversion des titres, ainsi que pour le service financier, la déclaration antérieure de 10 jours, est exigible. Il ne s'agit pas, comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, des opérations financières isolées, au sujet desquelles le timbre est certainement dû, mais bien de ces introductions massives interdites par la loi de 1921 sans l'approbation ministérielle et que l'Administration vise dans la formule de serment signée lors de l'accomplissement de la formalité.

3° LES DIFFICULTÉS PRATIQUES. — Le régime fiscal est identique: même tarif, même imputation des sommes déjà payées, même régime du change.

Cependant, là se sont élevées de grandes difficultés. Beaucoup de titres d'emprunt sont émis en plusieurs langues, avec plusieurs changes préfixes. Le porteur a un choix qu'il est libre d'exercer, et la Régie ne peut en préjuger lors de la survenance du fait générateur. Et d'autre part il est impossible de prévoir deux

poids et deux mesures pour les mêmes valeurs. Des cas d'espèce vont préciser le dilemme.

A. — La Colombie a émis en 1911 un emprunt remboursable en livres sterling ou en francs français. Comme il s'agissait d'après le libellé de francs-or, la Régie a perçu le droit de timbre sur la base du franc de Germinal ⁽¹⁾. Cette solution est évidemment rémunératrice, mais elle porte un tort grave à ceux des propriétaires qui font timbrer leurs titres maintenant, alors que de nombreuses dévaluations leur imposent une charge accrue par rapport aux porteurs qui ont acheté des titres timbrés à une époque voisine de l'émission.

B. — Le Japon a émis un emprunt 4 % par tranches nationales française et anglaise. Il a d'avance pour la partie française réglé la totalité du timbre. Aussi lorsque la formalité doit être accomplie, il ne peut s'agir que d'une valeur de la tranche anglaise, et le droit est calculé au cours de la livre sterling ⁽²⁾. Bien entendu, tous ces titres jouissent des mêmes prérogatives et le fait d'appartenir à des tranches différentes n'implique absolument aucune différence dans le traitement des valeurs pour ce qui est des remboursements futurs.

C. — Pareille contradiction ne peut s'expliquer que par le fait que l'impôt de la tranche française avait été préalablement payé par le Japon. La Chine pour son Emprunt de Réorganisation 5 % 1913, n'ayant pas

(1) Réponse du Ministre du Budget à M. Clouzeau, député, *J. O.*, 11 novembre 1932, Chambre des Députés, Débats, p. 3025.

(2) Loi, 31 août 1924.

eu pareil souci des obligataires, ceux-ci paradoxalement y ont gagné un traitement plus avantageux.

Les titres sont remboursables à un change préfixe à savoir 20 livres sterling, 409 marks, 505 francs, 189 roubles 40 ou 195 yen 92. Les émissions faites en tranches nationales ont circulé à travers le monde et leur répartition géographique originelle a été bouleversée. Il était à peu près impossible au Trésor français de calculer le droit de timbre exigible, d'après les cours relatifs, le rouble et le mark ayant disparu, la livre, le yen et le franc étant très déplacés par rapport à leurs proportions d'avant guerre. Aussi une solution du 21 août 1924 a-t-elle prescrit de percevoir l'impôt sur la valeur française de 505 francs. En effet, puisque le porteur pourra se faire rembourser où il voudra, la Régie ne peut pas lui imposer un choix. Elle a donc pris l'hypothèse du paiement dans sa monnaie nationale.

D. — Une solution du 12 mai 1927 a adopté le même principe pour l'ancien 7 % Egyptien 1876 devenu en 1887 le 4 % Egyptien Unifié. Les titres libellés en français et en anglais prévoient la mise en paiement pour un capital de 100 £ ou 2.500 francs, de coupons de 87,50 ou £ 3-10 s. à Paris, Londres ou le Caire. Devant ces données si larges, le paiement a été réclamé sur la base de 2.500 francs, tout paiement or étant exclu.

Les principes sont donc ceux qui ont été indiqués précédemment, bien qu'il y ait lieu de préciser toutes les réserves relatives aux cas particuliers.

4° LE RÉGIME THÉORIQUE. — Le problème du 4 %

Egyptien Unifié contient un facteur nouveau qui a consacré pour les fonds d'Etat une difficulté, développée surtout après guerre. Le régime fiscal est calculé sur la base constante d'un emprunt émis à un prix de souscription précis, remboursable avec ou sans une prime connue, et avec stipulation d'un intérêt convenu. Comment faut-il agir s'il apparaît brusquement des changements, qu'ils soient profonds ou accessoires.

En principe, toute modification entraîne changement du titre ou de ses caractéristiques. De là, naissance d'un droit de timbre nouveau. Mais, outre les changements connus de tous temps, l'époque contemporaine a inventé des formes gouvernementales d'insolvabilité. Celle-ci relative ou absolue a entraîné des désastres pour les porteurs. Faut-il obérer encore plus leur situation par l'application d'un tarif nouveau supplémentaire si un mode de paiement est proposé. Il est curieux de mesurer la distance parcourue depuis 1890 jusqu'à nos jours sur ce point. Les causes économiques aboutissent à l'émasculatation complète d'une Législation. Alors qu'il y a un fait générateur précis et indiscuté, le Trésor doit renoncer à sa perception pour des considérations de simple fait.

Avant la guerre, le principe de la novation fiscale par modification d'un élément essentiel du titre était définitivement acquis. Si le renouvellement pur et simple pour recoupponnement donnait droit au timbre gratuit, par contre la consolidation entraînerait le paiement de l'impôt. Le 2 3/4 % Anglais rem-

placé par un 2 1/2 % en 1888 fit que les titres nouveaux durent payer la formalité. Une D. M. F. du 14 janvier 1895 prescrivit la même règle pour la consolidation du 4 % Italien qui prenait la place du 5 %. Le 4 % net d'impôts de 1899 Italien se substituant au 5 % brut subit la même règle.

L'estampille constatant la modification ou la consolidation, comme le changement de grosses coupures contre plusieurs obligations moindres d'un total équivalent, donnaient lieu à la perception de l'impôt. A propos de cette dernière opération, le Tribunal de Sedan, par jugement du 3 novembre 1896, avait donné tort à la Régie en déclarant que les éléments essentiels de la dette étaient restés les mêmes. L'Administration se pourvut en Cassation; elle alléguait dans son mémoire que le timbre étant impôt de consommation, la modification survenue du fait de l'échange d'une seule coupure contre plusieurs, entraînait la nécessité de l'acquitter à nouveau. La partie gagnante, sur admission du pourvoi, renonça à se prévaloir du jugement attaqué, qui fait ainsi jurisprudence à *contrario*. Une décision du Ministre des Finances en date du 28 février 1907 prescrivit de prendre les arguments du mémoire comme règles de perception. Ce raisonnement nous paraît justifié, car il ne peut être contesté que la théorie du maintien de l'obligation sous une forme différente est exclusivement civile. Or, en droit fiscal, le timbre est éminemment un impôt appuyé sur une donnée matérielle. La gratuité de la formalité en cas de recouppement est une exception qui est excusable pour des raisons

de commodité. Mais, à de telles modifications, doit s'arrêter l'immunité. Le changement de valeur est une novation fiscale au regard du timbre. C'est un des nombreux cas de différence entre le droit civil et le droit fiscal ⁽³⁾.

5° LES CARENCES INTERNATIONALES. — Tous ces principes orthodoxes restent applicables en théorie. En fait aucune évolution jurisprudentielle n'a eu lieu et un procès sur ces points aurait la même issue qu'autrefois. Mais c'est la tendance législative qui s'est modifiée du tout au tout.

Significativement, en même temps que les taux ont été aggravés, les exemptions se sont créées et foisonnent. Il faut avouer que dans la situation des porteurs, la carence de beaucoup d'Etats a posé de tels problèmes, que la mansuétude gouvernementale paraît surtout de l'équité.

La non-exécution des obligations contractées semble devenir une règle de droit international.

Depuis la guerre, l'Allemagne a refusé de payer ses dettes aux anciens alliés; la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie ont fait un moratoire définitif des créances américaines. Mais en dehors de ces dérobades des Etats entre eux, il est d'autres procédés de banqueroute plus faciles. M. Venries de la Guillaume, dans son ouvrage « L'Impôt sur le Revenu des Fonds d'Etat étrangers », constate six faillites en Europe vis-à-vis des porteurs — il en est survenu d'autres depuis la publication de son livre — et groupe

(3) Cf. Pilon, op. cit., ch. I, S. VI.

toute l'Amérique latine en une seule section. Car dans ces pays, le funding paraît être plus la règle que l'observation des contrats. Il existe deux procédés commodes pour dégrever le budget national de la charge des emprunts extérieurs. Autrefois le pays tâchait d'améliorer le cours de ses rentes et une fois que le pair était dépassé, il convertissait ou remboursait.

L'Angleterre et la France ont dans les dix dernières années procédé à de semblables opérations. Mais il est un système plus pratique en réalité pour en arriver aux mêmes fins. Une loi est passée, réduisant le taux de 7 1/2 % à 4 %, et plaçant le taux de l'intérêt, symbole du mauvais crédit du pays, à égalité avec celui des nations solvables. Puis des négociations internationales s'ouvrent qui sont en général sans grand effet. Quelques avantages sont consentis ; la réduction est maintenue.

Le second processus est plus facile encore. Une loi déclare un moratoire des paiements. Au bout de quelques années, on offre aux associations d'obligataires des titres de capitalisation avec ou sans intérêts, représentant la somme qui leur est due et payables en 10 ou 20 ans. Cela s'appelle faire un funding, et peut être étendu par les Etats, même aux créances privées des commerçants. Il est difficile au Trésor français dans ces deux hypothèses de prélever encore le lourd impôt du timbre sur ses nationaux ainsi éprouvés. Des solutions d'allègement ont été réclamées et le Gouvernement s'y est résolu à plusieurs reprises.

6° LE RÉGIME DES FUNDINGS. — Voici, avec quelques

exemples typiques, les situations qui ont été faites aux détenteurs français.

A. — Une D. M. F. du 31 octobre 1933 et une circulaire de la Direction Générale de l'Enregistrement du 18 décembre 1933 ont précisé que le Gouvernement Yougoslave faisait un funding et qu'il prenait à sa charge l'intégralité du timbre. Dans ces conditions, même les coupures fractionnaires timbrées échangées contre des obligations de 250, 500 ou 1.000 francs doivent être timbrées gratuitement.

B. — Le Brésil, d'autre part, était débiteur de nombreux emprunts conclus en or avant la guerre.

Il proposa à ses créanciers de leur verser les intérêts arriérés, partie comptant, partie en coupons avec ou sans intérêts. Pour le 5 % or 1909 et le 4 % or 1910, il paya 1 franc de 1928 par franc germinal, et remit pour 3 fr. 925 le complément sous forme de certificats sans intérêts. Le 4 % or 1911 fut payé à raison de 4 fr. 925 pour 1 franc et déclaré remboursable en trois tranches. Les intérêts sur certaines parties étaient fixés à 5 %. Le 5 % or 1906-1909 et le 5 % or 1910 furent réglés sur la base de 1 franc papier pour 1 franc or et 4 francs papier en obligations 1931 5 %.

Les coupures représentant des soldes d'arriérés inférieures à 250 francs furent simplement timbrées à 0.15 % droit de quittance. C'est là le point intéressant, dans cette opération. Il est normal que sur les obligations cotées et productrices de revenus, le timbre soit perçu, car il s'agit de titres représentant un retard de 250, 500 ou 1.000 francs-or ou 10, 20 ou

40 livres sterling. Mais ce qui est nouveau, c'est ce dégrèvement en faveur des porteurs petits et moyens, ayant placé avant la guerre des sommes inférieures à 5.000 francs-or. La circulaire de la Direction Générale de l'Enregistrement du 18 novembre 1932 (4) est clairement conçue dans cet esprit plus compréhensif. Il est également significatif que la Régie n'ait pas cherché à prélever le timbre éventuellement non payé sur les remboursements d'acomptes.

C. — Mais la législation la plus caractéristique est le décret du 30 octobre 1935, C. V. M. 158 *bis* (5).

Entre 1931 et 1933 certains Etats, notamment l'Uruguay, la République Argentine et le Brésil, ont interdit l'exportation des devises et décrété le moratoire des paiements commerciaux à l'étranger. Une caisse devait amortir en 5 ans des obligations de remplacement 5 et 6 % or. Le décret de 1935 affranchit ces titres de funding de toutes les taxes sur les valeurs mobilières, aussi bien le timbre que l'impôt sur le revenu.

Cette législation, non rétroactive bien entendu, précise d'ailleurs que cette faveur ne joue exclusivement que pour les dettes commerciales de ses nationaux que l'Etat étranger a reprises à son compte, en les réglant par obligations émises par lui. Il ne s'agit donc ni de dettes d'Etat, ni de titres de collectivités publiques ou privées. La Régie ne peut, en effet, s'associer aux risques commerciaux des porteurs. Mais cette intervention, décision dernière d'une tendance,

(4) R. E. 10094.

(5) R. E. 10501.

présente le grand intérêt d'être vraisemblablement le début d'une politique financière. L'Etat semble avoir compris qu'il ne pouvait tuer la matière imposable et que les infortunes financières de ses sujets ne pouvaient être pour lui une source de bénéfices.

7° LES ALLÈGEMENTS FISCAUX. — Cette même préoccupation a joué dans les traités sur la double imposition. Nous n'avons pas à examiner ici l'intégralité de ce problème capital. Mais nous devons constater que la préoccupation de réduire les taxes a joué également pour le timbre. Si les lois concernant les régimes spéciaux des impositions doubles avec l'Italie et la Belgique ne portent pas sur ce point particulier, les traités avec la Tunisie ⁽⁶⁾ et le Maroc ⁽⁷⁾, pays considérés comme étrangers, ont établi un régime tel que le timbre payé au comptant ou par abonnement à l'une des parties contractantes vaut vis-à-vis de l'autre.

Enfin l'article 30 de la loi du 31 juillet 1920, dans l'intérêt de l'épargne, dispense du paiement du timbre les titres représentant les valeurs étrangères déposées dans les coffres des associations pour la défense des porteurs français, groupements fondés pour assurer la concordance et la protection du capital national engagé dans des entreprises déterminées ⁽⁸⁾.

8° CONCLUSION. — Toutes ces mesures, allègement des porteurs d'obligation funding, réduction internationale des taxes ou protection des capitaux investis

(6) Loi du 20 juillet 1932, Inst. 4126.

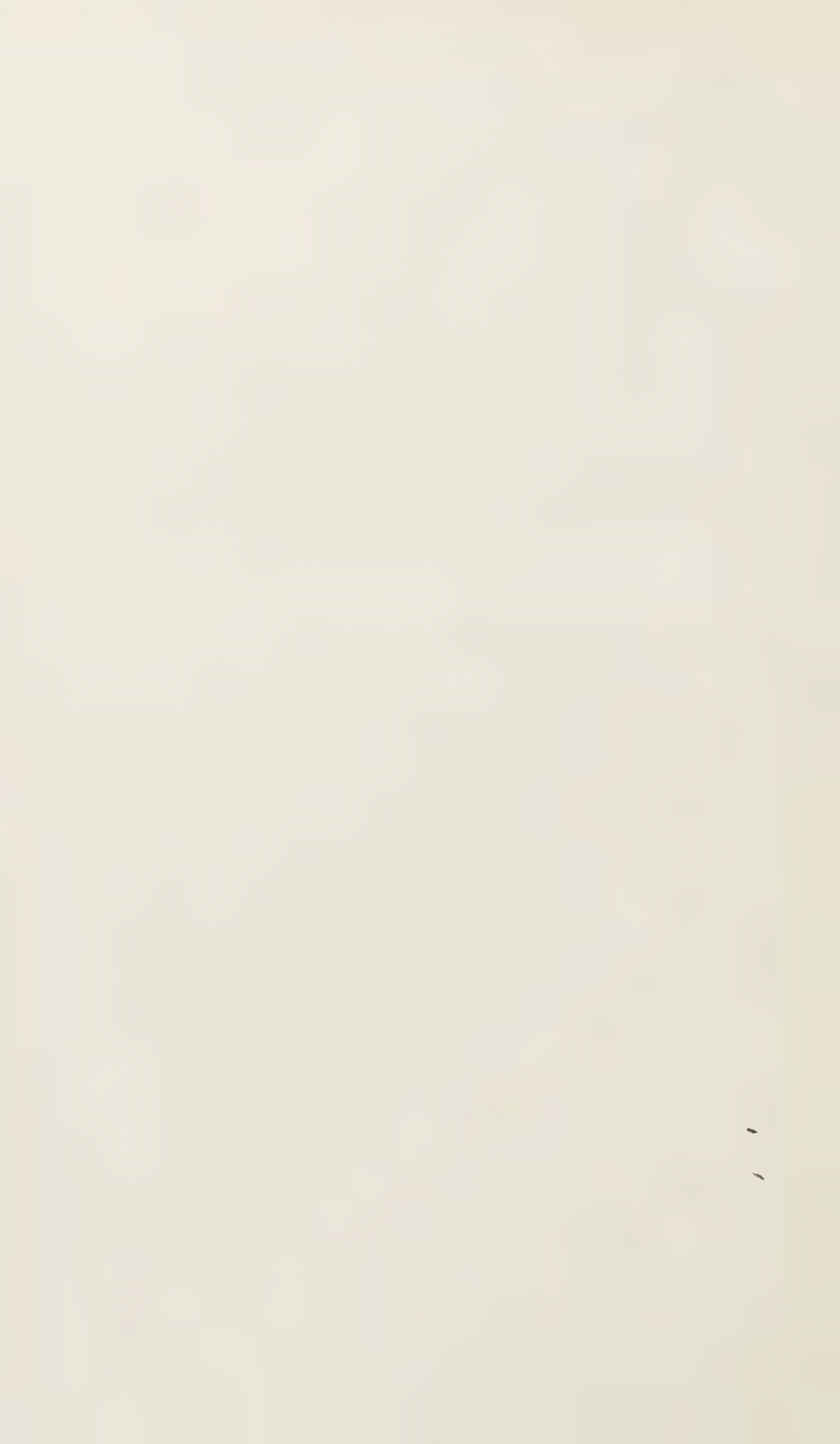
(7) Loi du 14 avril 1933.

(8) Cf. Tribunal de Lyon, 8 décembre 1930, R. E. 10150.

au dehors, malgré leur apparence hétéroclite et parcellaire, représentent assez clairement l'effet nouveau d'un souci de défense dont le besoin était grand. Cette action doit être développée doublement.

Sur le plan financier interne, par des dégrèvements destinés à réduire les proportions du désastre, lorsque les placements sont faits en fonds qui touchent l'intérêt public ; sur le plan politique dans les représentations vigoureuses qui s'imposent à l'égard des Etats débiteurs. A ce prix, la confiance renaitra et l'épargne bien surveillée pourra, par des placements heureux, faire reprendre une place prépondérante aux intérêts français à l'étranger, et rendre au marché de Paris, sa situation internationale actuellement si menacée.

TROISIEME PARTIE



CHAPITRE VIII

LES SANCTIONS ET LEUR PROCEDURE

SECTION A

REGLES GENERALES

1° TARIF DE L'AMENDE. — Le non paiement du droit de timbre entraîne normalement les sanctions sévères prévues par l'article 21 du C. V. M. et étendues à tous les titres par la loi du 25 décembre 1895, article 4. Le montant actuel après fusion du principal et des décimes, selon la loi du 20 juillet 1934, et l'instruction 4174, est de 9 %.

En voici le calcul : au droit s'ajoutent 2 décimes 1/2 provenant des lois du 23 août 1871 et 30 décembre 1873 (1). La loi du 25 juin 1920, article 110, a complété avec 2 décimes 1/2 nouveaux sur le principal, soit 5 décimes, d'où amende totale de 7,50 %. Enfin l'article 3 de la loi du 22 mars 1924 a créé un nouveau double décime sur l'ensemble, principal et décimes, soit 4,50 %. Toutes ces pénalités ont été depuis lors fondues en une seule qui est l'amende de 9 %. La prescription de l'amende reste de 2 ans après que l'Enregistrement a pu constater l'irrégularité, le droit

(1) Art. 8.

de timbre principal restant prescriptible par 30 ans.

La loi du 13 avril 1898 a fait une obligation aux intermédiaires de ne placer les titres qu'après agrément du représentant responsable, mais le régime actuel a fait tomber ce texte en désuétude.

2° LA RESPONSABILITÉ DES INTERMÉDIAIRES. — La cause essentielle des pénalités est l'absence de paiement du timbre, préalablement à l'arrivée du fait générateur. La loi du 29 mars 1914 a définitivement posé le principe, bien que par la suite le tarif ait été modifié. Il est actuellement de 9 %.

Cette sanction atteint solidairement les parties, courtiers, marchands à l'exposition-vente, etc., preneur, sauf son recours, et pour l'amende proportionnelle, les officiers publics.

Ceux-ci : greffiers, huissiers et notaires, outre cette pénalité, sont encore passibles de 100 francs d'amende personnellement pour une énonciation incorrecte. Il est d'usage cependant, si le timbre a été payé antérieurement et que l'officier public en rapporte la preuve, que la peine soit remise. Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une décision gracieuse qui n'atteint pas le droit théorique. L'officier public ne peut dégager sa responsabilité qu'en signalant l'irrégularité fiscale, si elle existe, dans le corps de l'acte qu'il rédige.

Cette même omission est sanctionnée pareillement si le notaire dans un inventaire ne constate pas la situation fiscale des titres qui lui sont présentés (2). Cependant les parties peuvent justifier du paiement

(2) Instr. 3237/3.

régulier dans les délais qui sont accordés. Le paiement seul doit être réalisé dans ces conditions, car le délai ne vaut que pour l'exécution matérielle. Le fait de présenter des justifications tardives ne cause pas l'amende.

Si, par contre, en dehors des cas de non paiement, il y avait insuffisance de timbre, l'amende serait due exactement comme si rien n'était payé et avec la même solidarité.

3° LA RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE. — Les cas dans lesquels l'amende est due le plus fréquemment sont évidemment ceux qui se rapportent à l'énonciation. Nous avons vu ⁽³⁾ que la responsabilité de l'officier public est également engagée dans ces hypothèses. La seule exception que l'on puisse faire valoir en matière de titres qui ne seraient pas des fonds d'Etat est la publication au *Journal Officiel* du nom de ces valeurs, ce qui les classe parmi les titres abonnés. L'officier public n'a alors aucune obligation. Antérieurement à la date de départ de l'abonnement le droit est dû. Après le désabonnement, le droit est dû de nouveau et les amendes également, par conséquent.

Il n'est dû qu'une seule amende comme il n'est dû qu'un seul droit lorsque l'acte d'énonciation est rédigé en double minute ou en double original. L'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 établit en effet que de pareils documents sont réputés uniques, mais le texte même précise que toutes les parties concou-

(3) P. 142.

rant à l'acte, y compris l'officier public chargé de la rédaction, sont solidaires vis-à-vis du Trésor ⁽⁴⁾. Mais il est admis, dans tous les cas autres que l'inventaire si le notaire est responsable et doit payer l'amende de 100 francs en principal et les droits de timbre, que le droit de 9 % reste à la charge des parties personnellement ainsi que l'exige la notion individuelle de la pénalité.

En cas d'inventaire, la responsabilité du notaire est sanctionnée simplement par le paiement de l'amende de 100 francs en principal.

4° SON IRRESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ACTES ANNEXÉS ET DE TESTAMENTS. — Nous avons étudié précédemment la difficile question des énonciations par référence dans les actes authentiques auxquels sont annexés des actes étrangers. Il a été constaté combien est délicate la question de savoir si le droit est dû ou non. Lorsque l'irrégularité de l'énonciation est consacrée définitivement et qu'il appert que le notaire dans l'acte français n'a pas enfreint les règles qui le concernaient directement, il est tenu simplement de payer les droits qui pourraient être dus, mais il ne porte pas la responsabilité d'une irrégularité qui incombe aux parties ; par suite il n'est pas sujet à l'amende.

Parmi les autres énonciations, les unes, que nous avons longuement analysées et au sujet desquelles nous avons indiqué les causes de notre profond désaccord avec les doctrines de la Régie, sont les énoncia-

(4) Tribunal civil de la Seine, 16 juin 1908.

tions dans les testaments et, à l'occasion du décès, l'ouverture des coffres-forts. En ce qui concerne les testaments olographes, l'article 1007 du Code Civil interdit au notaire de refuser son ministère ; l'article 972 lui fait de même un devoir de prendre par dictée les termes du testament authentique ; donc, ni dans un cas ni dans l'autre, il ne sera passible de l'amende de 100 francs s'il se présente une irrégularité. Seule l'amende de 9 % est due par les parties, même dans le cas où le testament serait révoqué. Nous renvoyons sur ce point aux p. 67 et sq. Il en est de même en ce qui concerne les coffres-forts.

5° L'ÉNONCIATION EN JUSTICE. — Les autres énonciations qui provoquent fréquemment des réclamations de la part de l'Enregistrement se rencontrent en matière de procès. L'énonciation pure et simple au jugement, comme celle qui se trouve dans les procès-verbaux d'ordre, entraîne le paiement du droit ou son complément. En cette matière l'amende n'est jamais due, car c'est le juge qui cite les pièces et, représentant le pouvoir judiciaire, il ne peut se mettre en contravention. Les droits sont payables par les parties. Il est à noter que l'arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 11 décembre 1923 ⁽⁵⁾ précise un point intéressant : le droit n'est pas dû à raison de l'enregistrement du jugement, mais sur le vu simple de celui-ci. En raison de ce point particulier, la procédure de contrainte ne peut porter que sur le défaut d'enregistrement et ne sau-

(5) *G. P.*, 24. 1. 395.

rait comporter de la part de l'Administration un chef spécial de poursuites visant le timbre. Pour être remplie de ce droit, elle devra suivre en cette matière la procédure ordinaire qui sera indiquée *infra* (°).

6° LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE. — Si dans ces hypothèses le demandeur ou le conjoint, en cas de liquidation, sont redevables seuls, il n'en est pas de même au cas où l'énonciation a lieu soit dans les qualités, soit dans les assignations ou les conclusions.

Il faut alors prévoir l'amende fixe de 100 francs aux dépens de l'avoué ou de l'huissier qui seront solidaires des paiements à effectuer.

Lorsqu'une mesure d'instruction est prévue, la solution du 9 juillet 1901 exonère l'expert de toute dette, sa mission étant, toutes proportions gardées, comparable à celle du magistrat ; il n'en est pas de même lorsqu'un notaire est chargé de dresser un état liquidatif hors la présence des parties. L'amende fixe lui incombe, mais les intéressés ne doivent la pénalité de 9 % que s'ils approuvent l'état liquidatif soit par eux-mêmes, soit par mandataire régulier et sans avoir formulé de réserves (°).

7° PROCÉDURE. — La procédure se fait par procès-verbal constatant l'infraction. La pièce destinée à servir de preuve est annexée au procès-verbal sauf si le contrevenant le signe et par conséquent fait un aveu. Cependant l'annexion n'est pas nécessaire si

(6) N° 7°.

(7) Solution, 5 juillet 1902.

l'acte visé figure dans un dépôt public, soit par lui-même, soit par une copie en la forme authentique ⁽⁸⁾.

Le tarif à appliquer est celui en vigueur à la date de l'énonciation, car les lois de 1872, 1895 et 1914 ont exigé l'antériorité du paiement.

8° ENREGISTREMENT. — En cas d'enregistrement des titres, le droit de timbre est payable sans supplément. S'il a déjà été payé l'estampille doit être décrite, car autrement l'Administration perdrait par la suite toute possibilité de recours ⁽⁹⁾, mais si l'acte soumis à la formalité constate une cession, l'Enregistrement fait payer en cette occasion le droit de cession indépendant, en supplément.

9° CALCUL DU DROIT. — Pour ce qui est du calcul des amendes, le droit de 9 % est perçu sur la valeur nominale du titre. Le calcul est le même, qu'il y ait insuffisance ou absence totale, mais l'Enregistrement, qui avait émis la prétention de percevoir sur les titres sans capital nominal d'après les cours de bourse, a dû céder et accepter le paiement suivant les règles valant pour l'impôt en principal. Celui-ci a été étudié précédemment ⁽¹⁰⁾. On calcule le taux d'après le quotient du capital initialement énoncé divisé par le nombre d'actions ou leur prorata. L'amende de 100 francs en principal des officiers publics frappe chaque fait constaté et non pas chaque titre. Les mêmes règles sont applicables au minimum de perception de l'amende qui est de 100 francs.

(8) Art. 56, loi 22 frimaire an VII.

(9) Instr. 3291 § 30, R. E. 5027.

(10) P. 111.

SECTION B

REGIME SPECIAL DE CERTAINES PENALITES
EN MATIERE DE FONDS D'ETATS ETRANGERS

1° LE PAIEMENT PAR LES ETATS. — Le régime est en principe le même et aussi bien le montant des amendes que la procédure par procès-verbaux ne présente pas de différence avec ce qui vient d'être vu.

Il faut cependant noter que très fréquemment aucune difficulté ne s'élève au sujet du timbre qui est payé d'avance par le Gouvernement étranger. Il est bien entendu que tous les cas qui vont être examinés ci-dessous dérogent à cette règle et sont par conséquent exceptionnels.

2° LES RESPONSABILITÉS SOLIDAIRES. — Signalons tout d'abord que le fractionnement de 20 en 20 francs n'existe pas en cette matière et que, par conséquent, le calcul se fait sur des prix nets. De même la loi de 1863 avait prévu une amende de 10 % sur la transmission des titres non timbrés. Ce texte est abrogé implicitement.

Ce qui caractérise par conséquent pour les particuliers le régime fiscal des fonds d'Etat, c'est l'application de deux mesures d'un caractère spécial.

L'article 46 de la loi du 29 mars 1914 ⁽¹¹⁾ prévoit une amende de 5 % et les décimes, soit aujourd'hui 9 %, avec minimum de perception de 100 francs contre tous ceux qui ont participé à une irrégularité dans le maniement de titres qui devraient être tim-

(11) C. V. M. 23.

brés. Les officiers publics supportent en outre la pénalité de 100 francs en principal.

Pour les intermédiaires, le défaut de déclaration en cas de publicité, d'émission ou de délivrance, entraîne à chaque fois le paiement de l'amende de 9 % avec, dans la dernière hypothèse, solidarité des preneurs sauf le recours de ceux-ci. Le Gouvernement étranger, en tout état de cause, ne supporte jamais aucune responsabilité.

3° L'AMORTISSEMENT PAR TIRAGE AU SORT. — La deuxième particularité tient à l'amortissement des obligations par voie de tirage au sort. Si le timbre est dû, la régie renonce à demander une amende en raison de l'énonciation au procès-verbal du tirage. Elle se contente du paiement du droit à l'occasion du remboursement.

Le régime des énonciations dans les testaments, le montant des tarifs et leur mode de calcul, les droits d'enregistrement à propos de la cession des titres ⁽¹²⁾ ne présentent aucune modification. De même en cas de dépôt pour conversion ou estampillage aux guichets de la banque qui est le correspondant attitré du gouvernement étranger, aucun droit n'est dû. Par contre, lors de la remise des titres nouveaux, la Régie percevra, si les valeurs nouvelles sont énoncées dans le bordereau qui constate la libération du banquier.

(12) Cf. p. 147.



BIBLIOGRAPHIE

TRAITES ET DICTIONNAIRES D'ENREGISTEMENT ET DE DROIT FISCAL

- GARNIER. — Répertoire de l'Enregistrement, 9^e édit., 1927.
- MAGUERO. — Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement, de Timbre et d'Hypothèques, 3^e édit., 1928-1930, 4 vol. Supplément. 1937, 1 vol.
- NAQUET. — Traité des Droits de Timbre. Paris, 1894.
- PILON. — Principes et Technique des Droits d'Enregistrement. Paris, 1929, 1 vol.
- WAHL. — Régime fiscal des Sociétés et des Valeurs mobilières. Paris, 1909, 2 vol.

OUVRAGES SPECIAUX

- L. SALEFRANQUE. — Le timbre à travers l'histoire ; étude historique et anecdotique. Rouen, 1890.
- M. JOBIT. — Les valeurs étrangères et les lois d'impôt. Paris, 1890.
- BOGEON, DURAN et BOURREL. — Le régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières. Paris, 1935.
- E. VENRIES DE LA GUILLAUMIE. — L'Impôt sur le Revenu des Fonds d'Etats étrangers et des Valeurs mobilières étrangères non abonnées. Elbeuf, 1935.

J. VEYRIERAS. — Questions fiscales intéressant les sociétés. Suivies d'un complément au Traité des taxes de Timbre, de Transmission et du Revenu dont sont redevables les Sociétés. Paris, 1926.

THESE

SAUVANET. — Etude sur la fusion du droit de timbre et d'enregistrement. Paris, 1923.

PERIODIQUES

Revue de l'Enregistrement.

Journal de l'Enregistrement.

Dalloz Périodique (D. P.).

Gazette du Palais (G. P.).

La matière spéciale faisant l'objet du présent travail semble avoir été moins activement étudiée récemment et par le passé que certains des grands problèmes du Droit, aussi l'auteur s'excuse du petit nombre de ses références bibliographiques.

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Avant-Propos	21
I. — L'impôt du timbre	21
II. — Historique	21
III. — Le timbre et l'enregistrement.....	22
IV. — Avantages de la suppression du timbre....	24

PREMIÈRE PARTIE

LE FAIT GENERATEUR

Chapitre Premier

LES CAUSES DE L'IMPÔT

Section A. — L'introduction d'une valeur. —	
Formalités	27
1. — Formalités	27
2. — L'autorisation	27
3. — La déclaration	29
4. — Lacunes de la législation	30
5. — Leur manque d'importance	30
Section B. — Les différents timbres. — Modalités	
applicables	32

1. — Les différents timbres	32
2. — Timbre à la débite. — Son inutilité..	32
3. — Le visa pour timbre	32
4. — Le timbre à l'extraordinaire	33
5. — Analogie des timbres à la débite et à l'extraordinaire	33
6. — Tolérance aux principes	34
7. — Le timbre préalable	35

Chapitre II

LES DROITS DE L'ÉMISSION. — DE LA SOUSCRIPTION. — DE L'EXPOSITION-VENTE

Section A	37
1. — Les premières lois du fait générateur..	37
2. — Les lois de complément.....	38
3. — L'émission. — Définition	38
4. — La prise ferme	39
5. — La souscription	40
6. — Ses modalités	40
7. — La souscription à l'étranger	41
8. — Rapport entre l'émission et la souscrip- tion	42
9. — L'exposition-vente. — Définition	43
10. — Tolérance entre les courtiers	43
Section B. — Les autres contrats de la vie civile	44
11. — Régime des Transferts et des Rembourse- ments	44
12. — Les mises en gage. — Nantissements et négociations. — Conditions du paiement..	47
13. — Généralité de la règle	47

Chapitre III

L'ENONCIATION

Section A. — L'énonciation pure et simple....	49
1. — Définition	49
2. — Du paiement préalable	50
3. — La présomption d'usage	51
4. — Les inventaires	53
5. — Généralité de la règle	53
6. — Les titres non représentés	54
7. — Nécessité du timbrage	55
8. — Exonération des valeurs non créées ..	56
Section B. — L'énonciation par référence.....	58
9. — Recherche d'un critérium	58
10. — Rejet du critérium de l'administration	59
11. — La notion de cause	60
12. — Le critérium jurisprudentiel des actes étrangers annexés à des actes français....	61
13. — Son application	62
14. — Conséquences pratiques	63
15. — La vente à terme	64
16. — La référence aux titres aliénés	65
17. — Le régime des testaments	67
18. — L'annulation judiciaire	69
Section C. — L'énonciation dans les inventaires.	
— Dépôts de sécurité. — Papiers privés....	72
19. — Régime des inventaires	72
20. — Les inventaires de coffres-forts	74
21. — Les dépôts de sécurité	80
22. — Les Administratie Kantooren	83
23. — Les documents privés des particuliers et des sociétés	85

Chapitre IV

LES EXCEPTIONS

Section A. — Des titres exonérés à cause de leur nature ou des circonstances	87
1. — Les créances à personnes dénommées..	87
2. — Les debentures	88
3. — Les stock-shares	89
4. — Les actions de sociétés disparues ou dis- soutes	89
5. — Les actions de jouissance	90
6. — Les actions amorties	91
7. — La prime d'émission	92
8. — Certificats provisoires et titres définitifs. — Titres précédemment abonnés	93
Section B. — Particularités des régimes des fonds d'Etat étrangers	94
9. — Le timbre au comptant	94
10. — Définition de l'Etat en droit fiscal....	96
11. — Le rôle des banques	97
12. — Le régime spécial de la loi du 29 mars 1914	98
13. — Le régime spécial du consolidé anglais et de la rente hollandaise	98
14. — Les formalités préalables.....	100

DEUXIÈME PARTIE

LE TARIF

Chapitre V

LE MONTANT DES DROITS

1. — Le montant des droits	103
2. — L'arrondissement à 20 francs	104

3. — La loi sur le désabonnement	107
4. — Son champ d'application	108
5. — Le calcul du droit	110
6. — Répétition des paiements	111
7. — L'application du timbre	113
8. — Les dégrèvements	114

Chapitre VI

CALCUL DU CHANGE

1. — Le problème du change	117
2. — Les solutions appliquées	118
3. — Les changes bloqués	123

Chapitre VII

LA LIQUIDATION SUR LES FONDS D'ETAT

1. — Ancien régime	125
2. — Le paiement avant délivrance	126
3. — Les difficultés pratiques	127
4. — Le régime théorique	129
5. — Les carences internationales	132
6. — Le régime des Fundings	133
7. — Les allègements fiscaux	136
8. — Conclusion .	136

TROISIÈME PARTIE

Chapitre VIII

LES SANCTIONS ET LEUR PROCÉDURE

Section A. — Règles générales	141
1. — Tarif de l'amende	141
2. — La responsabilité des intermédiaires....	142

3. — La responsabilité du notaire	143
4. — Son irresponsabilité en matière d'actes annexés et de testaments	144
5. — L'énonciation en justice	145
6. — Les auxiliaires de la justice	146
7. — Procédure	146
8. — Enregistrement	147
9. — Calcul du droit	147

Section B. — Régime spécial de certaines péna- lités en matière de fonds d'Etat étrangers..	148
1. — Le paiement par les Etats	148
2. — Les responsabilités solidaires	148
3. — L'amortissement par tirage au sort	149

Bibliographie	151
-----------------------	-----

Table des Matières	153
--------------------------	-----

Vu :

LE DOYEN :
G. RIPERT

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE :
J. HAMEL.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
ROUSSY.



IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE

— DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE —

. PARIS



